

REFLEX *RF*

hebdomadaire • 20 francs n° 40

MERCENAIRES
NÉO-NAZIS EN
EX-YOUGOSLAVIE

QUAND L'EXTREME DROITE
SE MET EN CULTURE

NATIONAL BOLCHEVISCHE :
UNE VIEILLE RENGAINE



C'EST À LA MISERE
QU'IL FAUT S'ATTAQUER,
pas aux immigrants!

ÉTRANGER:

Allemagne • Afrique du Sud • Angleterre

qu'est-ce que RÉFLEX :

RÉFLEX est une association qui a pour objectif de lutter contre le racisme, le fascisme, les idées et pratiques sécuritaires et xénophobes. Dans ce cadre, nous élargissons nos activités à toutes les mesures de répression prises par l'État français : prison, discrimination vis-à-vis des populations étrangères, contre les peuples en lutte (basque, corse, kanak, etc.). Notre lutte n'est pas simplement hexagonale et nous accordons une grande place à l'Europe.

Notre choix de combattre sur ces terrains ne signifie pas que nous nous désintéressons des autres questions qui se posent dans notre société : Tiers-monde, environnement social, économique... Mais nous savons que nous ne pouvons répondre et agir sur tous les terrains à la fois. D'autres associations le font. Et nous souhaitons qu'elles se renforcent. A certains moments, des rencontres peuvent s'opérer et entraîner des discussions et des actions communes.

Nous luttons pour la constitution d'un mouvement social reposant sur des collectifs de base auto-organisés dont l'objectif est de reconstruire des espaces autonomes et des contre-pouvoirs. Réoccuper l'espace social, réinvestir le tissu associatif, établir des solidarités, mettre en place des structures alternatives nous semblent des tâches décisives pour élaborer une force qui, au-delà de l'antifascisme, pose les jalons d'une autre société.

Depuis sept ans, nous avons travaillé avec le mouvement culturel alternatif, sans pour autant réduire nos contacts et nos actions à celui-ci. Mais il est vrai que, de par ses modes de fonc-

tionnement, ses idées et ses pratiques, nous étions très proches. Demain, nous continuerons ce travail en l'élargissant.

être membre de RÉFLEX

Notre association ne peut vivre que par ses adhérents. En effet, nous ne bénéficions d'aucune subvention et nous n'en demandons pas. Appartenir à RÉFLEX, c'est être d'accord avec ses objectifs et participer à la propagation des idées et des actions qui sont contenues dans le journal et dans l'association. C'est agir dans son quotidien, à l'intérieur d'associations, de collectifs, individuellement dans les lieux que nous fréquentons.

C'est participer aux campagnes de solidarité, aux actions, aux manifestations, etc.

C'est participer avec sa personnalité à l'action collective.

RÉFLEX n'a pas pour objectif de créer autour de lui une identité organisationnelle. C'est dans ce sens que nous travaillons avec les Scalps et avec d'autres groupes d'une façon non-concurrentielle. Pour nous, il s'agit de créer un mouvement qui repose sur l'entraide et la mise en commun de ses forces et de ses outils.

Fonder un groupe RÉFLEX, c'est donc renforcer son action (en tant qu'association, collectif, individu) par l'outil RÉFLEX qui existe maintenant depuis sept ans (information, documentation, actions, initiatives, campagnes de solidarité). C'est aussi reprendre les objectifs de l'association et les faire connaître. C'est participer aux initiatives nationales de l'association, en les reprenant dans son coin. C'est avoir du matériel à sa disposition.

OURS

RÉFLEXes est édité par le

réseau RÉFLEX

directeur de publication

B. Delmolte

dépôt légal à parution

ISSN 0764 - 9339

commission paritaire

68 888

RÉFLEX

14 rue de Nanteuil

75015 Paris

☎ 42 50 99 43

COUPON

D'ABONNEMENT

AU JOURNAL

PAGE 38

A noter, pour suivre de plus près l'actualité de la vie des groupes appartenant au Réseau national antifasciste, la parution d'un nouveau mensuel, No Pasaran, qui, laissant à RÉFLEXes le soin d'analyses plus précises, essaye de faire circuler l'information pour permettre une mobilisation active sur les luttes en cours et à venir.

Pour tout courrier, écrire à **RÉFLEX**

edito

**Quand l'extrême droite
se met en culture**
page 4

**Ex-Yougoslavie :
les phalanges du
désordre noir**
page 9

PNFE, le retour
page 12

**National-bolchévisme
nouvelles convergences
pour un front anti-système**
page 15

Le diable par la queue
page 17

LIVRET ÉTRANGER

Deutsche Liga
page 19

**Interview d'un Turc
antifasciste**
page 23

Comme toutes les années, ce nouveau numéro de Réflexes est censé coïncider avec le fameux rituel de la « rentrée sociale ». Amusant ce terme !

À la belle époque du compromis fordiste, quand les grandes organisations de la glorieuse classe ouvrière savaient s'opposer au patronat et finir une grève, la rentrée sociale servait pour chacun à compter ses forces et à garder la tête haute avec le sentiment du devoir accompli : le patronat pouvait lâcher du lest, après avoir tant piqué aux salariés au printemps redonner des miettes en octobre était une partie de rigolade ; les syndicats quant à eux justifiaient leur existence par leurs coups de gueule et pouvaient voir venir avec sérénité les élections professionnelles ; enfin, le gouvernement montrait une fois de plus la nécessité de son existence. Le B-O-N-H-E-U-R !! Hélas, hélas, tout ceci est fini et les belles rentrées sociales d'antan ne sont plus qu'un lointain souvenir. Et pour cause... Il n'y a plus de rentrée... car il n'y a plus de sortie. Nous vivons face à une adversité permanente qui fait qu'il n'y a plus de saisons, ma bonne dame !

La preuve ? Au printemps anti-immigrés a succédé l'été anti-social... ■

**Péril brun
en terre noire**
page 25

Banlieues anglaises
page 28

Searchlight
page 33

**N comme national
B comme Bolchevik**
page 35

**Police municipale :
aux armes !**
page 39

**Nous ne mangeons pas
d'antispécistes pour
ne pas tuer d'animaux**
page 43

Notes de lecture
page 46

Interview de J
page 50

Quand l'extrême droite se met en culture ...

À la lecture de l'article « Ces jeunes fachos qui peut-être, nous gouverneront... » (Réflexes n°39), on ne peut qu'être frappé par la rapidité et l'efficacité des implantations frontistes au sein des universités. Créés pour trouver et former les futurs cadres au sein d'organisations regroupant toutes les parcelles de la droite et de l'extrême droite, les Cercles nationaux des Étudiants ont apporté en moins de quatre années plus de cadres au parti qu'il ne pensait lui-même en obtenir ! Comment ne pas s'interroger alors sur les raisons d'une telle réussite ? Comment ne pas tenter d'expliquer cette soudaine facilité lorsque l'on connaît les rivalités qui existent au sein de l'extrême droite ?

Si l'ébauche d'une réponse est apportée par le précédent article, l'observation et l'analyse à la loupe des universités concernées semblent vouloir nous donner bien plus d'indications. C'est donc fort logiquement que Lyon et son université, première à avoir créé un Cercle national des Étudiants, sont aujourd'hui sous le feu des projecteurs...

Quand la droite fait le lit de l'extrême droite...

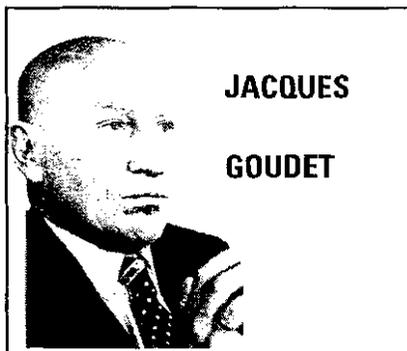
Rien ne semblait prédestiner une ville calme et prospère comme Lyon à mériter un jour le titre, internationalement connu, de capitale universitaire de l'extrême droite et du négationnisme. Et pourtant les faits parlent d'eux-mêmes. Pour n'en citer que quelques-uns, rappelons que l'université Lyon III détient le record de thèses universitaires négationnistes, le record du nombre de professeurs militants d'extrême droite et de droite extrême, un nombre fort élevé de groupes nationalistes en tous genres...

C'est tout d'abord dans les conséquences de mai 68, lorsque l'université littéraire et juridique lyonnaise se partage en deux (1973-74) que cette triste histoire commence. Encloses à l'intérieur du même ensemble architectural, Lyon II devient une université rose pâle (majorité socialiste) à peine teintée de rouge, tandis que Lyon III (Jean Moulin !) repeint progressivement ses murs en vert-de-gris ! Seul bastion droitier au milieu d'une « invasion gauchiste », enclave culturelle et idéologique,

l'université Jean Moulin devient tout d'abord un lieu de ralliement pour les diverses franges de la droite et de l'extrême droite. L'ennemi commun : le communisme.

C'est réellement de 1978 à 1987, que Lyon III, gouvernée d'une main aussi ferme qu'adroite par l'italianisant Jacques Goudet, assisté de la non moins efficace Colette Demaizière¹, devient le lieu de collusion d'une droite dite classique (convenable, discrète...) et de l'extrême droite.

L'importance de Goudet dans cette volonté de faire cohabiter dans un même espace de réflexion toutes les franges de la droite et de l'extrême droite est considérable. Ce professeur d'italien avait envoyé en 1965 une « tribune libre » au *Monde*, dénonçant les dérives de l'Église après Vatican II. Puis au début des années 1970,



JACQUES

GOUDET

il devient responsable du SAC (Service d'Action Civique) dans le Rhône, adhère au RPR, crée l'UNI (Union Nationale Inter-universitaire) dans cette même région avec l'aide d'André Decocq, professeur à Assas, responsable de l'UNI et du ML (Cf. *Rapport de la commission...* Tome 1, page 220), puis prend en 1973 la direction de la faculté de langues de Lyon III. Cet homme de droite extrême, à la charnière politique entre la droite et l'extrême droite, persuadé de l'importance du combat culturel et partageant nombre de positions et d'actions du Club de l'Horloge, fait tout pour faire prendre en une même mayonnaise toutes les tendances alors présentes. Lorsqu'il arrive à la tête de l'université Jean Moulin en 1978, l'extrême droite s'est déjà fait sa place.

Mais le succès de la politique Goudet,

éclatant du moins durant son règne à la présidence de l'université, ne s'est pas obtenu sans le précieux appui de l'administration politique alors en place. Ainsi, Lyon III est l'objet, dès la scission de 1973 et sous toute la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, d'un favoritisme hors de toute limite. Le meilleur exemple semble être la profusion de crédits et de postes accordés par cette ancienne ministre des universités, Alice Saunié-Seïté, à Lyon III dès la scission de 1973.

Du mot prêté à Francisque Collomb (maire de Lyon de 1976 à 1989) « Lyon III Jean Moulin est notre université », à la Légion d'honneur attribuée à Goudet par le gouvernement Chirac (1988) et remise par Raymond Barre, jusqu'aux multiples contacts qu'il avait au ministère de l'Éducation nationale, c'est l'ensemble de l'establishment droitier qui s'est lancé dans la bataille lyonnaise. Ainsi, les professeurs sont nommés à Lyon III par affinité politique plutôt que pour leur compétence.

On comprend mieux alors comment, dans un tel climat amical et complice, l'extrême droite universitaire lyonnaise n'aura aucun mal à asseoir chaque jour davantage son pouvoir, son influence et ses idées sur l'université, à tisser des réseaux de plus en plus larges et efficaces vers l'extérieur et à assurer sa pérennité pour de longues années. Quand on lui permet de s'installer, elle s'enracine !

Grandeur et décadence du GRECE : 1973 - 1988

Lorsque l'on parle de l'implantation de l'extrême droite en milieu culturel dans les années 1970, facilitée par la complicité de l'administration de droite en place, on ne peut être étonné de la présence d'un cercle local du Groupe de Recherche sur la Civilisation Européenne (GRECE), d'un cercle local du Club de l'Horloge... de la nouvelle droite !

C'est effectivement une fois de plus le cas ici où, fortement implanté depuis 1969 à Lyon grâce principalement à Pierre Vial, le GRECE a joué au sein de Lyon III (Cercle Galilée) le rôle principal jusqu'en 1988.

Personnage fondamental dans le développement de la nouvelle droite aussi bien nationalement que régionalement, Vial

n'est pour rien dans l'implantation du GRECE sur Lyon III puisqu'il n'y est nommé qu'en 1987 en tant que professeur d'histoire médiévale. Cette implantation est plutôt à mettre à l'actif de ce que l'on pourrait appeler «la trioka indo-européenne» composée de Jean Varenne, Jean-Paul Allard et Jean Haudry. Véritablement obsédés par la question des origines puisqu'il apparaît comme «une priorité politique que de justifier la notion d'identité française et européenne en remontant à nos racines indo-européennes» (Pierre Vial), ces trois hommes sont devenus des «spécialistes» de la civilisation indo-européenne. Ainsi, Haudry est professeur de linguistique et de sanskrit à Lyon III, ancien doyen de la faculté de lettres, directeur d'étude à l'École Pratique des Hautes Études, il est au comité de patronage de Nouvelle École en 1974-75, au Club de l'Horloge, participe à *Elemente*, revue de la nouvelle droite italienne avec Sigir Hinle, Alain de Benoist et Guillaume Faye. Il préside le 13ème colloque du GRECE en Décembre 78, collabore à *Sol Invictus*², aux Après-midi du Livre organisé par le Cercle Horizons³, participe à la maison d'édition Le Porte Glaive⁴...

Toujours prêt à faire plus, comme on peut s'en rendre compte, pour la promotion des idées de la nouvelle droite jusqu'à ce qu'elles deviennent culturellement hégémoniques, Haudry a posé les premières pierres de normalisation et d'institutionnalisation des thèses du GRECE en milieu universitaire. Il publie tout d'abord en 1979 un premier *Que Sais-Je* intitulé *L'indo-européen*, puis crée en 1981 au sein de Lyon III, l'Institut d'études indo-européennes et publie un autre *Que Sais-Je* sur les Indo-européens dont la conclusion est un «mini-traité de racisme nordiciste» (P.A. Taguieff). Toujours prêt à faire plus pour la collaboration de toutes les parcelles de la droite et de l'extrême droite grâce à la position centrale qu'il occupe à cheval sur toutes les organisations et au sein de Lyon III sur deux départements (voir tableau), Haudry est une pièce stratégique dans l'architecture lyonnaise.

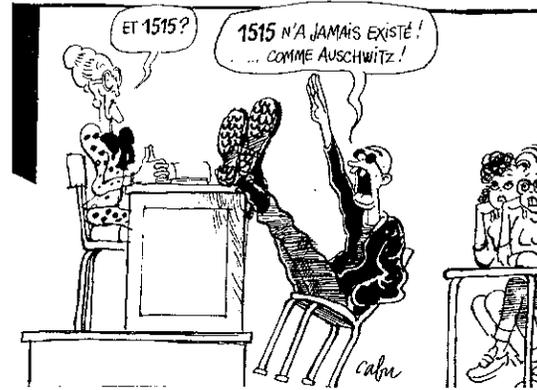
Jean-Paul Allard est quant à lui professeur de langues à Lyon III, Président du GRECE lyonnais (Cercle Galilée), directeur de «Patrimoine de l'Europe» aux éditions Le Porte Glaive, alors que Jean Varenne est un spécialiste de Sanskrit et de civilisation indienne mais également collaborateur au *Figaro Magazine* à partir de 1977, directeur de *Panorama des idées actuelles* édité par le GRECE et devient en 1984 président national du GRECE après Roger Lemoine.

Ces trois hommes très respectés au sein de l'université, développent avec l'aide de professeurs, de chercheurs de Lyon III membres du Club de l'Horloge⁵, de l'UNI, du CNIP... et la participation non moins active de groupes nationalistes révolutionnaires ou de sectes (voir encadré), toutes sortes de colloques et activités culturelles toujours couverts par une bonne dose d'intellectualisme. Ainsi, après la création de l'Institut d'études indo-européennes, véritable centre de formation néo-droitier,

on a vu naître au fil des ans, le Centre d'histoire et d'analyse politique dirigé par Demotz⁶, le Centre d'études linguistiques Jacques Goudet, ainsi qu'une association étudiante, Aurore⁷. Véritables chapelles idéologiques au sein de l'université, il en ressort nombre de livres, de thèses et conférences proposés aux étudiants comme base de recherche ou de cours. Ce sont également des lieux de rencontre et de débat avec des intervenants, de sensibilité politique différente, extérieurs à la fac. Royalistes, catholiques intégristes, nationalistes révolutionnaires, néo-droitiens, révisionnistes et gaullistes se côtoient ainsi de colloque en colloque.

Cette stratégie d'implantation préconisée par la nouvelle droite peu intéressée dans un premier temps par le pouvoir et préférant rendre hégémonique la pensée néo-droitnière, développe en réseaux, des cercles de pensée, des clubs, et investit le milieu associatif et culturel de la fac, des autres facs puis progressivement de la ville. Appliquant par là même une stratégie défendue ardemment par Alain de Benoist qui dénonçant les «structures rigides et opaques du centre» a su contribuer à rendre les structures de la «périphérie» suffisamment souples afin que puissent s'estomper les barrières entre militants et sympathisants, entre partisans convaincus et simples compagnons de route, entre membres de la droite, de l'extrême droite voire même de gauche... Cette stratégie parfaitement adaptée au milieu universitaire et des grandes écoles de par le fait qu'elle dépasse l'engagement politique et se situe au niveau de la réflexion intellectuelle sur l'histoire, le social, la culture, la politique, etc.

Ainsi, dès mai 68 puis sous le règne de Goudet à la présidence de l'université et de Francisque Collomb à la mairie de Lyon, la «nouvelle droite» renforcée par la peur suscitée par la gauchisante université Lyon II, a su profiter d'hommes comme Goudet, à la charnière de la droite républicaine et de l'activisme, sachant séduire et rassurer



la bourgeoisie locale. Laissant ainsi se déployer les foyers nationalistes et fascistes tout en donnant des gages au gaullisme, il s'est organisé, institutionnalisé, un foyer intellectuel, un lieu de réflexion et d'analyse composé principalement de professeurs mais aussi de personnels administratifs de la fac. Ce foyer, quant à lui, a su laisser dans chacune de ses activités (ou actions) une place à ces hommes ou femmes de la droite qui luttent à son côté. Ainsi, l'ancienne ministre des universités, Alice Saunié-Seité et Jacques Goudet, interviennent à un colloque du Club de l'Horloge en mars 1983. Il faut dire que le thème, «Quelle Université pour la France? Guérir du socialisme», les intéressait tout particulièrement! Considérée tout d'abord comme un pôle anticomuniste, capable de faire contrepoids sur le plan idéologique aux débordements de la pensée subversive, la nouvelle droite, convaincue très tôt du fait que «le marxisme sera bientôt entraîné dans un interminable mouvement de reflux», se présente non plus comme un rempart au communisme mais bien plutôt comme une alternative.

Cette influence grandissante de la nouvelle droite à Lyon III, accompagnée du sentiment d'impunité auquel elle semble s'être très bien habituée, relayée par les nombreux réseaux qu'elle a su et pu lier dans les autres sphères culturelles ainsi que l'imprégnation des esprits qui en découle lui assurent un avenir radieux...

Mais l'émergence du Front national qui attire, dès 1983, bon nombre de néo-droitiens met un frein au développement de la nouvelle droite. Et lorsqu'en 1985 à Nantes, sous la direction de Jean-Claude Rivière, universitaire nantais, fondateur du GRECE et membre de Nouvelle École depuis 1968, Henri Roques, digne descendant de Faurisson, qui présenta et soutint une thèse mettant en doute la réalité des chambres à gaz obtint mention «très bien», le scandale éclata, le futur s'assombrir encore davantage. La thèse fut annulée par Devaquet et pour la première fois un membre du GRECE se retrouvait démis de ses fonctions pour un an et mis à la disposition du Centre National d'Enseignement à distance (CNED)! Il semble tout de même important de noter que ce jury était présidé par Jean Haudry en personne accompagné de Jean-Paul Allard, tous deux professeurs à Jean Moulin, et qu'il ne furent nullement inquiétés! Serait-on

COLLOQUE

MYTHE ET HISTOIRE DANS LA PENSEE DE DUMEZIL et ELIADE

Président d'Honneur
Mr Le recteur Maurice NIVEAU

Avec la participation de Messieurs:
Jean-Paul ALLARD, professeur.
Paul BARBANEGRA, cinéaste.
Jean HAUDRY, professeur.
Michel MICHEL, professeur.
Cicéron POGHRC, professeur.
Fernand SCHWARZ, anthropologue.
Jean VARENNE, professeur.

Patroné par
L'Institut d'études indo-européennes de l'université LYON III
Les Amis du Musée Guimet
La Nouvelle Acropolis

SAMEDI 28 NOVEMBRE de 15h à 18h30
DIMANCHE 29 NOVEMBRE de 10h à 18h30

Salle de conférences du Musée GUMMET de LYON
28, Boulevard des Belges
LYON 6ème
Programmes disponibles à la FNAC et RABUT.
Renseignements de 15h à 19h **78-30-96-21**

L'affaire NOTIN

Cette affaire montre bien le peu de problèmes qu'encourent les néo-droitiers lyonnais lorsqu'ils révisent l'histoire.



Fin Janvier 1990, manifestation dans la revue *Economie et Société* de l'ISMEA (laboratoire d'économie dépendant du CNRS) du nom de Bernard Notin intitulée «*Voie des médias dans la vie culturelle nationale, organe de la renaissance*».

Debut Février, dénonciation de l'article affiché au bureau de l'ISMEA, à la présidence de Lyon III, à la revue *Economie et*

Semaine suivante, le CNRS supprime sa mention à *Economie et Société*.

MARS, le cours d'économie de Notin est interrompu par des étudiants de l'UEJ et par d'anciens sportifs. Notin est suspendu de son cours et démissionne du Conseil Supérieur de l'université.

Debut Mai, Michel Notin, maire de Lyon, refuse de donner à l'université de nouveaux locaux (la Manufacture de Talat) tant que continueront à y enseigner les «*falsificateurs de l'histoire*». Forte réaction des étudiants et d'anciens sportifs du LNI contre le maire. D'éventuelles sanctions universitaires se précisent. Lettre de bloc à l'occasion l'intervention du recteur Maurice Nivard qui se souvient encore de son appui aux trois Européens dans le passé.

JUIN, Marie Gilbert Collard, avocat marxiste, accepte de défendre Notin. Il donne une alors du mouvement radical, mesure d'expulsion des néo-droitiers.

JUILLET, 10 millions francs d'amende et une suspension d'un an de l'université.

NOVEMBRE, le cas universitaire Marie Gilbert et Pierre Vidal Naquet a tenu au sein d'une conférence sur «*L'histoire face au révisionnisme*». Refus des responsables de l'université sous des prétextes peu convaincants. La réunion se déroule finalement à l'IEP (Lyon III) avec Madeleine Rebérioux remplaçant Vidal Naquet hospitalisé.

MARS 1991, Repositionnement dans l'affaire Notin le Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CNESER) annule la sanction datant de juillet 1990 pour vice de forme.

AVRIL 1991, Jacques Barrial, docteur honoraire, son ancien vice-président de Lyon III, s'adresse pour des motifs sans rapport avec sa fonction au président du Conseil de Discipline qui reçoit Madeleine Notin.

mieux couvert à Lyon qu'à Nantes...?

Cet «incident», ombre de l'objectif néo-droitier, entame notablement sa notoriété, son institutionnalité et marquera ainsi une première perte significative de son influence, de son impunité.

Mais les problèmes du GRECE ne font que commencer puisque Goudet quitte trois ans plus tard la présidence pour une retraite bien méritée, Francisque Collomb est remplacé par Michel Noir et les appuis deviennent de plus en plus rares.

Le Club de l'Horloge, autre composante de la nouvelle droite, semble le plus affecté par ces départs. Il faut dire que l'initiateur et premier dirigeant du Club lyonnais n'est autre qu'Yvan Chiaverini, directeur de cabinet de Francisque Collomb. Chiaverini est encore un exemple de ces hommes de droite, prêts à tout pour banaliser l'extrême droite. Ainsi tout au long de sa carrière auprès du maire, il a permis et facilité l'organisation des activités du Club de l'Horloge ou du GRECE. L'apogée de sa stratégie semble atteinte un jour de mars 1982, où enfin il réussit à réunir, dans un dîner-débat organisé par des horlogers et des grécistes, Charles Beraudier, Francisque Collomb et Raymond Barre!

Malgré cela, le groupement de recherche lyonnais accueille avec joie (1987-1988), le retour de Jacques Marlaud d'Afrique du Sud et l'arrivée de Pierre Vial, Bernard Notin, Georges Pinault (Goulven Pernaod) au sein de l'université. Le groupe lyonnais composé alors de sept militants de pointe atteint un record national en la matière. Mais cet apport ne se mesure pas uniquement quantitativement mais également qualitativement.

En effet, Jacques Marlaud séjourna durant plus de quinze ans en Afrique du Sud tout en étant rattaché à l'université Lyon III (!), présida en 1977 à Johannesburg un cercle du GRECE dénommé Cercle Villebois-Marcuil et fut correspondant de Nouvelle École en Afrique du Sud. La puissance de ce maître de conférence en Infocom au sein du GRECE se mesure au regard du fait que dès son retour en France en 1988, il a immédiatement été nommé à la présidence du GRECE, remplaçant ainsi Jean Varenne.

Pierre Vial accède enfin à l'université Jean Moulin en tant que professeur d'histoire médiévale. Ce ténor de la remise à jour sur papier glacé des thèses inégalitaires, déterministes, néo-paganistes tendance celte et germanique, a une longue histoire de militant qu'il serait trop long de détailler. Notons tout de même qu'il fit son éducation politique à travers le *Dictionnaire du Militant* édité en 1965 par Europe-Action et rédigé par son compagnon de toujours Dominique Venner.

Il pouvait y apprendre entre autres à la lettre S : «...prenons par exemple, sous-développés : notion iréelle d'après laquelle l'incapacité des peuples de couleur à résoudre par eux-mêmes les problèmes de l'existence, proviendrait du sous-développement technique. Une observation réelle des choses permet de constater que le sous-développement technique est dû à

une sous capacité de ces peuples. A notre contact, ils n'ont rien appris sinon à revendiquer, à profiter et à nous haïr». Pour Vial tout est alors dit.

Cependant après son échec au sein du Mouvement nationaliste du Progrès aux législatives de 1967, il décide que la bonne voie pour la prise du pouvoir politique, c'est tout d'abord la reconquête du pouvoir culturel, le combat des idées, bref la stratégie métapolitique. Encore étudiant, il commence par être le directeur de publication d'une revue lyonnaise ronéotypée intitulée *Socialisme européen* (n°1 fin 1967), domiciliée au 3 place du Change à Lyon. Mais il n'y reste que peu de temps. Dès la création du GRECE en 1969, il deviendra successivement un des responsables de ses multiples antennes, membre du comité de rédaction de *Nouvelle École*, président de l'Union régionale du lyonnais, membre du conseil d'administration du GRECE et de la commission des traditions, membre fondateur de la SARL des Editions Copernic et principal porteur de parts avec Jean-Claude Valla, il en sera d'ailleurs le premier gérant (1976). Il participe en 1975 à la création du mouvement de scoutisme du GRECE, Europe Jeunesse (NOTE). Directeur de la revue *Éléments*, auteur de deux ouvrages édités par le GRECE : *Pour une renaissance culturelle* et *Les solstices en collaboration* avec Jean Mabire. En 1978, c'est enfin la consécration puisqu'il accède au poste de secrétaire général du groupement et y reste jusqu'en 1984. Lorsqu'il arrive à Lyon III, il est toujours place du Change et est alors président du cercle Henri Vincennot. Bien qu'ayant entretenu des rapports privilégiés de 1983 à 1986 avec le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR) en compagnie d'Alain de Benoist et Guillaume faye, Vial saura se forger au sein de Lyon III, une image de «*personnalité respectueuse de la démocratie et très compétente dans son travail*». On n'en doute pas ! Quant à Pinault et Notin (voir *Réflexes* n°39), «*militants de choc*», ils vont, une fois de plus, montrer clairement ce qui se cache derrière le métapolitique du GRECE...

Cet apport en militants de pointe, constituant par là même la plus grosse unité gréciste qu'une université eut jusqu'alors comptée, aurait certainement pu permettre au GRECE de réagir.

Mais cette réaction ne verra jamais le jour car comme lors de l'émergence du Front national dans les années 1983 (qui avait attirée par sa nouveauté bon nombre de néo-droitiers, venus principalement du Club de l'Horloge, en quête d'une vie politique) le second souffle du FN après la mort de Jean Pierre Stirbois, va décimer les rangs du groupement. Ajoutez à cela les «*exploits*» des nouveaux révisionnistes lyonnais, Pinault, Lugan et Notin (voir encadré), on comprend mieux encore comment le groupe lyonnais va perdre au fil des ans ses principaux militants, Jean Haudry et Pierre Vial en tête. Ce dernier, militant acharné, jusque-là persuadé du bien fondé du combat métapolitique mené par le Groupement et qui déclarait dix ans

Bruno GOLLNISH - FLOURENS

Né le 28 Janvier 1950, il est adhérent du FN depuis 1983. Il est professeur de japonais juridique et économique à la Fac de Lyon III, doyen honoraire de la Fac de Langues de Lyon, docteur en droit international, diplômé des sciences politiques et des langues orientales, lauréat de l'université de Paris (premier prix de thèse), avocat, ancien secrétaire de la Fédération nationale des Étudiants de France, ancien secrétaire général des Centres d'Études et de Recherche de Défense (CERD), adhérent depuis 1973 du Cercle Renaissance, dernier de la liste FN aux élections européennes de 1984.

Chargé de l'argumentaire en 1988, il est membre du bureau politique depuis cette date. Député du Rhône de 1986 à 1988, conseiller du III^e arrondissement de Lyon de 1989 à 1991. Capitaine de corvette de réserve, médaille des Services militaires volontaires. Il est aujourd'hui député européen, conseiller régional et président du groupe FN Rhône-Alpes, délégué général du bureau politique, secrétaire aux commissions et membre du Conseil scientifique.

Mais ce n'est pas tout, car cet homme de 43 ans, marié, trois enfants, est également chargé par Jean-Marie Le Pen d'organiser les relations entre le FN et les mouvements amis et les États étrangers pour le compte de JM Le Pen.

Ainsi, de part sa grande expérience, ce professeur saura vous conseiller les bonnes lectures !!!

recupère les fruits de cette reconquête de l'université. Ainsi, lorsque Carl Lang et Jean-Marie Le Pen décident la création de Cercle national des Étudiants sur toutes les universités, regroupant toutes les parcelles de la «droite nationaliste» afin de trouver les futurs cadres du parti frontiste, c'est au regard de ce qui se pratique dans ce qui est aujourd'hui, son laboratoire, Lyon III. Lorsque Degrave, leader du groupe frontiste lyonnais dit «qu'il faut repérer, dans un premier temps, les gauchistes puis prendre contact avec le personnel enseignant et administratif de l'université», il ne fait que répéter clairement ce que toute l'extrême droite lyonnaise sait déjà et met en oeuvre depuis plus de

plus tôt : «c'est dans les forêts celtiques que nous allons chercher nos modèles», semble avoir, l'effet Le Pen aidant, perdu le Nord ! Pourtant, cet agrégé d'histoire né en 1944, affichait quatre ans plus tôt sa sympathie pour tous les mouvements révolutionnaires, Che Guevara, bande à Baader, Brigades rouges et se disait «prêt à [se] battre et à mourir dans l'espoir de changer un monde insupportable» ! La même année (1984), il déclarait : «Monsieur Le Pen pose bien les bonnes questions simplement nous n'avons pas exactement les mêmes réponses que lui» (cité par Taguieff, cf *Les droites radicales et nationales en France* p 791).

Mais les événements et bouleversements qui surviennent dès 1988 au sein de l'université, redistribuent les cartes. Ainsi, les plus partisans du combat métapolitique vont rejoindre au fur et à mesure les horlogers (Club de l'Horloge), qui attirés dès 1983 par le parti frontiste forment alors l'essentiel de l'armature de son conseil scientifique et montrent qu'il est possible de continuer à influencer la société, former l'élite de demain tout en menant un combat politique au sein d'un parti.

Ainsi, dès 1988, les trois quarts du groupe lyonnais tentent de garder un pied dans chaque organisation, menant ainsi le combat sur plusieurs niveaux. Mais la double appartenance (GRECE + autre) a été interdite par Vial lorsqu'il était secrétaire général du groupement. Ainsi, après de vives explications, le 25 Mars 1991, Vial démissionne en invitant dans une lettre ses compagnons de toujours «à quitter la chapelle idéologique marginalisée et fière de l'être (GRECE) pour le rejoindre, afin d'être une force d'impulsion donnant une armature idéologique à un mouvement populiste (FN)». Cette démission ou plutôt cette exclusion vient mettre un terme aux relations conflictuelles qui opposaient les membres tentés par les sirènes nationalistes (Vial, Varenne, Haudry, Notin...) et les partisans du «métapolitique maintenu» (A. de Benoist, J. Marlaud). C'est alors l'éclatement. Varenne, Haudry, Allard et Notin suivent leur chef charismatique et vénéré, Pierre Vial, pour prendre place dans l'organigramme du parti. Rappelons que Vial est conseiller régional Rhones-Alpes, conseiller municipal de Villeurbanne, membre du Comité central du FN, de la direction générale, du centre d'études et argumentaires. Alors qu'Haudry, Varenne, Lugan et Notin participent ou ont participé à la formation des cadres du FN, soit en participant aux journées de formation organisées par le Centre d'Études et Argumentaires et le Conseil scientifique, soit en écrivant des articles dans diverses revues dites théoriques. Ainsi, Vial, Varenne et Haudry sont actuellement membre du comité de patronage d'Identité, revue du conseil scientifique du FN.

Après de longues années d'hégémonie et de grands services rendus, le groupement lyonnais, dont Vial est le principal créateur et Varenne, Haudry, Notin et Allard les principaux animateurs, se retrouve en moins de dix ans aussi bas qu'il était vingt

ans plus tôt. Même si les réseaux du GRECE restent efficaces comme en témoignent les colloques encore organisés à Lyon III, ou la création en 1989 de la «nouvelle droite jeunesse», le FN grapple doucement mais sûrement dans le capital gréciste. Lorsqu'au mois de septembre 1991 on apprend l'ouverture d'un nouveau local du Front national à Lyon au 3 de la Place du Change, en lieu et place des locaux du GRECE depuis sa création, on mesure la mesquinerie de Vial. Lorsque Colette Demaizière nomme Bruno Gollnish à la présidence de l'université de langues de Lyon III alors qu'il n'est là que depuis un an, on mesure mieux son influence, son pouvoir. Certes ce pouvoir est aujourd'hui au service du FN et les relations entre les anciens grécistes et les convaincus du combat métapolitique semblent très envenimés. Mais n'était-ce pas là qu'une apparence ? En effet, au delà d'un désaccord sur l'immigration et l'abandon du combat métapolitique pour un combat politique, les valeurs des anciens grécistes restent proches de celles de la nouvelle droite. Leur travail d'endoctrinement idéologique au sein des universités reste le même. Depuis vingt ans, ils travaillent, militent, forment, réfléchissent, écrivent... en toute impunité, dans un silence qui fait parfois frémir, sans jamais perdre de vue l'idéal européen qui est le leur avec tout ce que cela comporte (voir encadré).

Lyon III s'est construite sur toutes les franges de la droite et de l'extrême droite, avec toutes les divergences que cela comporte et ce n'est pas un désaccord de stratégie qui va rompre l'unité légendaire de Lyon III, qui va ternir l'image que l'on se fait ici du mot «collaboration»...

Bien au contraire, le FN, le GRECE, L'UNI, Nouvelle Acropole, les cathos intégristes, les révisos et autres négationnistes en tout genre, Aurore, La Librairie de France, les charmants défenseurs des petits animaux style Brigitte Bardot, continuent, tous ensemble ou presque, main dans la main à endoctriner la future élite lyonnaise. C'est alors que l'importance du groupement n'apparaît plus comme un critère pour juger de sa force, de son influence car les valeurs et l'idéal politique de personnages comme Vial n'ont pas changé en changeant d'étiquette politique. Comment pourrait on croire que l'homme «fort, viril, aryen» n'est plus un modèle pour Vial et ses amis ?

L'essentiel de l'objectif néo-droitier semble donc être réalisé : Lyon III est pour longtemps maintenant un laboratoire, un lieu d'échange, de rencontre, d'alliance, de recrutement pour l'extrême droite.

L'histoire de l'université Lyon III, Jean Moulin éclaire donc d'un jour nouveau, les facilités d'implantation du Front national au sein de cette université. Partant d'un combat commun contre le communisme, la droite aura permis à l'extrême droite de trouver un fort point d'ancrage, de développer ses idées, de tisser des réseaux qu'elle ne peut aujourd'hui plus arrêter. Après le GRECE et le Club de l'Horloge, c'est aujourd'hui le Front national qui

EXTREME DROITE

20 ans. Il n'a d'ailleurs pas besoin de nommer les professeurs puisque tout le monde les connaît, les reconnaît depuis longtemps. L'implantation frontiste sur Lyon, menée par Bruno Gollnisch, Pierre Vial, Jean Varenne, Jean Haudry... tous professeurs à Lyon III, s'appuie sur les réseaux tissés par la nouvelle droite depuis 1973 et l'expérience de ces professeurs. Le FN est aujourd'hui le porte-drapeau de l'extrême droite lyonnaise et de sa force impulsive, tout comme l'était la nouvelle droite hier.

Mais au delà d'une simple passation de pouvoir ponctuée de quelques mouvements d'humeurs qui pourraient laisser croire à une réelle séparation, il s'agit peut-être de la naissance d'une force centrifuge. En effet, au regard de l'évolution et de la redistribution des pouvoirs au sein de l'université et de la ville, le nombre de professeurs et de militants d'extrême droite ou de droite extrême, tout comme la profusion de revues et matériaux théoriques, colloques, universités d'été... est aujourd'hui considérable. Les contributions apportées par Lyon III «à l'effort de guerre» entrepris par l'extrême droite pour reconquérir le pouvoir, est plus que jamais conséquent. Les appuis au sein de la droite classique existent toujours et le nouveau président de l'université Jean Moulin, Pierre Vialle (à ne pas confondre avec Pierre Vial) continue de marcher sur les traces de Goudet. Malgré la montagne d'articles de presse parus sur cette université lors des «exploits» de Notin, Lugan,

Pinault, ou lors de la parution de thèses antisémites comme celle d'Abdelhamid Bdioui, rien ne semble avoir changé ! Bien au contraire, comme peuvent l'illustrer les déclarations d'un bras droit de Michel Noir, ex-doyen de la faculté de droit de Lyon III, Serge Guinchard, à Libération Lyon : «Les supposés rapports de Lyon III à l'extrême droite sont notablement exagérés».

Mais tous les euphémismes du monde ne nous feront pas oublier que cette université, modèle au sein de la droite et l'extrême droite, en perpétuelle ébullition brune, est aujourd'hui capable d'être une force hétérogène, proposant un éventail de sensibilités et d'engagements politiques, une véritable machine à sensibiliser, à attirer des jeunes, à former des militants, des cadres, des nationalistes, des fascistes... ■

1 Professeur de Grammaire à Lyon III, membre du RPR et Doyenne depuis 1989 de la Faculté de Lettres/Histoire/Géo. Elle est reconnue comme étant l'éminente grise de Goudet.

2 Revue d'études traditionnelles, "Soleil invaincu" est d'orientation éolo-guénonienne melant d'ancien SS comme Léon Colas et des membres de la nouvelle droite (Haudry-Christian Bouchet, Jean Rémy, Christian J. Guyonvarc'h...)

3 Ex Cercle Cadoudal, ce cercle organise des conférences et des manifestations où se retrouvent les tendances les plus opposées notamment lors de l'Après-midi du livre de droite à laquelle assistent 600 personnes environ. Bénéficiant d'un stand à la fête des Bleu-Blanc-Rouge tout en étant mentionné dans

le Figaro, Le Matin de Paris, National Hebdo, Lectures françaises, le choc du mois... ce cercle est largement "respecté".

4 Maison d'édition dans la mouvance de la nouvelle droite, elle publie sous la direction de Régis Boyer, des ouvrages de littérature classique du Nord, une collection "Patrimoine de l'Europe" dirigée par Jean-Paul Allard qui couvrait seulement l'Europe nordique et germanique. La plus étonnante production de ces éditions est "Révolution contre révolution", actes d'un colloque organisé, au sein de Lyon III en Mai 89, par le Centre d'Histoire et d'Analyse Politique de l'université. Cf REFLEXes 39

5 On citera Denis-Clair Lambert (Professeur d'économie politique), Jules Monnerot (Premier Président du Conseil Scientifique du FN, démission en Aout 90)

6 Professeur d'Histoire du Moyen-Âge à Lyon III

7 Cette association loi 1901 dépendante administrativement de Lyon III, organise des bourses aux livres et des conférences-débats. Présidé par le très célèbre Notin, elle est très proche du GRECE mais sait également s'ouvrir vers la droite classique comme le démontre la présence d'Henri-Christian Giraud, rédacteur en chef au Figaro-Magazine et secrétaire général de l'Institut d'études de la désinformation à un colloque d'Aurore sur «Les rapports entre De Gaulle et les communistes».

8 Pierre Zind, professeur associé à l'université Lyon II, auteur d'un ouvrage chez Copernic et signataire d'un "Appel pour la liberté d'expression" diffusé à la suite des incidents survenus lors du 14^e colloque du GRECE en Decembre 79, illustre cette stratégie

8

ENSEIGNANTS	GRECE	HORLOGE	UNI	FN	DÉPARTEMENT
ALLARD Jean-Paul	•••			•	Allemand
BICHIOT Jacques				•	droit
BRET Philippe				••	LHG
DEMAIZIERE Colette	•	•	•		LHG
DEMOTZ Bernard	•	•			LHG
ESSERTEL Yannick				••	LHG
GALVANE François				••	IAE
GOLLNISH Bruno		•		•••	langues
GUYOT Gilles		•			langues
HAUDRY Jean	••	•	••	••	langues & LHG
LAMBERT Denis-Clair		•••	•		Droit
LUGAN Bernard	•	•		••	LHG
MARLAUD Jacques	•••				LHG
NOTIN Bernard	••	•		••	IAE
PIQUET François		•			Langues
PINAULT Georges	•			••	LHG
SANDRE Louis			••		Langues
VARENNE Jean	•••			••	Langues
VIAL Pierre	•••				LHG
ZIND Pierre				••	Lyon III

LÉGENDE

• sympathisant ou ayant participé à une activité du groupe

•• membre du groupe considéré

••• responsable du groupe considéré

nota : certaines des appartenances politiques indiquées ne sont plus actuelles

GRECE : Groupe de recherche et d'études sur la civilisation européenne

HORLOGE : club de l'Horloge

UNI : Union nationale interuniversitaire

LHG : Lettres / histoire / géographie

IAE : Institut d'administration des entreprises

Ex-Yougoslavie les phalanges du désordre noir

L'habitude pour les militants d'extrême droite d'aller courir les champs de batailles pour aller combattre le communisme est très ancienne. Sans remonter jusqu'à l'armée de Denikine ou jusqu'aux volontaires étrangers dans les divisions SS, on ne peut que constater que la liste des pays et des conflits ayant attiré des activistes néo-fascistes est longue : Liban (chez les phalangistes), Birmanie (chez les Karens — une minorité nationale catholique qui affronte le gouvernement), Angola (dans l'UNITA de Jonas Savimbi), Afrique du Sud, Rhodésie, Afghanistan, Irak... et aujourd'hui la Croatie'.

Fin 1991, des mercenaires français s'engagent dans la Légion noire croate (ou Brigade spéciale anti-terroriste) dirigée et financée par un Croate, Mladen (surnommé Mladen le Noir). La Légion et son chef tirent leur surnom de la couleur de leurs uniformes. Mladen aurait vécu sept ans en Suède où il tenait un restaurant avant de rentrer en 1990 en Croatie à Zagreb où il créa une agence de voyage et une entreprise d'import-export de fruits et légumes. Il aurait vendu l'ensemble de ses biens 550 000 DM pour financer son groupe militaire.

Parmi les Français engagés dans cette Légion noire croate, des militants de l'organisation nationaliste-révolutionnaire Nouvelle Résistance : Nouvelle Résistance était en pleine création pendant l'été 1991, lorsque des militants de la région Rhône-Alpes et de Nice partirent chez les Croates. Les premiers à partir ont été deux Lyonnais un militant NR Damien Lamotte et un militant NS Stéphane Pezon (alias Le Fauconnier). Ensuite, un groupe de Grenoblois s'est rendu à l'automne en Croatie, dont le leader local de Nouvelle Résistance André-Yves Beck. Des militants du Sud-Est et d'Angers ont aussi combattu dans les rangs croates. Nouvelle Résistance aurait maintenu une présence chez les Croates depuis ce temps-là, même si ses militants ne sont restés pour la plupart que quelques mois. Fin 1991, un de leurs militants, «Pierre André B.» fut grièvement blessé par l'explosion d'un obus et un militant nationaliste-révolutionnaire britannique «David C.» capturé par les troupes serbes, fut torturé et exécuté. En juillet 1992, le membre du bureau exécutif de NR chargé de ce secteur (il aurait combattu lui aussi en Croatie) fait sa tournée d'inspection parmi ses camarades ; à son retour, il est interrogé et gardé à vue pendant seize heures. Il précisera plus tard que chez les militants de Nouvelle Résistance engagés dans les combats en Croatie, certains ont été para, certains ont déjà combattu et l'un d'entre eux se serait même engagé dans le mouvement de guérilla anticommuniste angolais l'UNITA. Des militants tercéristes espagnols et italiens se trouveraient aussi en Croatie dont Alemanno (ex-secrétaire général du Front de la Jeunesse, un parti-

san de la tendance Rauti)'. Les militants nationaux-révolutionnaire participent aussi au soutien humanitaire : en effet, deux des principaux dirigeants de Forum Provence, Thierry Mudry et sa femme Christiane Pigace (par ailleurs prof à l'Institut d'Études politiques d'Aix-Marseille) organisent depuis le début de l'année 1993 des convois humanitaires (pour ramener des blessés) à travers l'association Secours Ambulancier de France et l'association Bosnia qui a participé pendant l'été 1993 à l'opération Mir Sada (la Paix Maintenant) avec l'association lyonnaise Équilibre.

En novembre 1991, Michel Faci se rend en Croatie avec son comparse Nicolas Peucelle (alias Müller) pour prendre contact avec le Parti du peuple croate (HSP) et son armée, la Force de défense croate (HOS — Hrvatske Oruzane Snage). Le Parti du Peuple croate est dirigé par Dobroslav Paraga, qui serait un ancien étudiant militant des droits de l'Homme, plusieurs fois emprisonné sous le régime de Tito'. Le HSP se revendique l'héritier du mouvement nationaliste Oustacha. Certains des militants du HSP arborent même l'insigne des oustachis. Le mouvement Oustacha a été créé en 1929 par Ante Pavelic qui fut à la tête du nouvel État croate d'avril 1941 à 1945'. En totale collaboration avec l'armée

allemande, les oustachis participèrent aux persécutions contre les Juifs et aux massacres d'une partie de la population serbe. Faci et Peucelle sont envoyés avec d'autres combattants français à Vinkovec dans l'unité de Tomislav Madi — qui tire son surnom de Major Chicago du fait qu'il aurait vécu dans cette ville américaine. C'est dans cette unité de 60 à 90 hommes aussi appelée brigade Condor que l'on trouve des volontaires allemands, autrichiens, belges et britanniques. Faci crée un groupe spécial appelé groupe Jacques Doriot. Du nom de cet ancien responsable du Parti communiste français qui fonda en 1936 le Parti populaire français, puis en 1941 la Légion des volontaires français contre le bolchévisme (Légion qui ira combattre sur le front de l'Est avant d'être intégrée au début de 1945 à la division SS Charlemagne). Doriot s'y engage en juillet 1941 et meurt le 22 février 1945 mitraillé par deux avions, probablement allemands'. Faci était présent en Croatie pendant la campagne d'automne-hiver 1991-1992 et il y repart pendant l'hiver 1992. En décembre 1992, il est blessé. Une partie de la logistique de la brigade de Faci (en particulier «l'aide humanitaire») transite par une association de La Garenne-Colombes Slavonic libre. Cette association est dirigée



par Michel Faci, son frère Thierry, Bruno Renoult, un vieux complice de Faci⁸ et Jean-Michel Gateau. Jean-Michel Gateau est le frère de Georges-Alain Gateau qui fut membre de FANÉ (comme Faci) puis du Parti nationaliste français puis se rapprocha du MNR. C'est aussi un familier des pèlerinages de Dixmuide et des repas anniversaires de la naissance de Hitler. Il est aujourd'hui proche du Cercle franco-hispanique.

Le groupe des volontaires étrangers est au repos depuis le début de l'année 1993, le président Franjo Tudjman ayant visiblement décidé de camoufler les unités trop marquées politiquement. En effet, il s'attaque à son aile d'extrême droite : Dobroslav Paraga, le leader du HSP a été inculpé le 18 février 1993 de terrorisme et trois autres responsables de son parti (Ante Dzapic, Mile Dedakovic et Ante Prkacin) ont été accusés d'activités contre l'État croate — dont la création d'une armée, le HOS, qui « a mis en péril l'ordre constitutionnel » dans le but de « prendre le pouvoir civil et militaire en Croatie. » Paraga avait déjà été arrêté le 22 novembre 1991 avec son adjoint Milan Vukovic après que le commandant de la défense de Vukovar (le lieutenant-colonel Mile Dedakovic) eut critiqué le laxisme du gouvernement dans l'organisation de la défense de Vukovar.

Un autre mercenaire français, Gaston Beson, 26 ans, a combattu dans le 6ème bataillon du HOS. Il décrit Chikago comme

« un fou furieux qui nous faisait faire n'importe quoi, sortir droit devant, dans les lignes, et accrocher l'ennemi au hasard » et raconte les derniers mois du HOS sur le front : après une dure campagne en novembre et décembre 1991, arrive « l'accalmie, la milice du HOS a commencé à recevoir moins d'armes. À la fin du mois de mars, le QG du HOS à Zagreb a mystérieusement sauté. C'était la fin du HOS. Sur le front, je commandais un groupe de douze hommes. Ça s'est très mal terminé. Tout le groupe a été fauché dans une opération. »

Après la liquidation du HOS, les mercenaires et volontaires étrangers ont été intégrés dans la Garde nationale croate (HVO) où combattait Dominique Gay (militant d'extrême droite du sud de la France, membre du groupe Edelweis, mouvement proche du Nouvel Ordre européen) quand en juin 1992, il est tué en Bosnie-Herzégovine.

Fin 1991 est aussi formé le premier peloton de volontaires étrangers commandé par un espagnol, Eduardo Flores. Eduardo Flores⁹, 33 ans, est, selon le magazine *Searchlight*¹⁰, né à Santa Cruz en Bolivie d'une mère catholique espagnole et d'un père juif hongrois. Flores passe de nombreuses années à Budapest où il est un membre actif des Jeunesses communistes avant de faire son service militaire comme garde frontrière à l'aéroport de Budapest. En 1988-1989, il commence à travailler pour le correspondant du journal de droite barcelonais *la Vanguardia*, Ricardo Estarriol, par ailleurs membre de l'Opus Dei, un

ordre catholique très conservateur qui fut un des piliers du franquisme. Estarriol et Flores se rendaient souvent dans les bureaux de l'Opus Dei à Vienne. Flores couvre pour son journal les événements de Hongrie, d'Albanie et de Slovénie. Fin août 1991, il se rend en Croatie et s'engage dans la Garde nationale croate. Il se

retrouve cantonné près de la frontière serbe dans le village de Slovo, au peuplement d'origine hongroise. Avec un américain-croate Johnny Kosic et un Hongrois du village, ils préparent ensemble leur idée de brigade internationale, créée le 3 octobre 1991 et qui sera tout de suite reconnue par le régime de Tudjman. De nombreux volontaires étrangers vont rejoindre cette unité dont un tireur d'élite portugais Alejandro Cuñan Fernandez, un mercenaire espagnol expert en explosif et en sabotage Alejandro Hernandez Mora et un Gallois, ancien de la Légion étrangère française, Stephen Hancock. De fortes suspicions portent sur l'implication de Hancock et de Flores dans la mort de deux journalistes, l'un suisse, Christian Würtenberg, qui s'était engagé dans la brigade internationale pour enquêter sur des liens possibles entre Flores et les trafics d'armes de drogue, et l'autre britannique, Paul Jenks, qui enquêtait sur la mort de

Würtenberg.

En juin 1992, ce groupe est amalgamé à la 108^{ème} brigade bosniaque, forte d'une soixantaine d'hommes, divisée en trois groupes dont un totalement composé d'Allemands, d'Anglais, de Canadiens et de Français. Parmi ces derniers, un Parisien de 25 ans « Robert¹¹ » qui se serait déjà battu chez les Karens puis au Surinam chez les Bushnegroes et « François », un Français de 31 ans mort le 26 décembre 1992.

Une autre famille de l'extrême droite participe au soutien des Croates : Le Front national.

D'une part le FN fait dans le soutien humanitaire avec l'association Croatie Libre de Cagnes-sur-mer, animée par Daniel Perrier, responsable du FN à Cagnes-sur-mer, et l'avocate Marie-José Bertozzi. Cette association organisa un convoi en juillet 1991, puis en novembre 1991. C'est dans ce dernier convoi que prit place Marie-France Stirbois. En novembre 1992, des sympathisants du FN du Vaucluse (Dominique Blin, ancien militaire d'Orange, Bronzoni de Carpentras et Serge Michel de Vaqueiras) organisent un convoi humanitaire ; à leur retour, ils sont interceptés par la douane slovène qui trouve plusieurs armes dont des kalachnikovs et des grenades. Dominique Blin avait donné comme contact l'adresse et le numéro de téléphone de la permanence à Orange de Jacques Bompard, conseiller régional et leader dans le Vaucluse du Front national. René Monzat¹², reprenant des informations de *Minute*¹³, rapporte qu'une dizaine d'étudiants nationalistes et catholiques du Cercle Saint-Louis de St-Nicolas-du-Charbonnet avaient quitté la France en direction de la Croatie fin septembre 1991, et même si le convoi était humanitaire, certains n'excluaient pas d'y rester. Monzat rappelle que le Cercle St-Louis organise des activités sportives toutes les semaines, dont du parachutisme sous les ordres d'un ancien de l'OAS, le colonel Château-Jobert. Toujours à l'automne 1991, Rémy et Michel Daillet, les deux fils du député CDS de la Manche Jean-Marie Daillet, combattaient dans la Garde nationale croate.

Alain Sanders (Chrétienté-Solidarité et *Présent*) couvre pour le quotidien catholique intégriste la guerre en ex-Yougoslavie et s'est régulièrement rendu en Croatie, comme par exemple pour la Toussaint 1991, puis il participa avec Bernard Anthony (dirigeant de Chrétienté-Solidarité et député européen du FN), Thibault de La Tocnaye (par ailleurs membre du comité central du FN et conseiller régional de la région PACA), Jean-Marie Le Chevalier (député européen du FN) et Jacques Barthélémy (un habitué des voyages en Croatie) au convoi humanitaire parti le 19 décembre 1991 d'Avignon. Ils ont rencontré pendant leur voyage Paraga et Mile Dedakovic du HSP. Chrétienté-Solidarité, qui développe trois axes de soutien à la Croatie (parrainage d'enfants, soutien aux blessés et aux combattants¹⁴) a remis ça en juillet 1993 en organisant du 17 juillet au 24 juillet son camp d'été à Crikvenica en



Croatie. Si le soutien humanitaire (rebaptisé moral et politique) semble être la première préoccupation de ces cathos intégristes, l'engagement militaire n'est pas exclu par Francis Bergeron : «la Croatie c'est une aventure. C'est en Europe, à quelques heures de voiture, la possibilité pour nos jeunes militants de vivre une aventure utile grâce à l'action caritative ou de vivre une aventure militaire... Cette expérience-là quand on a vingt ans, il faut avoir eu l'occasion de la faire¹⁵.»

1 Sur les engagements antérieurs de militants d'extrême droite voir la première partie du livre de René Monzat *Enquêtes sur la droite extrême*, Le Monde éditions, Paris, 1992.

2 C'est vraisemblablement André-Yves Beck de Grenoble.

3 Le quotidien *La Truffe* avait à l'automne 1991 découvert que les mercenaires italiens utilisaient des journaux de petites annonces. Le recrutement des activistes passaient par le mouvement Renaissance Nationale, 71 Palombara Sabina à Rome, dirigé par un néo-fasciste Andrea Insabato.

4 Nicolas Peucelle est né en 1963 à Berlin, il aurait été un des premiers à pénétrer dans le palais présidentiel de Ceaucescu en décembre 1989. Un an plus tard, il part avec Faci en Irak puis rentre sans combattre. En février 1991, toujours avec Faci, il crée l'association des Amis de l'Irak. Peucelle à deux grandes passions : le culte du Dieu Thor et les armes. Il collabore à des journaux de militaria et collectionne les armes (René Monzat, *Enquêtes sur la droite extrême*, op. cit. p. 28). Le 6 juillet 1991 à 2 heures du matin, la remise à Courbevoie où il entreposait une partie de sa collection explose et blesse grièvement un pompier. Combattant en Slovénie, il apprend cette histoire et rentre en France se constituer prisonnier. (*Libération* 25/07/1991). Malgré une inculpation pour blessures involontaires et pour infraction à la législation sur les armes et explosifs, il sort très rapidement de prison, et en novembre 1991, on le retrouve aux côtés de Faci en Croatie.

5 Selon *Libération* du 23 et 24 novembre 1991.

6 Cet État croate proclamé après la victoire de l'Allemagne sur la Yougoslavie comprenait la Bosnie-Herzégovine.

7 Pierre Milza, *Le fascisme*, p. 76-77 et 149-150, Éditions MA, Paris, 1986.

8 Voir la biographie de Michel Faci.

9 Ou Eduardo Roza Runtoflores.

10 In «Germany's secret balkans plan» *Searchlight* n°205 juillet 1992.

11 Vraisemblablement Gaston Besson qui a écrit avec Marc Charuël son récit de guerre dans les rangs croates *Putain de Guerre*.

12 Dans *Enquêtes sur l'extrême droite* op. cit. p. 31.

13 du 9 octobre 1991.

14 Ils recherchaient en juin 1993 une centaine de bérêts verts de la Légion !

15 *Présent* du 10/06/1993. ■

Portrait

Michel Faci

alias

Michel Leloup



Il est né à Paris le 13 avril 1956 (37 ans)

En 1975, il milite au GUD de Nanterre, puis entre au Front national où il est responsable du service d'ordre du Front national de la jeunesse. Il est proche de la mouvance de François Duprat ; à la mort de celui-ci, il rejoint la FANE de Marc Fredriksen¹. En 1978 il devient rédacteur en chef du bulletin *Notre Europe*, il s'occupe par ailleurs de la revue *l'Immonde*, un pastiche antisémite du *Monde*. Professionnellement, il est représentant d'une grosse entreprise de produits pharmaceutiques, ce qui lui permet évidemment de beaucoup voyager pour son parti. VRP en France, il l'est aussi au niveau international : en Turquie (chez les Loups gris en 1978), au Mexique (en 1979)... Il est interpellé en Martinique en janvier 1981 pour vols de chèquiers et de passeports². En 1984, il aurait visité le Venezuela et le Salvador mais en novembre 1984 il est arrêté avec Bruno Renoult dans la région de Toulouse pour des cambriolages et vols d'objets d'art. Il cambriolait avec son complice de toujours les églises et prieux du Sud-Ouest, le butin estimé à un million de francs était «destiné à aider les groupes néo-nazis du monde entier et leurs militants emprisonnés³». Peu avant son arrestation en 1984, Faci à court d'argent avait mis en vente au plus offrant sa collection de photos des meetings néo-nazis auxquels il avait participé. En 1990, notre VRP nazi aurait repris ces pérégrinations en Argentine (il donne comme adresse Hacienda Gateau, Mendoza⁴) et au Chili. En décembre 1990, accompagné de ses amis néo-nazis Nicolas Peucelle («Muller») et Bruno Renoult («Harold») et d'Albert Maltret (alias le Baron Noir, l'aviateur ayant survolé en 1988 les Champs Élysées, que Peucelle avait rencontré dans une boutique de militaria place de la République à Paris) se rendent en Irak pour soutenir Saddam Hussein. Là-bas, on ne les utilisera que pour la propagande. À leur retour, ils sont convoqués par la DST, puis curieusement relâchés ; en février 1991, il crée avec Nicolas Peucelle l'association des Amis de l'Irak et raconte ses aventures irakiennes dans *Tribune nationaliste* de mars 1991 : c'est son premier contact officiel avec le Parti nationaliste français et européen de Claude Cornilleau. Dans son interview à *Libération*⁵ Faci annonce ainsi sa pro-

chaine destination, l'Est : «depuis deux ans —vu qu'on ne peut plus faire de politique en France— notre grande distraction c'est les pays de l'Est.» Parti en novembre 1991 en Croatie, il y combat pendant l'hiver 1991-1992, en janvier 1992 il est présent à Caen à une réunion du PNFE et écrit sa «campagne» de Croatie dans les numéros de *Tribune nationaliste* de janvier et février 1992. En octobre, il crée avec Thierry Faci, Bruno Renoult et Jean-Michel Gateau l'association Slavonie Libre. Il repart ensuite en Croatie avant d'être blessé en décembre 1992. Il revient en France et devient membre du Bureau Politique du PNFE tout en étant très proche du mouvement néo-nazi basé aux USA, le NSDAP-AO⁷ de Gary (Gerhard) Lanck qui se veut l'embryon du futur Parti national-socialiste des travailleurs allemands⁸. Faci a assisté dans les Vosges le 4 avril 1993 au congrès du PNFE en compagnie de Mark Fredriksen des FNE, juste avant que ces deux organisations fusionnent.

1 Selon le Front national, il aurait été exclu pour vol de chèquiers.

2 René Monzat, *Enquêtes sur la droite extrême*, Le Monde éditions, Paris, 1992, p.28.

3 Alain Rollat, *Les Hommes de l'extrême droite*, Calmann-Lévy, Paris, 1985. cité par Monzat op. cit.

4 René Monzat op. cit.

5 Bruno Renoult a participé en 1977 au plasticage de la permanence d'un député RPR de Paris, Pierre Ribes, il participe le 26 janvier 1980 au premier congrès de la FANE, en 1981 il est proche des autonomistes bretons de Strollad Pobl Vreizh. Il vivait en 1990 à Barcelone et fréquentait l'organisation CEDADE. René Monzat op. cit.

6 du 25/07/1991

7 Parti national-socialiste des ouvriers allemands—organisation extérieure.

8 À noter qu'étaient membres du NSDAP-AO le leader néo-nazi allemand Michaël Kuhnen et vraisemblablement Harald Neubauer, aujourd'hui leader de la Deutsche Liga für Volk und Heimat, la Ligue allemande pour le peuple et la patrie, l'organisation liée au FN français aux sein du Groupe technique des droites européennes. Voir le film *La Peste brune* de Michael Schmidt ainsi que son livre *Néo-nazis, la terrible enquête*, Jean Claude Latès, 1993. ■

PNFE

le retour

Depuis l'attentat du foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer, dans lequel étaient impliqués certains de ses membres, et les arrestations et la détention de ses principaux dirigeants fin 1989 (voir *Réflexes* n° 23-24 et n° 25-26), le PNFE n'avait plus beaucoup fait parler de lui, entamant une traversée du désert ponctuée par les départs de cadres et de militants, par l'interdiction de ses manifestations publiques et de son journal *Tribune nationaliste*. Il semble aujourd'hui que cette période soit terminée, le parti de Cornilleau ayant été réorganisé au niveau interne et connaissant une nouvelle vague d'adhésions dont notamment celle d'une vieille figure de la scène néo-nazie française, Michel Faci (voir portrait page 11). Un renouveau confirmé par le développement de liens privilégiés avec plusieurs groupes néo-nazis internationaux et la tenue de son 5^{ème} congrès le 3 avril 1993 où a été annoncée la fusion des FNE (Faisceaux nationalistes européens) de Mark Fredriksen avec le parti de Cornilleau. Un congrès significatif à plus d'un titre puisque y a été exposée la future stratégie du PNFE.

Résumé des chapitres précédents : créé en 1987 par Claude Cornilleau (un ex-membre du FN), le PNFE PNF (bis) — ne pas confondre avec PNF (marque déposée antérieurement chez Militant and Co) — se fait très vite remarquer par son discours violemment raciste et antisémite, l'intérêt qu'il porte au mouvement skinhead et le port d'un uniforme (chemise brune de préférence). Très vite, il attire les déçus du FN, les rasés, et les nazis pur sucre. Mais son ascension est brutalement stoppée au milieu de l'année 1989, quand des militants niçois de son organisation, Michel Gouge et Gilbert Hervochon, sont arrêtés à la suite de plusieurs attentats sur la Côte d'Azur, attentats qui feront un mort. À cette occasion, on a découvert que le PNFE avait créé un réseau néo-nazi dans la police par l'intermédiaire de policiers membre de la FPIP, syndicat d'extrême droite.

Du coup, les principaux dirigeants du PNFE, son président Cornilleau, son secrétaire général Allouchery et l'inspecteur Lecanu sont interpellés et incarcérés et plusieurs de ses militants aussi.

Après 5 mois d'incarcération, c'est d'un PNFE moribond que Cornilleau reprend la direction. Une situation aggravée par la démission fin mai 1989 de Allouchery (sorti de prison avant son chef). Il explique son départ par un changement radical de ses conceptions politiques puisqu'il proclame être devenu, au contact de la prison, « un militant révolutionnaire anti-impérialiste, anti-capitaliste » bien évidemment opposé au néo-nazisme de son ancienne organisation.

En fait, plus prosaïquement, il semble que, profitant de l'incarcération de son chef, il a tout simplement, avec la complicité de sa petite amie Christelle Duguet la responsable du cercle féminin du PNFE, empoché le fric des cotisations et du soutien finan-

cier des militants et sympathisants. Fric dont il se serait servi pour s'acheter une voiture et partir en vacances. Il faut ajouter des soupçons portant sur les relations d'Allouchery avec la police. En clair, il aurait balancé. Depuis, il serait parti outre-mer.

Autre départ forcé, celui de l'inspecteur Lecanu, viré de la police, reconverti depuis dans le gardiennage pour une société privée de sécurité dirigée par d'anciens militants d'extrême droite (on ne se refait pas).

Au niveau des militants, c'est la fuite de ceux qui s'auto-proclamaient les plus durs et les plus purs, à force de croix gammées dans leurs zines, et de la tendance skin « mytho-bière ».

Dans un premier temps, Cornilleau réorganise la direction en nommant Michelle Dall'ara secrétaire nationale et son mari Alain trésorier (deux transfuges du RPR), et en s'entourant d'une équipe de jeunes comme Olivier Revet, Marc Nicoud de Lyon, Philippe Debonnet de Metz et Erik Sausset de Caen.

Pour pallier à l'interruption du journal, *Ultime Ralliement*, la revue du groupe Horst Wessel devient la « lettre de combat » du parti. Au niveau des activités, le PNFE s'investit dans le soutien aux prisonniers nationalistes en réactivant le COBRA (Comité Objectif Boycott de la Répression antinationaliste) créé par Olivier Devalez dans les années 1980 et dont le nouveau responsable est Rolf Guillou, un skin du Havre et ancien responsable du service d'ordre des FNE, et en créant un comité de

Réorganisation du mouvement



soutien à Aruni et Lajoie, deux activistes d'extrême droite responsable de plusieurs attentats dans la région de Caen, dont l'assassinat d'un épicière maghrébin. Lajoie, ayant adhéré depuis au PNFE en prison, est devenu le « héros » de toute une partie de l'extrême droite néo-nazie pour ses actions et ses écrits abondamment publiés, notamment dans *l'Empire invisible*, le bulletin de la branche française du KKK.

Autre activité du PNFE, le soutien au courant révisionniste par l'intermédiaire de l'ANEC (Association normande pour l'Éveil du Citoyen) basée à Caen et dirigée par un élève-ingénieur, Vincent Reynouard, qui se fait très vite remarquer en diffusant des tracts révisionnistes sur le campus de la fac. Dès lors, il grimpe très vite dans la hiérarchie du parti jusqu'à en devenir le secrétaire général à la place de Michelle Dall'ara (qui a quitté le Parti avec son mari, là encore pour « divergences politiques »), lors du 4^{ème} congrès du PNFE en mars 1991. Cette nouvelle année commence par ressembler aux précédentes. Interdit de défilé Jeanne d'Arc en 1990 par le préfet de police, le PNFE a beaucoup de mal à organiser des réunions publiques. La création d'une association des Amis de *Tribune nationaliste* vise alors à contourner ces interdictions. La seule réunion qui est organisée le 21 avril dans un restaurant de l'Aisne et qui réunit une cinquantaine de militants, est troublée par la gendarmerie. Les mauvaises nouvelles s'accumulent, c'est l'interdiction de publicité et de vente aux mineurs de *TN*, puis la suppression de sa commission paritaire, ce qui signifie l'interdiction de fait de la parution du journal ; enfin, en septembre, le procès intenté contre son tout nouveau secrétaire Vincent Reynouard (qui quitte le PNFE mais continue ses activités révisionnistes). Ces nouveaux ennuis entraînent une nouvelle réorganisation du parti. Erik Sausset remplace Reynouard, tandis que Yannick Jordan est nommé responsable pour l'Île-de-France. Mais une fois de plus, ce sont les médias qui provoquent le retour du PNFE au premier plan, en décembre 1991, grâce à une émission de télé consacrée à l'extrême droite en France, animée par Daniel Bilalian. Plusieurs groupes peuvent s'y exprimer sans retenue et notamment le PNFE, par l'intermédiaire de Cornilleau, Sausset et Jordan. Résultat, les adhésions ne tardent pas à suivre, tandis que le journal du parti reparait avec le début du récit des « exploits » de Michel Faci en Croatie, déjà auteur dans le n°49 de *TN* de l'histoire des volontaires français en Irak lors de la guerre du Golfe. Un Faci que l'on retrouvera le 11 janvier 1992, présent aux côtés de Cornilleau lors d'une réunion du PNFE dans la région de Caen : cela augure déjà de son adhésion au parti. Entre temps, fin 1991 naît le parti « frère » de celui de Cor-

nilleau, le PNSE (Parti nationaliste suisse européen), créé à la Chaud-de-fond à l'initiative de Pierre Barbezat, qui en laisse vite la direction à un skin, Cedrik Pythoud. Regonflé par toutes ces arrivées, le PNFE envisage même de présenter des candidats aux cantonales de 1992 : Jacky Charpentier et Claude Cornilleau en Seine-et-Marne et Xavier Bourdin en Seine-Saint-Denis, mais le projet n'aboutit pas. Le parti en profite pour développer ses relations avec d'autres mouvements néo-nazis en Europe ; une politique engagée dès 1987 avec sa participation à l'Euro Ring, une initiative créée à l'initiative du VMO belge qui a cessé toute apparition publique depuis 1989. C'est lors de ces congrès que sont noués des liens avec pour l'Allemagne, le FAP de Michael Kühnen (aujourd'hui décédé). En juin 1989, une délégation du Cercle nationaliste féminin du PNFE est invitée à Hambourg pour rencontrer ses consorts du FAP qui lui rendra la politesse en venant les voir en France. De plus, des liens très étroits sont noués entre la section du PNFE de l'Est de la France (Strasbourg, Metz) et ses voisins allemands. Durant 1992, le PNFE est invité par la Nationaliste List et l'AVÖ à participer au défilé commémoratif de la mort de Rudolf Hess. Une délégation composée d'une vingtaine de militants fait le déplacement. En Angleterre, c'est avec le BNP (British National Party) que le mouvement de Cornilleau entretient les meilleures relations, comme le prouve la présence du PNFE aux trois derniers congrès du BNP en 1990, 1991 et septembre 1992.

Aux États-Unis, il faut noter des contacts avec l'Église du Créateur, une secte catholique national-socialiste dont le leader le révérend Ben Klaessen a été interviewé

dans le n°50 de *TN* (il s'est suicidé au mois d'août).

Au niveau national, c'est le rapprochement de plus en plus prononcé avec les FNE de Fredericksen, entamé dès 1989 lorsque les FNE mirent la boîte postale de leur journal *Notre Europe combattante* au service du Comité de soutien du PNFE. Rapprochement confirmé par un meeting en avril dans une brasserie de la Place de la République bien connu des vitriers. Il est vrai que les FNE, descendants directs de la FANE (Faisceaux Actions Nationales Européens) n'ont jamais réussi à redevenir ce qu'ils ont été ; leur activité principale se bornant à la diffusion de leur journal et aux divers dîners-anniversaires en l'honneur d'Adolf Hitler. Le dernier en date, prévu en 1991 dans un restaurant de Bagnolet a été annulé, le nombre de participants se montant à une trentaine.

C'est ce renouveau qu'est venu confirmer le 5^{ème} congrès du PNFE le 3 avril 1993. De nombreuses délégations étrangères étaient présentes. Les Anglais du BNP avec à leur tête leur président John Tyndall, une délégation allemande, l'AVÖ et son leader Ewald Althans, les Suisses du PNSE venus avec Cedryk Pythoud ainsi qu'une importante délégation belge.

Hervé Van Laethem, du groupe belge l'Assaut, et l'Américain Gerhard Lauck du NSDAP-AO n'ayant pu être présents avaient envoyé un message de soutien.

Ce sont environ 200 personnes qui ont tour à tour écouté Erik Sausset, le vice-président du PNFE, Michel Faci, membre du Bureau politique, John Tyndall, le président du BNP, Mark Fredricksen des FNE et enfin Claude Cornilleau qui a fait un récapitulatif de toutes les difficultés auxquelles s'est heurté le parti avant de faire un point sur la situation sociale et les dernières élections.

Le « Flan national », dit Cornilleau, ne trouve pas même grâce à ses yeux, car il est lui aussi « démocrate » et se compose de Juifs (référence au Cercle d'amitié française juive et chrétienne créé par Bernard Anthony). Au niveau stratégique, le PNFE va chercher à « adopter une voie étroite consistant à développer une opposition extraparlimentaire totalement en dehors du système » et se fixe comme but de « le renverser pour instaurer un ordre nouveau sans pour cela s'interdire de descendre dans l'arène électorale ». Bien que, pour Cornilleau, les élections ne changent rien : « Toutes les élections [de mai 1992] sont symbolisées à mes yeux par celles de Sarcelles où un Juif de gauche, Strauss-Kahn, a été battu par un Juif de droite, un certain Lellouche : nous n'avons fait que changer de Juif, un point c'est tout. »

L'action du PNFE se centre donc sur la propagande ; ainsi Cornilleau a-t-il annoncé la réparation de son journal en dépit de



l'interdiction qui l'a frappé, mais à partir de l'étranger.

La police n'étant plus capable d'assurer la sécurité des biens et des personnes, le PNFE assurera lui-même sa propre sécurité, et Cornilleau d'ajouter : « Je ne saurais trop vous conseiller de vous procurer toutes les armes que vous pouvez encore acquérir légalement, ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit » (Ah, les dits et les non-dits !) et enfin « Dans le régime actuel, nous sommes tous en état de légitime défense et il n'est pas impossible que l'avenir voit la création de communautés nationalistes dans la France profonde, qui serviraient de base à la reconquête de notre pays envahi et avachi aux mains d'une équipe mafieuse vendue à la juiverie internationale. »

On peut voir dans cette dernière proposition l'influence de groupes américains tels que The Order ou Aryan Nation. Alors, à quand des communautés de skins agricoles ?

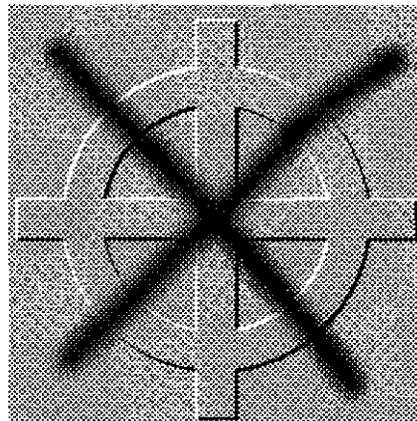
Enfin, le PNFE prône le resserrement des liens entre tous les nationalistes européens car « nous tous, nationalistes européens, nationalistes blancs de tous les continents, nous n'avons qu'un seul et même ennemi c'est la juiverie internationale. »

En conclusion, suite à ce congrès, on peut penser que le PNFE est amené à jouer dans les mois qui viennent un rôle important au sein de l'Internationale néo-nazie. Le message envoyé par Gerhard Lauck du NSDAP-AO (qui devait participer à ce congrès) est significatif à cet égard.

Le PNFE va-t-il être amené à jouer le même rôle que l'ANS ou le FAP en Allemagne, celui de la branche politique du NSDAP-AO ? L'arrivée de Paci, très proche de cette organisation, au sein du bureau politique et la fusion avec les FNE prononcée après le congrès sont déjà des éléments de réponse (Fredricksen est devenu vice-président suite à la fusion).

La présence au congrès de Ewald Althans, considéré comme un des successeurs de Michael Kühnen, la participation pour la deuxième année consécutive d'une délégation d'une quarantaine de militants du PNFE et la prise de parole de Cornilleau au cours de la manifestation en sont comme une confirmation.

La suite au prochain numéro... ■



Portrait

Ewald Bela Althans



Ewald Bela Althans rentre au FAP de Kühnen à l'âge de 13 ans et il est choisi par le NSDAP-AO. Althans a les faveurs d'Otto Ernst Remer, le garde du corps du Führer. Il est grand, blond, homosexuel.

Althans parle l'anglais et le français couramment ainsi que l'espagnol. À l'âge de 18 ans, il est responsable de la section de Hanovre de l'ANSINA puis plus tard, il devient le secrétaire du FAP.

En 1986, lors de la scission du FAP, il rejoint la fraction anti-homosexuelle dirigée par Jürgen Masler, opposée à Kühnen. La différence est d'ordre stratégique. Kühnen ayant élaboré une nouvelle stratégie dans laquelle les frères Strasser reviennent au goût du jour, ce qui est une hérésie pour les orthodoxes dirigés par Masler.

Après avoir quitté le groupe, Althans trouve un nouveau sponsor. Remer. Il voyage alors beaucoup au Canada, aux États-Unis et en Amérique du Sud pour mettre en place son réseau international et créer sa propre organisation, la Deutsche Jugendbildungswerk (DJBW).

Il cultive des rapports plus privilégiés avec Ernst Zundel (révisionniste), avec qui il est en relations d'affaires, et avec la CEDADE. C'est ainsi qu'il participe en tant qu'orateur au meeting du 20 avril 1989 organisé par la CEDADE pour fêter le 100^{ème} anniversaire de la naissance de Hitler ; quand l'ingénieur révisionniste Fred Leuchter écrit son rapport sur les chambres à gaz (payé par Zundel 37 000 dollars), c'est Althans qui est chargé de sa distribution en Allemagne.

La chute du Mur et la réunification de l'Allemagne donnent à Althans l'opportunité de développer ses activités en direction des pays de l'Est.

En avril 1990, il organise un grand meeting à Dresde avec l'Anglais David Irving. La même année, il organise le Congrès révisionniste de Munich qui réunit le gratin du néo-nazisme avec l'inévitable Irving, Zundel, Otto Remer, Kühnen, Worch, Van Tommingen (Hollande), Anthony Hancock (Angleterre), Manfred Boeder, etc.

Début mars 1992, Althans participe à un meeting du BNP.

Dorénavant fort de ses contacts internationaux, Althans se lance à la conquête du leadership de la scène néo-nazie allemande. En septembre 1992, il crée sa propre entreprise, l'AVÖ, spécialisée dans la vente de matériel révisionniste (vidéo, tee-shirt, etc.). Il déclare avoir un budget de 2 millions de francs par an.

Mais si Althans est bien vu par l'intelligentsia néo-nazie, il n'a que peu de supporters chez les activistes, notamment ceux du mouvement skin qu'il considère comme de la chair à canon.

Enfin, lorsque le journal gay *Don et Adonis* révèle qu'Althans est très connu dans la scène gay de Munich sous le pseudo de Bernd Adelmann, il ne dément pas ; le journal publie une lettre dans le courrier des lecteurs où Althans affirme : « Je suis nazi et alors ? Mes amis gays continuent à me soutenir parce qu'ils savent où se trouve la vérité. » Cette révélation porte un coup à son image, notamment dans ses relations avec divers groupes allemands et surtout en Angleterre où l'on connaît l'homophobie régnant au sein du BNP.

Peu après cette affaire, Althans met en sommeil ses activités en Allemagne, car son mouvement n'a plus d'activité ni son entreprise d'argent.

Althans quitte l'Allemagne pour voyager à l'étranger, d'une part pour se faire oublier en Allemagne et d'autre part pour établir de nouveaux liens en Union soviétique avec des groupes liés à Pamiat. C'est ainsi qu'en octobre 1992 on l'aperçoit à Moscou et à Kaliningrad.

Dans la lutte de pouvoir que se livrent les différentes factions de l'extrême droite allemande pour le leadership, il est clair qu'Althans s'est mis à dos la fraction des activistes purs et durs. Mais toutefois, ses chances restent entières, son intelligence, sa maîtrise des langues et son habileté à se servir de son téléphone portable et à manipuler les médias lui ouvrent des portes. ■

National-bolchévisme :

de nouvelles convergences pour un front anti-système ?



Fin juin, suite à une enquête de la journaliste Mariette Besnard et du romancier Didier Daeninckx, le Canard enchaîné révèle des liens unissant communistes et extrémistes de droite à notamment travers la collaboration à certains journaux comme l'Idiot International et le Choc du Mois. Histoire de remplir quelques pages de plus et de régler certains comptes, des rédactions parisiennes (dont Libération) n'hésiteront pas à parler de convergences entre bruns et rouges. Qu'en est-il exactement et se matérialisent-elles par des rapprochements entre organisations ?

À dès juillet 1967, tirant les leçons de l'activisme de l'OAS et de l'échec du REL-MNP (Rassemblement européen de la Liberté-Mouvement nationaliste du Progrès) aux élections législatives de la même année, Dominique Venner¹ met en avant l'intérêt d'une stratégie culturelle, métapolitique sur l'action partisane pour conquérir le pouvoir. Afin d'apparaître de façon plus honorable et de sortir de la marginalité où l'avait poussée la fin de la seconde guerre mondiale, l'extrême droite, à travers ce qui allait devenir la nouvelle droite, cherche à en finir avec les commémorations folkloriques en se lançant dans un travail d'élaboration théorique, bien sûr, mais aussi organisationnelle et stratégique : Venner définit le GRECE (Groupe de recherche et d'étude pour la civilisation européenne) comme une structure «extrêmement souple et diversifiée» avec à sa tête, une direction dont le «rôle interne serait celui d'une centrale idéologique diffusant aux membres un enseignement doctrinal actualisé et permanent. À la base, une organisation sans hiérarchie, sans délimitation territoriale, mais des membres qui fassent rayonner notre enseignement, suivant leur milieu, leurs capacités et leurs affinités. Cela signifie que chaque membre a l'obligation de militer dans une activité civique, sociale, politique ou culturelle qui lui donne une influence sur d'autres hommes.» En effet, pour reprendre le pouvoir, l'extrême droite se doit de sortir de son isolement. La nouvelle droite le fait en tentant dans les années 1970 de noyauter les milieux du pouvoir, en investissant des journaux comme le Figaro, Valeurs actuelles et Spectacle du Monde, en influençant des hommes de droite comme Michel Poniatowski (ministre de l'Intérieur sous Giscard), ou encore Jacques Médecin. Le relatif échec de cette tentative, les évolutions d'une partie des membres du GRECE qui rejoignent le Front national, les changements politiques (chute du Mur, effacement du communisme, consensus libéral en Europe) entraînent de nouvelles orientations : en 1989, Robert Steuckers² estime que «la nouvelle droite se trouve confrontée à un défi : rénover son discours, s'annexer de nouvelles pistes intellec-

tuelles (Foucault, Deleuze, Guattari, Gus Dorf, Péguy, etc.), opérer une greffe entre ces nouveaux adstrats et son corpus existant»³. La nouvelle droite belge a été la première à étudier le national-bolchevik allemand Ernst Niekisch⁴. Par la suite, on voit fleurir dans la presse de la nouvelle droite les références aux philosophes, auteurs de gauche et la reprise pure et simple de mots d'ordre libertaires critiquant la société de consommation et l'idéologie du travail par exemple⁵. Ceci dans le but, bien sûr, d'affirmer des idées inégalitaires, de développer séparé derrière une phraséologie gauchiste, mais aussi de gommer l'opposition droite-gauche et faire apparaître de nouvelles «convergences périphériques» combattant l'univers de la marchandise et la toute puissance de la raison économique⁶.

Convergences idéologiques ?

Le 12 mai 1993, Alain de Benoist, membre entre autres du GRECE, plaide pour l'abandon du clivage droite-gauche pour lui préférer la notion d'un «centre» et de «périphérie», le premier étant constitué par «l'idéologie dominante», la seconde regroupant «tous ceux qui n'acceptent pas cette idéologie». (Ceci étant une copie-adaptation des analyses sur les rapports entre les pays du centre, du nord et les pays périphériques, du sud). Cette intervention aurait été des plus banales si elle n'avait eu lieu à la Mutualité dans le cadre d'une conférence dirigée par Francette Lazare, membre du bureau politique du PCF. Personne dans les rangs communistes ne trouva rien à redire⁷. Une semaine plus tard, la revue *Éléments* (revue du GRECE) invite Marc Cohen, membre du PCF et rédacteur en chef de *l'Idiot international*, journal fondé par Jean-Edern Hallier, à venir disserter là encore de la «recomposition du paysage intellectuel français». Edouard Limonov⁸, conseiller à la rédaction de *l'Idiot*, collabore aussi bien à *Révolution*, hebdo du PC pour intellectuels qu'au *Choc du Mois*, mensuel d'une extrême droite moderne, conquérante, intellectuellement agressive⁹. Enfin, en mai dernier, *l'Idiot* publie l'appel *Vers un Front national* de Jean-Paul Cruse. Ce commu-

niste, délégué SNJ-CGT et membre de la rédaction de *Libération*, propose «une politique autoritaire de redressement du pays» rassemblant là encore «les gens de l'esprit contre les gens des choses, la civilisation contre la marchandise — et la grandeur des nations contre la balkanisation du monde [...] sous les ordres de Wall Street, du sionisme international, de la bourse de Francfort et des nains de Tokyo». Décidément, on y revient toujours, et surtout parce que «la destruction précipitée de la vieille gauche n'ouvre sur rien de neuf, à l'intérieur du champ.» Il faut donc en sortir «pour forger une nouvelle alliance», un «front» regroupant «Pasqua, Chevènement, les communistes et les ultra-nationalistes», un nouveau front pour «un violent sursaut de nationalisme, industriel et culturel». Le bureau national du SNJ-CGT réagit dans un communiqué en réaffirmant la liberté d'expression de JP Cruse et en condamnant ses positions, rappelant que «ces idées ne sont pas celle de la CGT», qu'elle les combat «même de toutes [ses] forces». Pas par opportunisme, mais par conviction profonde¹⁰. L'anti-américanisme a toujours été en France une valeur partagée pour des raisons différentes par beaucoup de forces politiques. Des gaullistes aux communistes en passant par l'extrême droite et l'extrême gauche, l'Amérique se retrouve accusée de ne pas être une véritable nation historique, de reprendre sans les comprendre les principes des Lumières et les valeurs universelles de la Révolution française, et de vouloir dominer l'ensemble de la planète. L'écroulement du «communisme» et la guerre du Golfe ont ravivé ce sentiment.

Rien de très neuf sous les auspices du national-bolchévisme

Il est donc certain qu'un courant national-bolchevik existe en France, combattant la société marchande, l'Amérique, le «sionisme international» et la social-démocratie mais celui-ci n'a rien de nouveau. Déjà, dans les années 1970, l'organisation *Lutte du Peuple*, fondée par des scissionnistes d'Ordre nouveau, se réclamait du national-

bolchévisme et employait «un vocabulaire calqué sur celui de la gauche extraparlémentaire, notamment dans la critique du capitalisme et de la bourgeoisie»¹¹. Aujourd'hui, le mouvement Nouvelle Résistance est l'expression politique de ce courant et tente lui aussi de «mettre en œuvre une ligne stratégique» de «front anti-système»¹².

Il y a une véritable mode franco-russe du national-bolchévisme. Les amitiés du groupe Nouvelle Résistance avec les différents groupes qui se réclament peu ou prou du national-bolchévisme en Russie sont là pour le prouver. Dans leur journal *Lutte du Peuple*, on fait souvent mention des différents groupes et des alliances avec ceux-ci. La «haine» contre l'Occident, et Eltsine qui «brade» la Russie au profit du capitalisme, servent de fer de lance à un rapprochement entre anciens communistes et conservateurs. On peut citer A. Douguine (n°2 du Front national bolchévique), un des correspondants de Nouvelle Résistance en Russie, qui se félicite de la «révolution russe actuelle où respectivement les néo-communistes nationalistes représenteraient l'aile gauche et les néo-monarchistes l'aile droite». On le retrouvait aux côtés de Thiriart et Schneider (directeur de la revue *Nationalisme et République*)¹³ lors d'un voyage au mois d'août 1992 dont l'objectif était de tisser des liens avec l'opposition à Eltsine. Il est encore avec A. De Benoist au début de l'année 1992 se félicite de la naissance du journal *Dien* (Le Jour) qui, à l'instar de *Krisis* en France, a «introduit le non-conformisme et le radicalisme dans l'univers rouge-brun et a pour mot d'ordre la recherche d'une troisième voie nationale et russe». Quant à l'antisémitisme de ce journal, il faut d'après lui ne pas en exagérer la teneur. C'est aussi dans les anciens journaux communistes officiels que l'on retrouve ce type de discours. Dans les manifestations, il n'est pas rare de voir se côtoyer drapeaux rouges et tsaristes... C'est aujourd'hui une opposition structurée, qui a des relais et non des moindres dans l'armée. Staline est réhabilité et l'on voit dans différentes revues d'extrême droite (*Lutte du Peuple* ou *Orion*, revue italienne) des articles faisant référence au «petit père des peuples». Décidément cela ne tourne pas très rond. Mais est-ce une raison pour perdre la boule comme le fait JP Cruse ? Sûrement pas.

À l'instar de JP Cruse, le PCF a souvent développé un anti-américanisme sans nuance. Le grand Satan américain d'un côté, le grand frère soviétique de l'autre... Le «Collectif communiste des travailleurs des médias» (PCF) se plaint dans un communiqué du 8 juillet 1993 du procès qui est fait à l'un de ses membres (en l'occurrence Marc Cohen), et qui vise «à interdire tout débat politique, liant la question de la souveraineté nationale, contre l'hégémonie américaine, et les valeurs historiques du mouvement ouvrier international.» Il est bien connu que les pays de l'Est ont défendu avec ardeur ces valeurs...

Le rapprochement bruns-rouges est un remake des années 1930. Rappelons-nous

Doriot, le national-populiste qui se séparait du PC pour fonder le PPF (Parti populaire français) et allait devenir collaborateur des nazis. Le «scoop» journalistique de F. Bonnet de *Libération* découvrant (il était temps) les «compagnons de route de la galaxie nationale-bolchevik» a pour but de démontrer que «le communisme est vraiment pourri puisqu'il n'hésite pas à s'allier au fascisme» et accessoirement «qu'extrême gauche et extrême droite, c'est pareil». En 1990 déjà, un certain C. Bourseiller (acteur et journaliste, paraît-il), renvoyait dos à dos extrême droite et extrême gauche dans un livre s'intitulant *Les ennemis du système* (voir *Réflexes* n°31). De tels amalgames font peu de cas des dialogues établis entre l'extrême droite et les intellectuels de gauche et encore moins des évolutions idéologiques et politiques du Parti socialiste au pouvoir depuis dix ans (notamment sur l'immigration, la sécurité, le libéralisme...). Il est vrai qu'il serait gênant de dénoncer ses petits camarades.

L'arbre cache-t-il une forêt ?

Ceux qui mettent tant d'empressement à dénoncer la convergence entre les rouges et les bruns oublient souvent les errances idéologiques de leur propre milieu. À travers la revue *Krisis* se sont établis beaucoup de contacts entre intellectuels de la nouvelle droite et intellectuels de gauche. Durant l'été 1988, *Krisis*, dirigée par A. De Benoist, entend rompre l'isolement intellectuel de la nouvelle droite et asseoir son hégémonie idéologique. Y participent aussi bien des idéologues du GRECE que des penseurs de gauche. Les débuts sont marqués par quelques manipulations puisque la revue reproduit des articles déjà parus ailleurs sans l'autorisation de leurs auteurs. Mais Garaudy (aussi collaborateur à *Nationalisme et République*), Jean-Michel Palmier, André Comte-Sponville, Jean-François Kahn, Régis Debray, Jacques Domenach, Jacques Julliard, Bernard Langlois ou encore Claude Karenooh, collaborateur assidu (qui se prétend libertaire), ont participé sans sourciller à la revue. Alain Decaux, ancien ministre d'un gouvernement socialiste, ne semble nullement gêné de côtoyer des personnes comme Jean Mabire, Jean-Jacques Mourreau et Pierre Vial, tous trois passés par le GRECE et le FN.

La confusion idéologique due à une perte des repères politiques et des marques référentielles à gauche a permis de telles accointances et la remise en selle de l'idéologie réactionnaire.

Ces problèmes de glissements ou de rapprochements ne sont pas à prendre à la légère. Il s'agit bien de décortiquer le discours tenu par ces nationaux-bolcheviks qui reprennent à la fois les symboles révolutionnaires (Commune de Paris, Che Guevara, etc.), se veulent solidaires des luttes de libération nationale (basque, corse, irlandaise), reprennent à leur compte les luttes écologistes, s'en vont combattre en Bosnie ou en Croatie «contre le dépeçage de ces territoires» par les

Serbes, se réclament libertaires, etc. et qui seraient prêts à «faire un bout de chemin avec tous les anti-systèmes»; il ne resterait plus aujourd'hui que deux façons d'être : soit du côté de ceux qui «acceptent le monde de la marchandise et la toute-puissance de la raison économique, [soit du côté de] ceux qui la refusent»¹⁴. Le danger est bien dans cette vision manichéenne promue par A. De Benoist, et par certains groupes dans le milieu révolutionnaire.

En tout cas, il n'est pas question d'avoïr des rapports avec l'extrême droite ou la nouvelle droite. Déjà en 1991, pendant la guerre du Golfe, des militants nationalistes-révolutionnaires et de la nouvelle droite (A. De Benoist signataire de l'Appel des 30 aux côtés de C. Cheysson, M. Gallo, A. Waechter, eh oui !) voulaient participer aux manifestations ainsi que des révisionnistes. Les militants antifascistes radicaux leur ont indiqué le chemin à suivre...

Couper avec la peste -en l'occurrence la «gauche caviar»- pour s'associer avec le choléra, comme l'appelle de tous ses voeux JP Cruse n'est pas un choix. Les marges de manœuvre pour la fondation d'une alternative politique et sociale aux politiques autoritaires et nationalistes se rétrécissent de jour en jour. Les repères idéologiques se font de plus en plus flous. Les fractures au sein de la société s'agrandissent et c'est là-dessus qu'espèrent prospérer les extrêmes droites, les pouvoirs sécuritaires et totalitaires en Europe et ailleurs. La clairvoyance, les bases et les alliances à construire pour résister à l'ordre établi en sont d'autant plus nécessaires. ■

1 Dominique Venner, ancien responsable de Jeune Nation et fondateur d'Europe Action, est le rédacteur de l'essai *Pour une critique positive* (1962) sorte de Que faire ? des nationalistes.

2 Robert Steuckers, conférencier polyglotte, joue, depuis le départ de Guillaume de Faye en 1986, le rôle d'animateur en second de la nouvelle droite au plan intellectuel. Il dirige la revue *Vouloir*.

3 Robert Steuckers, *Vouloir*, n°52-53, fév-mars 1989.

4 Jean-Yves Camus et René Monzat, *Les droites nationales et radicales en France*, PUL, 2ème trimestre 1992.

5 *Éléments*, hiver 1992, n°75.

6 *Éléments*, printemps 1992, n°74.

7 René Monzat, présent dans la salle, fut le seul à intervenir et se fit remettre à sa place par Francette Lazare.

8 Édouard Limonov est depuis mai 1993, le président du Front national-bolchevik à Moscou.

9 *Droites nationales et radicales en France*.

10 «À propos d'un article publié par l'Idiot international» communiqué du SNJ-CGT du 25 juin 1993.

11 *Droites nationales et radicales en France*.

12 cf. *Réflexes* n°37 pour en savoir plus sur Nouvelle Résistance.

13 *Nationalisme et République*, disparue aujourd'hui, se voulait une revue de soutien critique à JM Le Pen et au FN. Elle a évolué sur la fin vers des positions proches du mouvement Nouvelle Résistance.

14 Article de D. Barney dans *Éléments* n°74.

La part du diable ou le Diable par la Queue

par

Jynon

Juste avant la troisième sonnerie, prélude à la mise en marche du répondeur, Sandra décrocha le combiné.

— Allô ?, le commissariat de police ?

— Oui monsieur..., répondit la jeune femme sans hésiter, machinalement, avant même d'avoir enregistré la phrase de son correspondant.

— Je vous appelle, parce qu'en face de chez moi, il y a une bande de jeunes d'allure pas catholique qui ont ouvert la porte d'un immeuble fermé depuis des années et qui ont l'air de se livrer à un trafic. Ils transportent des meubles, des cartons, des instruments de musique...

— Attendez monsieur, ne quittez pas... Ce que vous dites est très intéressant, je vous passe le commissaire principal...

Sandra, l'air hilare, maintenant bien réveillée, secoua son compagnon, lui expliqua en quelques mots la situation et lui mit l'appareil entre les mains ; elle s'empara, quant à elle, de l'écouteur indépendant.

— Allô commissaire Lejeune, j'écoute !

Henri Crassane commença son récit, l'assortissant de nouveaux détails.

Laurent lui demanda de décliner son identité et de donner son adresse.

— Vous comprenez, ce n'est pas la première fois que des plaisantins téléphonent. Pour nous c'est du temps perdu, nous devenons la risée des malveillants, et de plus, c'est quand même le contribuable qui raq... paie.

— Je suis tout à fait d'accord avec vous ! Nous croulons sous l'impôt. Si c'est pas lamentable ces politiciens fainéants et véreux... J'en trouverais moi, des solutions ! D'ailleurs, j'ai mon idée...

Laurent, abondant dans le sens du bonhomme, prit un ton amical, propice à la confiance.

Il n'eut aucun mal à deviner, sans que l'odeur ne vint confirmer son sentiment, qu'Henri n'était pas à jeun. Le débit verbal du sieur Crassane était rapide et, en dépit du style relativement correct, une exaltation perceptible, des hésitations et quelques difficultés d'articulation confortaient Laurent dans son analyse : les bouteilles avaient beaucoup donné... Il avait à faire à un de ces braves gens avinés, réacs en diable, prompts à vouloir aider la «keuferie» si l'occasion se présentait, peu enclins aux problèmes de conscience, prêts à beaucoup de choses malodorantes pour combler la vacuité d'une existence peu glorieuse et dénuée d'aventures.

— Je vois des basanés avec des tresses plein la tête... Pas étonnant, ils sont dans tous les sales coups ! Y a même des gonz...femmes et pas que des blanches...

Laurent, habilement, «profitant» de la teneur des propos invita l'autre à approfondir son «point de vue». Il ne se fit point prier... Il était clair qu'à l'autre bout du fil tanguait un vrai faché de base, doublé d'un jobard d'envergure.

— Comment se débarrasser du problème, monsieur Crassane ? Vous avez sûrement des idées précises ! Vous savez ce qu'on dit : la critique ne suffit pas ! Nous ne sommes pas aidés dans la police, côté ministère. De plus les gens ne nous aiment pas ; nous recevons des lettres d'injures anonymes, remplies de grossièretés qui vous feraient rougir, mon brave monsieur... (Crassane eut du mal à

réprimer un éclat de rire). Quant aux crédits, aux véhicules, aux effectifs, j'vous dis pas, une misère !...

Crassane évoqua son ancienne fonction : sous-officier, maintenant à la retraite ; il parla de son «travail» actuel : surveillant dans une grande surface.

Il finit par avouer qu'au «Front», on savait ce qu'il fallait faire pour en finir avec la «racaille cosmopolite», la «pourriture sociale» et «l'anarchie» régnante.

Son énervement allait croissant. Vraisemblablement, la «tête maigre» avait ouvert son torche-cul favori, «l'hebdo national», et citait des passages entiers de l'immonde «gros blanc» avec son oeil vitreux («qui regarde sans voir», pensa Laurent qui venait d'avoir un involontaire renvoi littéraire, signé José-Maria de Hérédia).

— Pour en revenir à notre affaire, rappelez-moi le numéro de l'immeuble ! Vous ne le connaissez pas !... En face du vôtre, le numéro 15...Décrivez-moi les individus, c'est très important !

Henri Crassane, délivrant son âme et s'aidant pour cela d'un langage de gougnafier, fit une description apocalyptico-grotesque de l'insolite scène se déroulant sous ses yeux et dont les acteurs, relativement bruyants en dépit de l'heure tardive, arboraient sans exception un large sourire.

Le faf pensait que décidément, les délinquants étaient peu prudents de nos jours, preuve de l'impunité dont ils jouissaient, grâce au laxisme et à l'incurie d'une justice complice, au service d'une société permissive et décadente, gérée par une bande de margou-lins prêts à brader la souveraineté nationale et incapables d'utiliser correctement l'appareil d'État... (in hebdo précédemment évoqué).

Il se sentait personnellement offensé par l'attitude, qu'il jugeait provocante, des jeunes gens. Il hésita à ouvrir sa fenêtre pour les vitupérer. Les arguments de Laurent le retinrent, ainsi qu'un naturel penchant pour une prudence suspecte tendant vers la couardise, que, ce soir, l'imprégnation alcoolique avait presque réussi à dominer.

— Y en a un, ils arrêtent pas de l'appeller l'Alsacienne, en se marquant. Un nom de code... Putain, en plus c'est un bougnoul ! Ça vous dit qu'èqu'chose ?

— J'te crois qu'ça m'dit quelque chose, pensa Laurent ; mais il répondit. Non ! Rien du tout, mais je note !

Grâce à la précision de Crassane, il n'y avait pas de doute pour lui : il s'agissait de l'occupation d'un immeuble vide par des membres du groupe «Squatt à domicile», dont «l'Alsacienne» était un élément de valeur, pittoresque et futé.

La plaisanterie prenait un autre tour et ne pouvait se conclure par les traditionnelles injures et l'expression d'un insondable mépris pour le répugnant personnage...

Les relations entre «Squatt à domicile» et les différents collectifs libertaires étaient chaleureuses.

Sandra et Laurent avaient lutté aux côtés de ses membres, dans le «Comité des mal-logés», pour soutenir solidairement des familles d'origine étrangère, jetées sur le pavé de la capitale, l'été dernier, par les spéculateurs immobiliers dont les complicités politiciennes étaient connues (et de tous bords), ainsi qu'étaient prouvées les complicités avec des officines de nervis, prompts au coup de main, de l'incendie criminel à l'élimination physique directe, pourvu que la «cause» relève du terrorisme anti-immigrés. Laurent pensa à l'«Alsacienne». Ce surnom lui venait de sa qualité de beur. Alsacienne égale petit beur(re) ; un sourire s'épanouissait sur son visage. Sandra, qui n'avait pas perdu une bribe de conversation et avait donc saisi l'ampleur du quiproquo, était curieuse de découvrir la manière dont Laurent réglerait son compte au malfaisant stupide, craignant toutefois que son compagnon ne perdît rapidement son sang-froid avec pour conséquence une issue brutale, en «queue de poisson». En attendant, après avoir difficilement maîtrisé une bruyante crise de fou-rire, elle caressait doucement ses cheveux lui offrant un regard de tendresse complice. Elle pensa à ces gosses, pour la plupart de culture musulmane même si la quasi-totalité des familles était athée, sous les tentes catholiques des «Compagnons d'Emmaüs», à qui elle racontait le soir un conte, parfois improvisé, toujours de mystère et d'espoir, s'accompagnant (mal) à la guitare...

Quelques années auparavant, décembre 1983, une femme africaine et son fils de dix ans, par une nuit de gel intransigeant, étaient morts de froid, «réfugiés» dans un bâtiment en construction ouvert à tous les vents, situé à deux pas de chez Sandra. Elle

n'avait pas oublié, hantée par ce drame ; elle avait écrit un texte : impossible exorcisme... Ces gosses jouant, malgré l'angoisse collective, dans le square voisin réaménagé pour la circonstance... Au terme d'une lutte longue, éprouvante, que les politiciens pro et amateurs, ainsi que leurs apprentis, avaient rapidement délaissée (les sociaux qui avaient osé pointer leur fièle, malgré les propos honteux du député local de leur parti et de la politique du logement du ministre de même couleur, étaient repartis sous les huées, les lazzis et les fruits bleus), des logements avaient été accordés en proche banlieue par les «pouvoirs publics», à titre provisoire... Quant aux concessions faites, elles avaient été commandées par l'acuité de la détresse des malheureux et l'urgence d'une «solution». Laurent ne les avait acceptées que difficilement, la rage au coeur...

Il suivait de près l'affaire, ainsi que Sandra. Ils revoyaient régulièrement la plupart des familles, enfants et parents, au «Comité»... — À mon avis commissaire, y a d'la drogue dans tout ce bordel, envoyez des limiers et des gros bras... Faut nettoyer..., vociféra Crassane.

— Cher monsieur, il y a mieux à faire ; écoutez-moi...

Tandis que Laurent parlait, tout en l'écoutant Sandra pensait aux feux qui avaient fait de nombreuses victimes dans des immeubles vétustes de quartiers populaires promis à la «rénovation» ; les pauvres étaient de trop, empêcheurs de bétonner à tout va pour le plus grand profit des promoteurs et des maçonnières. Les spécialistes des méthodes fascistes avaient frappé. «Et dire que les mauvaises langues et les récalcitrants de "tous poils et de toutes nationalités" prétendaient que ces véritables sicaires (un mot qui lui vint à l'esprit, qu'elle avait noté récemment sur un répertoire où elle inscrivait la définition des mots qu'elle ignorait ; elle n'aimait pas, en effet, au cours de ses nombreuses lectures parfois complexes, se sentir en quelque sorte manipulée involontairement par l'auteur usant d'un jargon qu'elle ne possédait pas toujours) ont leurs entrées dans des partis politiques ayant pignon sur rue, voire même dans certaines mairies. La calomnie est un puits sans fond !», songea-t-elle en ricanant. Laurent parla longuement, lentement, au crétin dangereux, n'hésitant pas à abuser des flagorneuries les plus basses. Il évoqua enfin «l'immense service à rendre à la société» et à notre «cause commune» ajouta-t-il sans sourciller. Il ne cacha pas que, certes, le procédé à utiliser n'était pas entièrement légal, mais que tout serait très rapidement régularisé et que le préfet de police, voire le ministre de l'Intérieur lui-même, sauraient le féliciter et le récompenser. Crassane n'avait aucune confiance dans le ministre, il l'exprima vertement : «C'est un incapable, à la botte des marchands de tapis et de l'internationale juive ! Il raisonne (résonne) comme un pot de chambre au cul d'un malade !»

— Il faut savoir utiliser ses adversaires, rétorqua Laurent, l'essentiel est de faire tomber tous ces salopards...

Il parla longuement encore et finit par convaincre Henri Crassane.

18 Vers midi, le lendemain, il trouva dans sa boîte aux lettres un «pli spécial», non affranchi, dont l'expéditeur avoué était le commissariat central d'arrondissement.

À l'intérieur : une lettre à en tête du même ministère, tapée visiblement par une imprimante, un bon de commande vierge paraphé et tamponné et, curieusement, un billet de cent francs, «pour les menus frais annexes», expliquait un post-scriptum.

Radiieux, Crassane pensa : «Le coup est sérieux, l'affaire s'annonce bien.»

Il lui était simplement demandé un travail de surveillance nocturne discrète, en s'aidant de moyens techniques performants, et ce, pendant quelques jours. Son anonymat serait respecté, évidemment, au cours de l'instruction ultérieure...

Dans l'après-midi, il obtint assez facilement une heure de congé, arguant d'un rendez-vous médical urgent qu'il n'avait pu avoir à un autre moment. En fait, il se rendit dans une grande surface spécialisée en matériel hi-fi où, aidé d'un vendeur avenant et normalisé, il choisit :

- un camescope Mitsubishi C35 aux multiples prises de vue, objectifs interchangeables (focale téléobjectif zoom électrique de 14,2 mm à 85 mm. Focale standard zoom électrique de 9 mm à 54 mm). Prix : 9950 F (avec les deux objectifs.)

- un objectif supplémentaire (focale grand angle zoom électrique de 5,9 mm à 35,4 mm). Prix : 950 F.

Le camescope était muni «d'un viseur couleur à cristaux liquides, un amplificateur de sensibilité pour pallier des conditions difficiles d'éclairage etc...»

- un magnétoscope JVC HR FC 100MS aux multiples cassettes. Prix : 5450 F.

- un téléprojecteur (104 cm) stéréo Philips «superscreen». Prix : 15980 F

Le vendeur remplit le bon de commande à adresser avec la facture au commissariat central d'arrondissement (entre parenthèses : commissaire Lejeune). Un exemplaire fut remis à Crassane, lequel dut confier à la caisse centrale, le temps d'une photocopie, sa carte d'identité. Il convenait que cette formalité légale soit accomplie, lui expliqua-t-on. Il accepta, il n'avait pas le choix ; ce ne fut pas sans réticence intérieure. De toutes façons, Lejeune avait été formel dans les garanties qu'il lui avait données. Et puis, n'avaient-ils point des «amis politiques» communs ?

Il avait hâte de lui rendre compte téléphoniquement de cette première partie de sa mission, ainsi qu'il en était convenu. Il emporta la marchandise, la déposa chez lui, retourna à son travail où il arriva avec vingt minutes de retard, ce qui lui valut une remarque peu amène du «chef de la sécurité». «J't'emmerde pauvre couillard minable», maugréa Crassane dans sa tronche faible. Il avait une mission, lui !

Trois jours plus tard, après trois nuits blanches passées à filmer quelques allées et venues dans la rue en face de chez lui et des ombres derrière les rideaux des fenêtres de l'immeuble suspect, le tout sur fond de musique qui lui était insupportable et dont lui parvenaient faiblement les accords et le rythme, la mine défaite, des poches sous les yeux remplies d'alcool et d'heures de veille, Henri Crassane se rendit au commissariat muni d'une convocation officielle «pour affaire vous concernant». Il était satisfait de lui, confiant malgré la fatigue qui vouûtait son encolure de bête à concours de foire agricole, et n'était pas mécontent de rencontrer enfin le commissaire principal Lejeune en personne. Il fut reçu sans égard particulier et on le fit rentrer dans un bureau relativement exigü. Un homme au regard fixe, inamicalement, l'autorisa à s'asseoir.

Non ! Il n'était pas le commissaire principal Lejeune, lequel d'ailleurs n'existait pas. Par contre, cette facture était bien réelle...

Henri Crassane déglutit avec difficulté et, du fond de son être, héritage direct d'une carrière militaire consciencieuse, lâcha très fortement : «Le diable m'encule...», ajoutant pour lui-même, presque pudiquement : «J'me suis fait troncer !»

Le brigadier Dumoulin qui venait de pénétrer dans la pièce, sans attendre l'habituel «Entrez !», s'arrêta stupéfait et, sur un ton beaucoup plus élevé qu'il ne l'eût souhaité, s'écria : «Pardon ?»

Sous le titre : «Le diable s'en prend (par derrière) à un citoyen dévoué, tricolore mais colérique», *Le Canard Enchaîné* de la semaine suivante narrait de manière concise, quoiqu'avec flamme en quelque sorte, cette histoire de dupe.

On apprenait qu'Henri Crassane risquait une forte amende, ainsi qu'une peine de trois mois de prison (avec sursis), pour menaces et injures assorties de violences à policier en service (une simple claque, certes en béton... à l'inspecteur Gourbe). Quant aux propositions comminatoires et aux insultes majeures, proférées devant témoins assermentés, à l'encontre de personnalités politiques et membres du gouvernement, ils pourraient faire l'objet de poursuites ultérieures et distinctes.

En outre, Crassane devait payer aux établissements «Concerto», s'il acceptait un règlement à l'amiable de cette affaire, des frais non négligeables d'immobilisation et d'utilisation de matériel neuf non destiné à la location», ainsi qu'un dédommagement pour le préjudice correspondant à l'obligation, pour lesdits établissements, de vendre en solde les appareils concernés (sauf évidemment s'il désirait conserver le tout avec règlement comptant)

On pouvait lire enfin, non sans sourire, que Crassane avait déposé une plainte contre l'administration des «Télécom» et contre le «ministre des postes» pour installation téléphonique défectueuse responsable de graves déboires...

Le Canard terminait l'article en citant, encadrés d'«énharms» guillemets, le juron qui avait pétrifié le brigadier Dumoulin, concluant savoureusement, maniant la tartufferie feinte, que la Comtesse elle-même en eût été choquée si elle l'avait pu ouïr. ■

ÉTRANGER

supplément au numéro 40

La Deutsche Liga für Volk und Heimat¹ Les rats quittent le navire

Pour le rappeler encore une fois, la Deutsche Allianz/Vereinigte Rechte (DA/VR)² a été fondée le 18 janvier 1991 ; c'est un mouvement qui rassemble d'anciens cadres des Republikaner, du NPD³, de la DVU⁴ et de la DSU. Il y a plusieurs raisons à la fondation de ce parti : d'un côté, Schönhuber était de plus en plus vivement critiqué au sein des Republikaner à cause de sa façon égocentrique de diriger le parti, d'un autre côté, il gênait certaines personnes qui se prononçaient pour une politique dirigée vers la reconstruction d'un parti national-socialiste modernisé. Le bras droit de Schönhuber à cette époque, Harald Neubauer (membre du Parlement européen) annonçait déjà la fondation d'un nouveau parti, après que Schönhuber lui eut gentiment conseillé de quitter les Republikaner à Rousdorf. Neubauer prit les choses en main et fit le tour de l'Allemagne pour faire la réclame de son projet pour une « droite authentique ». Il trouva un soutien en la personne de l'ancien président du NPD, Martin Mußnug. Après l'échec aux élections législatives

de la coalition avec la très riche «DVU-Liste D» de Gerhard Frey, éditeur de journaux nationalistes, le NPD ne fit que 0,3% et se trouva au bord de la banqueroute, avec 750 000 DM de dettes. Mußnug signa avec son adjoint Jürgen Schützinger l'appel pour la fondation de la Deutsche Allianz/Vereinigte Rechte (DA/VR). Peter Dehoust, directeur de publication d'une revue d'extrême droite, Nation und Europa⁵, le conseiller municipal Republikaner de Cologne Markus Beisicht et le directeur de campagne électorale de la DSU le Dr Bernd Witte sont de la partie.

Mais, pour laisser de côté les intrigues et les divisions internes, on pouvait constater qu'au sein de la droite se développait «un enthousiasme euphorique» en vue d'un rassemblement de droite développant soi-disant de nouveaux concepts.

Les 18 et 19 janvier 1991 donc, la Deutsche Allianz/Arbeitsgemeinschaft Vereinigte Rechte est fondée à Munich. Pour le 120ème anniversaire de la fondation de l'Allemagne par Bismarck, un comité exécutif de

soixante personnes se réunit. Pour n'en citer que quelques-unes : Harald Neubauer, membre du Parlement européen et (?) ancien membre du NSDAP-AO ; Martin Mußnug ; Jürgen Schützinger du NPD ; Franz Glasauer, un ancien Republikaner ; Peter Recknagel, un ancien Republikaner ; Markus Beisicht, un ancien Republikaner de Cologne ; Rainer Born de l'AKOPI⁶ ; Peter Dehoust du groupe Nation und Europa.

Parmi les invités d'honneur, on trouve Johanna Grund, une ancienne Republikaner aujourd'hui sans parti au Parlement européen, le nationaliste-révolutionnaire Wolfgang Strauß, «spécialiste de l'Europe de l'Est», Alfred Keck, ancien professeur à l'université Humboldt à Berlin (il fit un discours à cette réunion), le lieutenant-colonel Wolfgang Hausen, Uschi et Karl Gerhold (conseiller municipal NPD et membre de la Freie Wählergemeinschaft de Francfort/Main) et quelques autres. Étaient présents de la scène militante Thomas Henk alias Rainer Hatz, un cadre du GdNF⁷ ainsi que le Nationale Front de Bielefeld qui a discuté longtemps avec ce der-

Une Europe malade
L'Europe est toujours aussi malade des mêmes maux, malade du chômage, malade de l'exclusion. Et c'est sur corps affaibli que progresse le cancer du fascisme : les fièvres xénophobes en Allemagne ne baissent pas, pire, l'Allemagne s'habitue et vit avec elles (multiplication des attentats xénophobes, progrès de l'extrême droite parlementaire), l'Angleterre compte un élu, certes local, membre du British National Party (mouvement néo-nazi) pour la première fois depuis des dizaines d'années, l'Italie et l'Espagne sont en proie à des vagues de violences xénophobes. Le traitement de ce cancer fasciste du nord au sud de la CEE, préconisé par les médecins socialistes, libéraux ou conservateurs reste le même depuis une dizaine d'années : la chasse à l'immigration, la suppression du droit d'asile, la déportation (par exemple des Tziganes par les Allemands vers la Roumanie, la Pologne...), l'expulsion, et tout cela au mépris de leurs propres codes de déontologie. Quand celui-ci ne leur convient plus, ils le changent. C'est ainsi qu'il faut lire les modifications de la Loi fondamentale en Allemagne, et celles prochaines de la Constitution française. On supprime les visites des familles au malade. On contrôle de plus en plus les entrées et les sorties de l'hôpital, tous le monde est badgé, fiché, la discipline dans l'hôpital est confié à la police. Non seulement le traitement est inefficace mais pire il risque de faire crever le malade. ■

nier et a tenté de recruter de nouveaux membres à l'aide de ses brochures. À part cela, sa participation à la fondation s'est résumée à beugler d'une voix avinée : «Dehors les Juifs !» : tout cela montre la diversité des gens présents à cette rencontre. Le premier pas était fait, et tout aurait été si l'Allianz-Versicherung n'avait pas eu l'impression qu'on piétinait ses plates-bandes (la DL première version utilisait en effet le nom «Allianz»). Quelques mois plus tard, on en vint au procès, gagné par l'Allianz-Versicherung, et le comité fondateur dut changer de nom : le parti devint la Deutsche Liga für Volk und Heimat qui, le

3 octobre 1991, se constitua officiellement en tant que parti à Villingen-Schwenningen...

Environ 400 personnes prirent part au congrès, et parmi elles, 217 délégués. Un bureau politique de 90 personnes fut élu : à sa tête, Harald Neubauer, Jürgen Schützinger et Rudolf Kendzia, qui venait justement de quitter le comité exécutif des Republikaner de Berlin. Il y avait aussi cette fois-ci des délégués de partis nazis militants. Parmi eux, Thomas Fink (décédé) et l'actuel président de la Deutsche Liga en Est-Wesphalie, Meinhard Otto Elbing. Ils se fixèrent comme première étape une réussite aux élections du Landtag⁸ de Bade-Wurtemberg en avril 1992. Franck Remick fut chargé de s'occuper du « programme culturel » : ses débordements chauvins et nationalistes plaisent beaucoup dans ce cercle, car il y réapparaît toujours.

Comment travaille ce «parti d'un nouveau genre» ?

Voici le mot-clé de ce rassemblement : «des maîtres à penser jusqu'aux néo-nazis».

Comme la volonté d'asseoir toute la droite allemande autour d'une table avait réussi, il y avait plusieurs projets à réaliser. Le Frankenrat (le conseil de Franconie), fondé autour de Werner Eichinger le 25 septembre 1993, constitue un exemple de ces projets. Il représente en effet la première plate-forme de la « droite unie » de toute la Franconie. Werner Eichinger (DL) et Herbert Quast (DL) organisèrent avec la Wiking Jugend et le FAP (Faleo Schüssler et Jürgen Schwab) et l'ancien président du NPD, Manfred Theimer la première semaine d'action de Aschaffenburg (ville de Franconie).

La fondation le 4 mai 1991 à Villingen-Schwenningen de la Deutsche Reichsjugend autour de Günther Boschütz dans la région de Constance constitue un autre exemple de la réalisation de ces projets. À cette époque, elle fut fondée pour être le mouvement de jeunesse de la DL. Boschütz était également

membre de Nationale Offensive et essayait avec Thorsten Paproth (qui a publié le « rapport sur la Silésie ») de gagner de l'influence en Pologne au sein du Deutsche Freundenkreis⁹ (Paproth, quant à lui, travaille encore pour la revue Europa vorn¹⁰) ; par ailleurs, Boschütz est en contact permanent avec certains cadres du GdNF, Thomas Hainke, de Bielefeld et Ewald Bela Althans, avec qui il a organisé une rencontre en Silésie.

Un cercle de lecture s'est formé autour du Dr Hanns-Dietrich Sander, qui appartient à la nouvelle droite, et autour de la revue Staatsbriefe. Une phrase se dégage nettement du rapport des Staatsbriefe d'octobre 1992 sur le cercle de Cologne : «L'assemblée allait des maîtres à penser jusqu'aux néo-nazis.»

On s'étonne que l'atmosphère n'ait pas été électrique, mais au contraire, très détendue (sic). Dans les Staatsbriefe, tous les bords de l'extrême droite se retrouvent afin de discuter de «l'idée de Reich dans le futur». L'assemblée «choisie» d'auteurs qui écrivent dans cette revue s'étend de l'ancien SDS Reinhold Oberlerchner à l'ancien cadre du NSDAP-AO Michael Kühnen.

Il ne faut pas oublier le Freundenkreis vereinigte Rechte de Dehoust et Glasauer. De ce cercle, Dehoust a dit dans Nation und Europa en novembre 1991 qu'il avait été fondé «[...] pour diriger les forces nationales et démocratiques de droite. Que, de ce fait, il soutenait toutes les aspirations à l'unité existant dans beaucoup d'organisations de droite.» Quelques remarques sur ces «aspirations» : «Mise en place de contacts entre groupes nationaux, à tout niveau, rassemblement de patriotes qui ne peuvent pas devenir membres d'un parti de droite nationale, construction d'un espace pré-parlementaire.» En plus de cela, une nouveauté, ils dirigent des formations de cadres, ainsi qu'un «Freundenkreis» (cercle d'amis) pour ceux qui ont encore du mal à faire le salut



LES EUROFASCISTES ENTRE EUX
de gauche à droite : Harald Neubauer, Le Pen et sa femme, Peter Köhler, Dr. Hans-Günther Schodruch

hitlérien en public mais, qui, en cachette, peuvent déjà s'entraîner.

Le 11 mai 1991 a lieu un meeting de la DL à Hungen-Inheiden où Wolfgang Nahrat de la Wiking Jugend a pris la parole. Tout le gratin néo-nazi était là, lorsque des militants antifascistes essayèrent de participer au meeting... Pendant ce temps, les cadres de la DL commençaient petit à petit à former des groupes national-socialistes.

Le 9 novembre 1991, Franz Glasauer était à la marche néo-nazie de Halle, qui fut organisée par Christian Worch (GdNF, Nationale Liste), Thomas Dienel (membre du Deutsche Nationale Partei, aujourd'hui en prison pour incitation à la haine raciale) et David Irving. Mais Glasauer renonça à prendre la parole, tant il avait l'air incommodé par les néo-nazis qui avaient beaucoup trop bu et qui beuglaient des «Sieg Heil». Environ six mois après, il fit preuve de plus de courage et fit un discours à Dresde lors d'une marche silencieuse organisée par Dienel après le «Sonntag-Urteil» du 20 juin 1992. Il y eut d'autres orateurs, Dienel, Roman Danneberg (de Hoyerswerda, président de la Deutsche Alternative de Saxe), Christian Worch et Arnulf Priem (GdNF, Wotans Volk, Berlin). À la marche pour Rudolf Hess de 1992, la DL était présente. Wolfgang

marche pour Hess. Plusieurs choses dans le journal Deutsche Rundschau montrent que la DL essaie de réunir la droite. On peut y lire des communiqués de la Wiking Jugend ou d'associations «sportives» de combat. On y apprend l'existence de la «fête du solstice» organisée par le Förderkreis Vereinigte Rechte non loin de la frontière tchèque, dans la forêt bavaroise.

On peut également y lire que des membres des Republikaner, du NPD et de la DVU ainsi que quelques activistes munichois (Althans, Nationale Offensive ?) y ont participé.

Le réseau médiatique autour de la DL

Les efforts pour construire un réseau médiatique autour de la DL ont commencé avec le journal Deutsche Rundschau. Le journal est né sans aucun doute de l'organe des Republikaner (Neubauer en était l'ancien directeur de publication et rédacteur en chef). L'actuel directeur est Franz Glasauer (Neubauer s'est retiré et le poste de rédacteur en chef a été attribué à Karl Richter).

Il y a également Nation und Europa : depuis janvier 1992, Harald Neubauer et Adolf Thadden en sont les directeurs de publication avec Peter Dehoust. Karl Richter en est le rédacteur en chef, assisté par Wolfgang Strauss. Le bihebdomadaire Europa vorn de Manfred Rouhs (DL Cologne) possède une grande influence : tous les trimestres paraît un numéro «spécial réseau européen». Les artisans de ce journal sont Alain de Benoist, Michael Walker, Robert Steuckers, Markus Bauer et Wolfgang Strauss, entre autres. Il est également intéressant de constater que, depuis peu, le

DEUTSCHE LIGA
FÜR VOLK UND HEIMAT



antifaschistisches INFO BLATT

manager du groupe fasciste Störkraft, Thorsten Lemmer, et aussi le chanteur Jörg Petritsch (selon la *Tageszeitung*) sont rédacteurs et codirecteurs de publication de ce journal.

Il existe également différentes publications régionales comme *Blitzschlag* (directeur de publication : Wolfgang Derm) dans le Bade-Wurtemberg, *Knackpunkt* (directeur de publication : Herbert Quast/Würzburg) en Bavière, le *Domspitzen* autour de Cologne (directeur de publication : fraction de la DL au conseil municipal de Cologne, fabriqué par Markus Beisicht). Il existe également un journal pour les jeunes à Cologne, *Der Hammer* (directeur de publication : Bernd Schöppe). La distribution du matériel est assurée par la «Patria Versand GmbH», dirigée par Franz Glasauer et Harald Neubauer. On peut y commander des pin's avec des caractères runiques, des autocollants «la Silésie reste allemande», des drapeaux allemands datant de la dernière guerre, des cassettes des Chœurs de la Wiking Jugend, ainsi que des livres fascistes et antisémites comme par exemple *Der Untermensch* ou *Wie kam der Jude zum Geld?*

Le travail avec «l'eurodroite»

La pierre d'angle du travail que la DL effectue sur l'Europe, ce sont les contacts avec la «fraction technique» (17 personnes) de l'extrême droite représentée au Parlement européen à Strasbourg. Du côté allemand, on trouve six représentants : G. Schodruch, Johanna Grund, Klaus-Peter Köhler, Neubauer et le Pr Emil Schlec, ainsi que dix représentants du FN de Le Pen et Karel Dillen de l'extrême droite flamande (Vlaams Blok). Lors de la réunion pour la formation de la DL, Yvan Blot, conseiller personnel de Le Pen, a envoyé un message d'amitié. Karel Dillen et Bruno Gollnisch (FN) ont fait allusion durant un rassemblement à Strasbourg à la mort de Kaindl, un cadre fasciste tué par un commando, et se sont plaints du fait qu'elle ait été passée sous silence par la majorité social-démocrate et chrétienne-démocrate. D'autre part, il existe un échange régulier au sein de l'extrême droite internationale.

Quelques mots sur les comités de soutien comme le comité de soutien à la Prusse du Nord-est (Hilfskomitee nördliches Ostpreußen) au sein du Freunden-

kreis Vereinigte Rechte. Il s'agit d'une organisation de soutien aux Allemands de Russie qui veulent s'installer en Prusse du Nord-est. Ce comité organise des voyages et des «aides en Prusse du Nord-est» pour, à long terme, «assurer» la région «pour les Allemands».

Le Dr Rigolf Henning a organisé avec Jürgen Sabrautsky (ancien membre du NPD, aujourd'hui président de la DL dans le Schleswig-Holstein) un «voyage communautaire» en Lituanie. Là-bas, la délégation d'extrême droite (12 membres parmi lesquels Peter Dehoust et Neubauer) s'est renseignée sur la situation des «compatriotes», a exprimé sa joie de la libération de la «domination soviétique» et a demandé ce qu'il en était d'une zone de libre-échange germano-russe !

Lors du «Schlesiertreffen», le 6 juillet 1992, il y avait Jörg Fischer (conseil de Franconie), Johanna Grund, Glasauer et Peter Recknagel, le dirigeant national de la DL et conseiller municipal de Munich. Dans le *Deutsche Rundschau*, on peut lire un court article sur Franja Tudjman (premier ministre croate, fasciste). L'auteur y défend la décision de Tudjman de rebaptiser la «place des victimes du fascisme» en «place du roi de la Croatie». Quelques mois plus tard, on apprend dans le *Deutsche Rundschau* la formation d'une association pour l'amitié germano-croate à Zagreb. La DL a également proposé son aide à Jörg Haider (leader du FPÖ, parti d'extrême

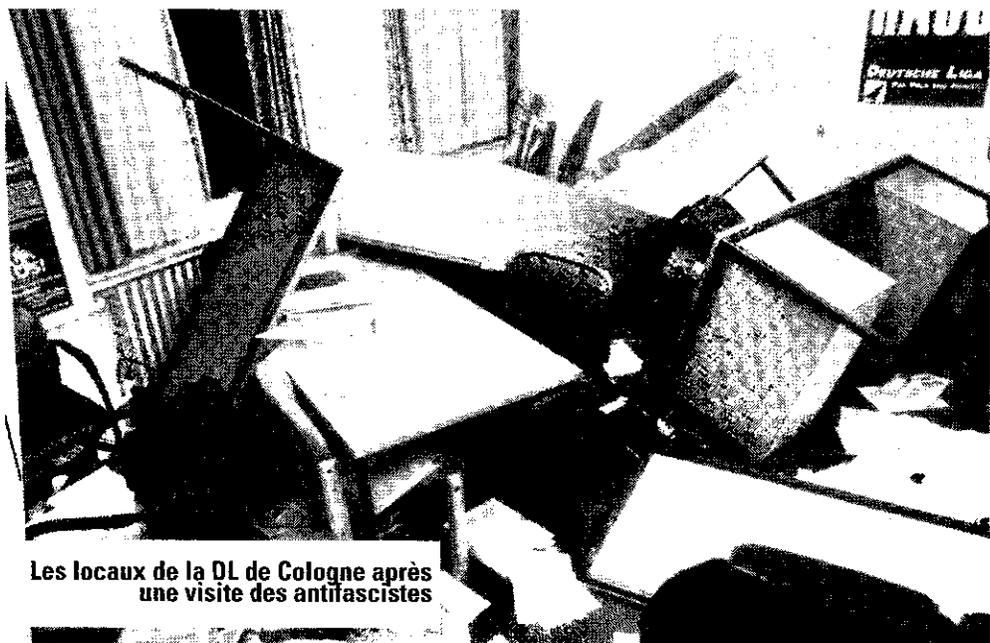
droite autrichien à l'origine de la campagne populaire contre les étrangers) après que le FDP (parti libéral allemand), voyant les protestations que soulevait l'invitation de Haider, est revenu sur sa décision. Il y a encore de nombreux exemples qui montrent les liens existant entre tous les partis d'extrême droite et en particulier entre la DL et son entourage.

Ambitions et réalité

Malgré tout, on voit bien que la DL n'a pas réussi dans son ambition de rassembler les partis de la droite, mais plutôt qu'elle est visiblement devenue le loser de la droite. En particulier après Rostock a commencé une longue période de stagnation, en ce qui concerne les membres du parti et les électeurs, même si dans un article de Frank Schwerdt dans le *Deutsche Rundschau*, on trouvait toujours la même rengaine selon laquelle il ne fallait pas se faire avoir ni s'éloigner «hystériquement», mais plutôt rester ferme sur ses positions et voir plus loin. Il défendait les pogromes qui étaient selon lui «des mouvements naturels de notre peuple, signes de sa bonne santé...» (DR octobre 1992). Et pourtant, la ligne officielle du

parti est présentée très différemment au public. Lors de la session du bureau politique le 5 décembre 1992, une décision fut prise à l'unanimité à la demande de Neubauer : «Les membres du bureau politique de la DL ne doivent prendre part, en tant qu'invités ou orateurs, à aucun rassemblement lié aux personnes suivantes : Manfred Roeder, Friedhelm Busse, Hans Reisz, Martin Pape, Ewald Bela Althans, Christian Worch, Gottfried Küssel (aujourd'hui en prison) et Thomas Dienel.» On dirait qu'ils ont eu la trouille... Après Rostock, l'imprimerie du DR l'a laissé tomber après des années de «bons et loyaux» services par peur de la répression, ainsi que le DR du 1er janvier 1993 le disait. À quand la photocopie ?

Tout le monde se tire dans les pattes, et le 15 mars 1993, à l'émission AKUT, Wolfgang Heinz de Cologne accuse la DL d'avoir payé des skins de l'est pour perpétrer des agressions. Un autre rude coup porté à la DL a été l'abandon de son porte-parole national Rudolf Kenzia après les meurtres de Mölln. Ses raisons seraient exclusivement personnelles, il ne serait pas à la hauteur du climat actuel ni de la répression, en tant que person-



Les locaux de la DL de Cologne après une visite des antifascistes

nalité publique. Aujourd'hui, Kenzia est agent immobilier à Berlin.

Il y a encore à dire sur l'inconséquence de la DL. À l'époque où l'enthousiasme régnait encore au sein du parti et où ils attaquaient Schönhuber, le DR chroniquait un livre édité par Karl Richter et intitulé *Der Absteiger, Franz Schönhuber und der Niedergang der Republikaner* (Franz Schönhuber, le loser et le déclin des Republikaner). Environ un an plus tard, on trouve dans le DR la chronique d'un livre, peu après la percée des Reps au parlement régional du Bade-Wurtemberg, édité par Karl Richter et intitulé : Schönhuber, qui est cet homme ? La DL n'est désormais plus le mouvement de rassemblement de la droite allemande. Mais il n'existe pas non plus d'alternative à la DL. Et même, ce qui est dangereux, c'est la stratégie qu'il y a derrière cette idée de rassemblement de toutes les sectes, groupes et partis de droite. Mais il faut avouer qu'aujourd'hui, la DL possède une influence assez importante à différents niveaux, même si ses succès électoraux sont minimes. Elle dit avoir en ce moment environ 2300 membres. Rien que ça !

La DL à Cologne et la résistance antifasciste

La fraction de la DL au conseil municipal de Cologne est pour le moment la fraction de la DL la mieux organisée de toute la RFA. Les liens avec la scène clairement national-socialiste ne sont pas aussi apparents à Cologne que dans les autres sections du parti : la DL de Cologne s'efforce de faire les gros titres à tout prix et d'énervier les antifascistes qui lui font la vie dure. Leurs journaux sont les rapports du *Kölnner Domspitzen* sur la fraction de la DL au conseil municipal de Cologne. Le rédacteur en chef et président de la DL à Cologne est Markus Beisicht, il était jusqu'en 1987 membre du bureau politique du Ring Freiheitlicher Studenten (RFS). Il s'est fait un nom en participant à des batailles contre des contre-manifestants opposés à un meeting du RFS et du ÖDP.

En 1989, il a été le candidat des Republikaner aux élections communales de Cologne. On le retrouve assez vite lors de la formation de la DL. Il est pour ainsi dire le yuppie de la droite. Le vice-président de la DL à Cologne, c'est Rainer Vogel, un «étudiant en droit de 40 ans».

De 1979 à 1983, il a fait partie du bureau politique du NPD et du JN (organisation du jeunesse du NPD, à tendance nationaliste-révolutionnaire), qu'il a dû quitter pour avoir volé de l'argent dans la caisse de l'organisation. Jusqu'à la formation de la DL, il a été obligé de rester au second rang chez les Republikaner de Cologne à cause de son passé nazi. On trouve bien sûr aussi dans la DL de Cologne le chef de publication de *Europa vorn*, Manfred Rouhs.

Il existe aussi à Cologne, le magazine fasciste pour jeunes, *Der Hammer*, édité par Bernd Schöppe, dans lequel est proposée une fois par mois une «Jugendstammtisch», c'est-à-dire une réunion pour les jeunes.

En octobre 1991, il y a eu devant la cathédrale de Cologne un rassemblement de la DL pour protester «contre le droit d'asile aménagé illégalement pour les Tziganes¹³». On trouve à l'origine de cette action la DL, le RFS et le NPD (groupe politique régional). Le chef Beisicht voulait, selon ses propres dires, «faire un exemple contre les tentatives illégales d'intégration du lobby tzigane.» Ça fait plaisir lorsqu'on lit que par une action ciblée des antifascistes, le rassemblement a été empêché et qu'en fait, il y a plutôt eu un exemple contre les instigateurs de cette manif. Beisicht n'a rien pu faire, si ce n'est s'élever dans le DR contre le fait qu'ils n'aient rien pu faire, sauf battre en retraite sous une pluie d'œufs, de bouteilles de bière et de coups.

Mais les antifascistes n'ont pas laissé les cadres de la DL rentrer chez eux tranquilles. Manfred Rouhs et Markus Bauer étaient depuis début décembre sous protection de la police (ils avaient été attaqués). D'autres antifascistes ont rendu une visite «amicale» et musclée aux locaux de la DL (voir photo).

Le 3 octobre 1993 a eu lieu à Cologne le premier congrès de la DL, un an après sa fondation. Il a également été troublé par les antifascistes, si bien que par exemple deux des principaux orateurs et invités. Le Dr Sander (Staatsbriefe) et Rudolf Kenzia (DL Berlin) n'ont pas pu y prendre part de même que plusieurs autres.

Ces derniers temps, la DL est surtout présente dans les médias à cause de la chasse à l'homme qu'elle a organisée contre Nidar Pampurova. La ville de Cologne avait expulsé cette Tzigane à la mi-janvier vers la Macédoine. Sa famille, sa fille, son fils et son mari ont pu être cachés par des amis. Grâce à une large solidarité, Nidar a pu être ramené en février et depuis, elle vit cachée et clandestinement à Cologne. La fraction du conseil municipal de la DL a donc organisé après cela une chasse à l'homme contre Nidar et sa famille. Dans un premier temps, ils ont fait paraître un communiqué dans lequel ils expliquaient tout : «La fraction de la DL a pour objectif la capture de la Tzigane Nidar Pampurova et offre pour cela une récompense de 1000 DM». Le lendemain, il y a eu 50 000 avis de recherche et 3000 affiches dans ce sens.

L'action de la DL a provoqué une assez grande vague de protestation. La partie civile a entamé des poursuites contre Bernd Schöppe, responsable de cette campagne, pour avoir outrepassé ses droits. Le président du Zentralrat Deutscher Sinti und Roma¹⁴, Romani Rose, a engagé des poursuites pour incitation à la haine raciale. Il y a eu d'autres réactions, de la part des journalistes de IG Medien (syndicat allemand des médias) par exemple : l'administration de la ville de Cologne a suspendu le téléphone et le fax qui étaient donnés comme contacts et cherche à savoir si les subven-

tions de la fraction de la DL ont été utilisées de façon illégale. Cependant, la décision de l'expulsion a été maintenue ! Entre temps, la 28ème chambre du tribunal du Land de Cologne a interdit à deux membres de la DL de rechercher Nidar Pampurova par «avis de recherche». En outre, ils n'avaient pas le droit de promettre une récompense à qui attraperait cette femme (entre temps, la DL avait porté la somme à 5000 DM). Ralf Giordano s'est tourné vers la population de Cologne pour «l'avertir» et a exigé le droit de séjour pour la famille.

- 1 La ligue allemande pour le peuple et la patrie.
- 2 L'alliance allemande/droite unie.
- 3 Nationale Partei Deutschlands, parti national allemand.
- 4 Deutsche Volkunion, union du peuple allemand.
- 5 Nation et Europe.
- 6 AKOPI : Arbeitskreis Oberpfalz/Patriotische Initiative, c'est-à-dire cercle des travailleurs de Haut-Palatinat/initiative patriotique. C'est une structure régionale rassemblant des «patriotes démocrates pour préparer un parti de droite moderne et authentique».
- 7 Gesinnungsgemeinschaft der Neuen Front, c'est une structure qui forme des cadres pour l'extrême droite.
- 8 Parlement du Land.
- 9 Cercle des amis de l'Allemagne.
- 10 Europe, en avant !
- 11 Rainer Sonntag, lié aux fascistes, a été tué par deux proxénètes après avoir attaqué un bordel.
- 12 *Le sous-homme et le Juif et l'argent* (jeu de mot avec l'expression *Wie kam der Jude zur Welt*, c'est-à-dire d'où vient le Juif).
- 13 En allemand, le mot Zigeuner qui signifie tzigane, a une connotation péjorative. Sinon, les Allemands utilisent plus volontiers l'expression Roma et Sinti.
- 14 Association de défense des Tziganes allemands



Affiches collées par la Deutsche Liga à Cologne pendant sa campagne contre Nidar Pamperova, qui avait été expulsée et continuait malgré tout de vivre à Cologne. Cette affiche proposait une forte récompense (environ 3500 francs) pour sa capture.

Interview d'un TURC ANTIFASCISTE

après les meurtres de SOLINGEN

Les incendies de Solingen et tous ceux qui ont ravagé l'Allemagne cet été ont provoqué des réactions au sein de la communauté immigrée turque : il y a eu des manifestations spontanées, auxquelles se sont malheureusement mêlés des membres des Loups gris, mouvement d'extrême droite turc. Ce mouvement a une longue histoire, il a été interdit en Turquie en 1980, son chef le colonel Turkes a été emprisonné jusqu'en 1985 : l'organisation est toujours active, en particulier dans les communautés immigrées d'Europe de l'Ouest où elle essaie de s'implanter. À côté de cela, il existe des associations turques et kurdes qui luttent contre les agressions racistes dans un cadre antifascistes, comme l'Antifa-Gençlik de Cologne.

Agitateur Bene : Lors des manifestations qui ont eu lieu après les meurtres de Solingen, beaucoup de jeunes Turcs ont défilé avec le drapeau turc et ont fait le salut des Loups gris. Est-ce qu'il s'agit là d'extrémistes ou même de Loups gris ?

ANTIFA-GENÇLIK : Je pense que la plupart des jeunes qui sont descendus dans la rue à Solingen et ici à Cologne n'ont pas forcément quelque chose à voir avec les Loups gris. Beaucoup d'entre eux manifestent avec un drapeau turc parce que les attentats néo-nazis sont dirigés contre les Turcs. Par le biais du drapeau, ils se construisent une identité contre le racisme et les meurtres fascistes.

Bien sûr, il y a parmi eux des Loups gris, organisés, qui essaient de gagner les jeunes à leurs idées. Par exemple, un jour après la première nuit d'émeutes, à laquelle beaucoup de jeunes peu politisés et peu organisés avaient participé, les Loups gris, extérieurs à ces jeunes, sont venus à Solingen pour montrer leur force, pour montrer qu'eux aussi étaient présents.

Je pense que c'est une erreur de mélanger les Loups gris avec tous les jeunes. Ils sont certes nationalistes, mais pas forcément fascistes. Je pense que nous pourrions les intéresser aux actions antifascistes et effectuer un travail continu parmi eux.

Pourrais-tu nous parler des problèmes qu'il y a eu avec le groupe de jeunes turcs lors de

la mobilisation contre la Deutsche Liga' le 9 juin à Cologne ? Est-ce qu'il était juste d'écarter ce groupe ?

Il m'a semblé très important d'exclure ce groupe de la manifestation de l'Antifa. Et en voici la raison : il y avait, dans ce groupe, quelques Loups gris bien organisés qui avaient excité les jeunes, si bien qu'on commençait à entendre des slogans comme «Turquie, Turquie», «La Turquie aux Turcs», «Mort aux Kurdes» et d'autres du même genre.

Bien que quelques personnes aient discuté avec ces jeunes et aient essayé d'expliquer à quoi ce drapeau avec l'étoile et le croissant de lune correspondait en Turquie (il symbolise le génocide des Kurdes et la terreur fasciste), les jeunes n'ont pas voulu baisser les drapeaux et ont provoqué les Antifas, puisqu'ils portaient le symbole des Loups gris. Il m'a donc semblé politiquement juste de les exclure. Mais je pense que nous devrions essayer de prendre contact avec ceux qui n'appartiennent pas aux Loups gris.

Les organisations turques de gauche ont adopté un autre comportement. Ils disent que ce sont des fascistes, qu'ils doivent les combattre et qu'ils n'ont rien à faire avec eux.

Voici ce que pense la gauche turque de ce qui s'est passé à Solingen, de cette radicalité spontanée des jeunes, et plus tard de l'arrivée là-dessus des Loups gris. Tous ceux qui portent des drapeaux turcs sont

pour eux des fascistes. Mais en disant ça, ils les jettent dans les bras des fascistes. Je pense que c'est une faute politique. Je pense qu'ici à Cologne, le 9 juin et lors des cérémonies de deuil, il y avait aussi des jeunes de familles démocratiques et kurdes qui se sont identifiés à ce drapeau. Cette attaque (à Solingen) était dirigée contre des Turcs. Et, bien sûr, les jeunes ne savent pas comment se défendre contre des attaques racistes. La seule chose qui les rassemble, c'est ce drapeau. C'est aussi la politique du gouvernement turc. Ce que la troisième génération a perdu ici en sentiment national, il essaie de le lui donner avec ce drapeau. Si la gauche turque réagit ainsi et colle une étiquette de fasciste à tous ceux qui portent le drapeau, je pense qu'elle en viendra finalement à s'isoler.

Comment réagissent les organisations kurdes ?

Après Solingen, la presse allemande et la presse turque ont raconté que les émeutes avaient été menées par des Kurdes ; les combats entre fascistes et gauchistes ont été transformés en combats entre Turcs et Kurdes. Là-dessus, le ERNK² a fait un tract dans lequel il condamnait les meurtres de Solingen mais expliquait qu'il voulait se tenir loin des actions, parce que des fascistes turcs participaient à beaucoup d'actions et de manifs antiracistes.

Quelques Kurdes pensent que les services secrets turcs ont pris part aux meurtres de Solingen pour conquérir les immigrés de RFA et combattre la lutte de

libération nationale au Kurdistan.

Il y avait quelques Kurdes aux manifs, mais les organisations kurdes ne sont pas venues.

Beaucoup de Kurdes ont même été menacés par des fascistes turcs, quelques appartements, locaux et associations ont été attaqués par des fascistes turcs, des Kurdes ont été tabassés dans la rue, d'autres ont reçu des lettres de menaces.

Penses-tu que ce soit un hasard si la cérémonie funèbre pour les victimes de Solingen a eu lieu à la Mosquée de Ditib (c'est une mosquée fondamentaliste) ?

Ça pourrait être un hasard. Mais je ne le pense pas, car selon certaines informations, la famille Genç, de Solingen, y a été contrainte par un imam qui insistait pour que cela ait lieu à Cologne.

Il est possible qu'ils aient voulu le faire à Cologne pour renforcer les sentiments nationaux et religieux des gens. Et aussi pour montrer que des milliers de Musulmans peuvent prier ensemble, qu'ils peuvent être des dizaines de milliers et qu'ils constituent une communauté soudée.

Quels sont les principaux buts des Loups gris en RFA ?

On ne peut rien affirmer. On peut seulement spéculer. Je pense qu'en premier lieu, ils veulent diffuser leur idéologie parmi les immigrés de nationalité turque et construire de bonnes relations avec les fascistes allemands, afin de devenir un pouvoir plus fort en Turquie et d'avoir voix au chapitre dans l'avancée fasciste européenne et internationale.

Ensuite, et je l'ai déjà souligné, ils veulent renforcer le sentiment national des jeunes afin qu'ils progressent dans leur projet : «la Grande Turquie», des Balkans jusqu'à l'Asie mineure.

On a entendu parler d'une collaboration entre le FAP et les Loups gris. Que sais-tu de ça ?

Ça s'est passé en 1992, avant l'affaire de Mölln ; le président des Loups gris, Turkesh, est venu en Allemagne. Ils voulaient organiser une rencontre à Duisbourg pour sa visite, afin de propager les thèses de la «Grande Turquie».

Pour cela, ils ont pris contact avec le FAP, qui a loué pour eux une salle à Duisbourg, sous pré-

texte de tenir un meeting pour la «Solidarité avec le Kurdistan». En 1992, il y avait en effet un soulèvement populaire au Kurdistan, à Cîsre et à Cîrnak, et en RFA, il y avait beaucoup d'actions menées pour le Kurdistan, des actions de solidarité venant des Kurdes, des Turcs ou des Allemands.

Le PAP a donc loué la salle sous ce prétexte, et a ensuite demandé la protection de l'État, c'est-à-dire des flics, parce que la rencontre risquait d'être attaquée par les fascistes turcs !

Mais il s'est créé à Duisbourg une très forte alliance antifasciste, allant des autonomes jusqu'à la gauche turque et kurde, afin d'empêcher cette rencontre de fascistes turcs. La rencontre fut finalement interdite par la ville qui avait compris qu'il ne s'agissait pas de Kurdes, mais de fascistes allemands et turcs.

Il y a encore d'autres choses à dire sur les relations existant entre le FAP, le Nationale Front (NF), la Deutsche Liga (DL) et les Loups gris (Bozkurt en turc ; Boz veut dire gris et kurt loup). Je dis exprès Bozkurt afin que les gens sachent à quoi s'en tenir s'ils lisent ce mot sur des affiches, tracts, etc. Ils n'écriront jamais Loups gris sur les affiches, seulement Bozkurt ou «Ulusal Gençlik» ou alors «Hür Gençlik» (Jeunesse nationale ou Jeunesse libre).

La scène fasciste turque est bien informée sur les associations

turques et kurdes de gauche. Ils peuvent à tout moment, si l'occasion s'en présente, préparer des actions et comme les Anti-antifas ou les néo-nazis, déclencher des incendies.

Et, contrairement aux fachos, la gauche turque est relativement faible dans ce domaine. Ils ne connaissent absolument pas leur ennemi. Bien sûr, ils combattent le fascisme, le capital, l'impérialisme ; mais lorsqu'on passe à la pratique, ils ne savent plus où est l'ennemi.

La gauche kurde, il faut la mettre un peu à part, car ils savent parfaitement où les fascistes turcs s'organisent.

Nous pensons que pendant les manifestations et les actions qui ont suivi les meurtres de Solingen, une nouvelle conscience de l'immigré en RFA s'est exprimée, à savoir que les immigrés ne regardent pas la terreur fasciste progresser sans réagir. Que peux-tu en dire ?

Pour nous aussi, cette évolution est assez positive. Nos parents, qui sont venus ici pendant les années 1960 ou 1970, qui se présentaient eux-mêmes comme des travailleurs immigrés, disaient que nous ne devons pas nous élever contre l'État allemand ou contre la population allemande, que nous ne devons pas nous défendre. Nous devons tout accepter, comme eux-mêmes l'avaient fait.

La nouvelle génération, c'est-à-

dire la troisième et aussi la quatrième, a compris à la fin des années 1980, c'est-à-dire avec la chute du Mur, que les immigrés devaient s'organiser, résister et se défendre contre le fascisme et le racisme — qu'il vienne de l'État ou de l'individu. Lors des derniers événements, c'est-à-dire Mölln et Solingen, on a vu que beaucoup de gens étaient frustrés et en voulaient à l'État pour tout ce qui leur arrive, parce qu'on les traite comme des moins que rien ; et que finalement, ils en avaient marre d'être traités ainsi, et qu'ils avaient compris qu'ils devaient s'organiser.

Mais je pense qu'il y a un danger : que les Loups gris utilisent à nouveau cette révolte, ce réveil des immigrés.

Ce que nous, en tant qu'immigrés, pouvons faire après de telles attaques, c'est de mieux nous organiser, de nous donner des buts à atteindre, d'organiser des groupes de protections dans les quartiers. Il y en a déjà dans différentes villes : ce sont des groupes antifascistes et indépendants qui sont dans les rues tous les soirs et tous les week-ends, qui surveillent ce qui se passe dans les quartiers et qui réagissent vite. Je pense qu'on en est arrivé à un point tel que chaque quartier doit avoir son groupe de protection pour défendre le quartier contre des attaques racistes, fascistes et sexistes.

Et nous devons aussi essayer de réunir ces groupes, afin d'avoir

un groupe de coordination pour que la résistance soit plus visible.

Mais il y a un autre danger. Après Solingen et Mölln, beaucoup de jeunes ont agi d'une façon émotionnelle, comme pris d'une colère aveugle. Ils ont enfin compris que la vie n'était pas si facile ici, qu'ils devaient d'une façon ou d'une autre s'armer. Mais quand les attaques fascistes ne feront plus la une des journaux, la radicalité des jeunes risque de disparaître automatiquement.

C'est pour ça que nous, immigrés antifascistes organisés, devons effectuer un travail politique parmi ces jeunes-là. Nous devons nous rencontrer, faire des fêtes, des réunions, des concerts, des choses comme ça, afin de rester en contact. Nous devons montrer que ces attaques n'ont pas seulement été le fait de quelques jeunes éméchés, mais de fascistes organisés, soutenus par des politiciens, que ces attaques s'apparentent à la politique du gouvernement. Le fait que ces attaques et ces meurtres aient eu lieu tout de suite après l'abrogation du droit d'asile montre comme nazis et politiciens travaillent bien ensemble.

Agitatore Bene, c/o AL, Bobstraße 6, 50676 Köln

1 Deutsche Liga für Volk und Heimat, ligue allemande pour le peuple et la patrie, voir p. 19.
2 Organisation kurde.



Péril brun en terre noire

Le vent du changement souffle actuellement en Afrique du Sud. Alors que les réformes gouvernementales concernant le droit de vote des Noirs et les élections multiraciales s'accroissent, alors que l'ANC se prépare à prendre le pouvoir, un autre vent menace de causer un orage important. L'extrême droite sud-africaine se prépare à une guerre raciale.

Ces six derniers mois, on a souvent parlé de cette extrême droite dans les journaux, car on découvre de plus en plus d'informations relatives à leurs projets, qui sont entre autres d'éviter que la population blanche ne perde le contrôle de la société la plus raciste du monde.

Out a commencé en avril, avec le meurtre d'un officier de l'ANC, Chris Hani. L'assassin a été rapidement arrêté, mais on a bientôt su que Janusz Walus, un immigré polonais membre du Afrikaner Weerstandsbeweging (AWB), le parti fasciste le plus célèbre d'Afrique du Sud, n'était qu'un pion dans l'affaire. Quelques jours plus tard, la police a démasqué un complot fomenté par le parti conservateur sud-africain (SACP) visant à tuer Hani et dont Walus était l'instrument. La police a arrêté Clive Derby-Lewis, le second du SACP, sa femme Gaye et trois autres personnes.

Le SACP, qui apparaît a priori comme un parti conservateur tout à fait normal, est en réalité le côté respectable de l'extrême droite. Il a beaucoup de liens avec des groupes fascistes européens, dont le Front national. Ainsi, Derby-Lewis a rencontré Jean-Marie Le Pen en 1990 lors d'un meeting organisé par le groupe anglais Western Goals¹. Plus récemment, le leader du SACP, Andries Treurnicht, et Derby-Lewis sont allés en France pour participer à un meeting du FN. Western Goals a rencontré des fascistes sud-africains à maintes reprises. En 1989, un meeting se déroula à Londres avec Treurnicht, alors que Derby-Lewis lui-même assistait à une réunion organisée par Western Goals, où se trouvait une certaine frange du parti conservateur britannique. En 1990, Derby-Lewis parla à la chambre des Lords anglaise lors d'une réunion de la commission des affaires étrangères au Monday Club, puis après, à une autre réunion comprenant au moins deux parlementaires Tories et un historien de l'aile droite, le

comte Nicolai Tolstoy. La nouvelle de l'arrestation de Derby-Lewis provoqua un vent de panique dans les rangs du parti conservateur britannique, à qui on demanda de clarifier ses liens avec le SACP.

Derby-Lewis est aussi lié à David Irving, l'historien révisionniste, de même qu'au WACL, par le biais de Western Goals, de Tolstoy qui en a été membre, et d'une organisation qui s'appelle la fondation Stallard. La fondation Stallard a été créée par Derby-Lewis et sa femme Gaye, et elle se décrit comme étant «un forum pour les penseurs conservateurs». Elle porte le nom du colonel Frederick Stallard, qui a été l'un des hommes clés du développement de l'apartheid en Afrique du Sud. La fondation Stallard est aussi affiliée à Western Goals.

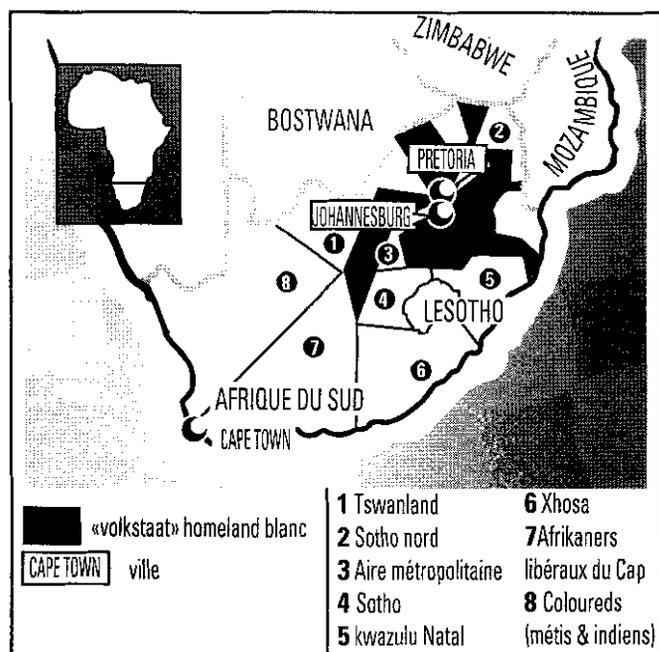
La découverte du complot visant à l'assassinat d'Hani a causé un grand choc dans la société sud-africaine. À l'intérieur-même du SACP, le choc a été tel que Treurnicht, leur chef, est mort à la suite d'une crise cardiaque, quelques jours à peine après que la nouvelle eut été rendue publique. Depuis, Ferdi Hartzenberg a remplacé Treurnicht à son poste de leader : c'est un tenant d'une droite dure, qui a déjà commencé à entraîner le SACP vers une ligne politique plus dure. Hartzenberg est connu comme étant le «lion du nord», à cause de sa rhétorique militante. En juillet, Hartzenberg a annoncé que le SACP se retirait des négociations multipartites qui visent à réviser la constitution sud-africaine, affirmant haut et fort que ces négociations allaient à l'encontre des intérêts des Afrikaners. La police a démasqué un peu plus tard un

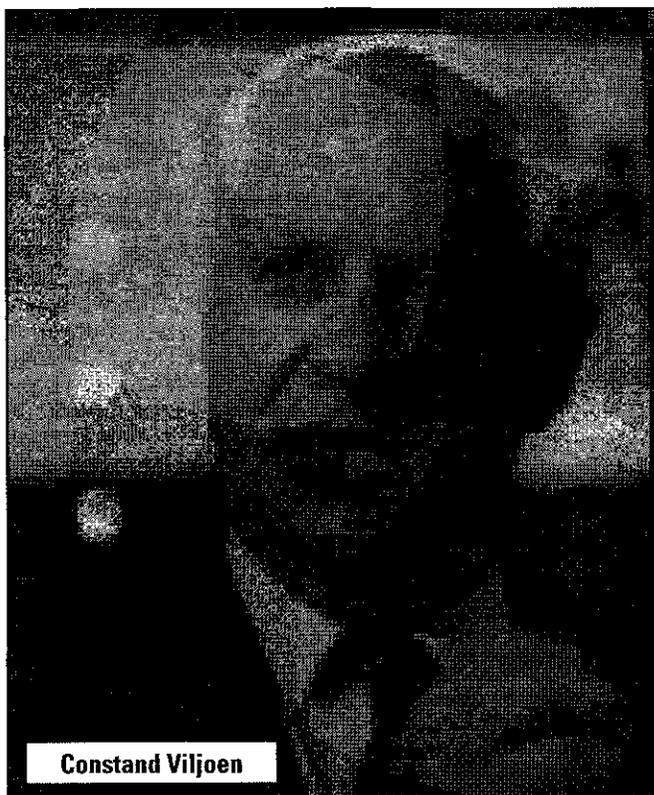
second complot visant à assassiner un membre de l'ANC, Joe Slovo.

Arthur Kemp, qui, lui aussi, est un haut membre du SACP, a révélé avoir des liens avec les néo-nazis allemands. Kemp, qui a été également arrêté, est soupçonné d'avoir été l'un des organisateurs du complot et semble avoir conservé les «meilleures relations» avec un magazine allemand d'extrême droite, *Nation und Europa*. Ce magazine a été fondé peu après la guerre par un ancien officier SS, Arthur Erhardt, et rapidement, il est devenu un point de contact important entre nazis et fascistes d'Europe de l'Ouest et d'ailleurs. Kemp a écrit de nombreux articles pour cette revue en 1990. De plus, en 1992, il a été à Coburg (Allemagne de l'Ouest), là où se trouve le siège de *Nation und Europa*, et, lors d'un meeting réunissant 100

personnes, il a appelé à commettre des actes de violences à l'encontre des Noirs sud-africains.

Et maintenant, un groupe appelé «World Preservatist Movement», qui s'appelait autrefois la ligue pour l'apartheid dans le monde, a annoncé qu'il allait s'occuper de la défense judiciaire de Janusz Walus. Le «World Preservatist Movement» a des liens avec des organisations fascistes de tous pays. Peu de temps après, on a évoqué l'hypothèse qu'il avait aussi des liens avec le mouvement zoulou, l'Inkhata. Un membre de l'Inkhata, Victor Kheswa, est mort dans un commissariat de police, après avoir été arrêté pour sa participation au massacre de 19 habitants du township de Vaal. L'ANC a suggéré que Kheswa avait été tué par une police entièrement aux ordres de ce que l'on appelle la «troisième force», mouvement





Constand Viljoen

qui conspire pour saper le processus de paix. L'implication est que Kheswa était membre de cette «troisième force».

Depuis le meurtre de Hani, l'AWB s'est placé au premier rang. Profitant de la peur qu'ont les Blancs de ce qui pourrait leur arriver une fois que l'ANC aura pris le pouvoir, il a cherché à promouvoir leur désir d'avoir un État blanc dans l'État. Mais l'AWB souffre d'un problème d'image. Le parti est clairement un parti fasciste : leur symbole est une croix gammée noire à trois pieds sur fond blanc et rouge, ce qui n'est pas sans rappeler le drapeau de l'Allemagne nazie. Son chef, Eugène Terreblanche, est un homme à la voix grave, avide de pouvoir et de suprématie blanche, et que l'on a souvent décrit comme étant un pitre. Bref, ce n'est pas le genre de personne que l'on peut considérer comme un prétendant sérieux à la place de président d'un pays nationaliste blanc.

À cause de cela, mais aussi parce que les autres partis d'extrême droite sont trop petits pour prendre le pouvoir à eux seuls, ces groupes et l'AWB ont donné naissance à une coalition nommée Afrikaner Volksfront. Elle est dirigée par le général Constand Viljoen, qui fut l'un des chefs de l'armée sud-africaine.

Viljoen a un caractère intéressant. Alors que ses positions politiques le placent à l'extrême droite conservatrice, il a accepté

qu'on libère Nelson Mandela. En mai de cette année, il a dit qu'à la guerre, il préférerait pour le moment les négociations avec le gouvernement. Le frère jumeau de Viljoen, Abraham, est membre de l'ANC, alors que le premier considère que l'organisation est aux mains des communistes. L'opinion de Viljoen sur l'ANC confine à la paranoïa, évoquant des images de guerre froide et de conspiration.

L'Afrikaner Volksfront souhaite la création d'un État blanc indépendant à l'intérieur de la nouvelle Afrique du Sud. Ils ont publié une carte du «Volksstaat» qu'ils désirent : cette carte représente une série de territoires se trouvant tout autour de la capitale, Pretoria, plus un couloir de terre donnant accès à la mer. Cette carte se base sur les circonscriptions électorales détenues par le SACP, le groupe le plus important de l'Afrikaner Volksfront ; elle est présentée comme une simple proposition négociable.

Viljoen n'est qu'un des membres de la commission des généraux, créée récemment pour combattre le pouvoir noir. Cette commission comprend entre autres : le général Lothar Neethling, orphelin dont les parents étaient des nazis allemands, amené en Afrique du Sud après la guerre, dans le cadre d'un programme dirigé par des sympathisants sud-africains du Troisième Reich. Récemment, la presse sud-africaine l'a accusé de four-

nir du poison à certains policiers pour qu'ils assassinent des militants de l'ANC ; le lieutenant-général Cobus Visser, ancien dirigeant du service des investigations criminelles d'Afrique du Sud, est membre d'un groupe d'extrême droite paramilitaire, le Boerekommando de Pretoria ; le lieutenant-général Koos Bischoff, auparavant chef militaire, est devenu récemment le président du «conseil de la liberté» du SACP, conseil créé pour mobiliser les supporteurs de la cause extrémiste ; enfin, le général Tienie Groenewald, ancien dirigeant militaire ayant trempé dans des affaires sombres liées au souhait d'avoir un État blanc indépendant. On croit qu'il a agi en tant que conseiller du Cosag (pour les affaires sud-africaines) : c'est une alliance entre la droite blanche et les gouvernements des homelands blancs. La commission des généraux a déclaré pouvoir réunir 500 000 personnes prêtes à se battre pour défendre la proposition d'un État blanc. Groenewald croit que les forces de sécurité, blanches, n'oseront pas agir contre des Blancs. Les 500 000 combattants annoncés viendraient de ces Blancs qui ont fait leur service militaire et qui sont toujours passibles d'un rappel. Ces hommes n'auraient pas besoin d'entraînement et constitueraient la plus grande armée privée d'Afrique du Sud, si le général Groenewald dit vrai.

Début mai, la commission des généraux a tenu un sommet à Pretoria dans l'intention de conduire encore plus loin l'unité de la droite. Étaient présents : Ferdi Hartzenberg ; Andries Beyer, le chef de l'Afrikaner Volksunie, branche modérée du SACP ; Carel Boshoff, l'un des plus anciens militants pour un pays afrikaner ; et Servas de Wet, commandant d'un groupe paramilitaire de l'AWB. Cette réunion a marqué le lancement de l'Afrikaner Volksfront.

Peu avant que le Volksfront publie sa carte proposant un homeland blanc, des néo-nazis ont perturbé les activités du palais des congrès de Johannesburg, où avaient lieu les négociations multi-partites sur la nouvelle constitution. Utilisant une voiture blindée, ils ont foncé dans la porte en verre de l'immeuble et ont traversé la salle de négociations. L'attaque a été menée par un groupe échappé d'une manifestation conduite par le Général Viljoen ; les membres de ce groupe appartenaient à l'AWB et portaient des

masques, des uniformes et des armes. La police est restée en retrait et a attendu deux heures avant d'intervenir. Ferdi Hartzenberg était debout et fumait une cigarette pendant que l'attaque avait lieu. Peu de temps après, le gouvernement accusa le SACP, lui reprochant de n'avoir rien fait pour arrêter cette violence, et même Viljoen a semblé gêné devant cette action si violente et si apparente de ses camarades néo-nazis.

Cette démonstration de force est à relier au point suivant : malgré le récent référendum, où la majorité des Blancs a accepté de réformer le système de l'apartheid, beaucoup de Blancs restent opposés à ce que le pouvoir noir domine. Ces opposants rassemblent une grande proportion de racistes et de fascistes, mais aussi un nombre significatif de gens effrayés par le futur et qui sont utilisés par les fascistes dans leur guerre de propagande. Les membres de l'AWB et les autres petits groupes qui ont troublé le palais des congrès ont agi ainsi parce qu'ils sont entièrement opposés à toute négociation avec la population noire majoritaire, et parce qu'ils veulent revenir au «bon vieux temps» d'un régime d'apartheid très strict.

Plusieurs jours plus tard, la police a arrêté 21 membres de l'AWB. Aucun n'a été identifié, mais il est sûr que Terreblanche ne se trouvait pas parmi eux. En même temps, la police a pu photographier quatre personnes qu'elle recherchait, dont un immigré anglais, Keith Conroy, qui est un personnage clé de l'AWB et membre de l'Iron Guard, troupe d'élite de ce mouvement. Conroy avait déjà été photographié alors qu'il était le garde du corps armé de Terreblanche. On a rapporté récemment l'une de ses paroles : «On peut comparer l'Iron Guard aux SS de Hitler et elle peut se mobiliser dès demain s'il le faut. Avec le Wenkommando (une aile paramilitaire), elle est destinée à protéger les maisons, les femmes et les enfants le jour où la révolution se produira.»

Le 22 avril de cette année, quelques jours après le meurtre de Hani, on a annoncé la naissance d'une autre petite coalition entre droite modérée et extrême droite : le Volksaksiefront, comprenant l'AWB, le parti du Boerestaat, le Boere Weerstandsbeweging (BWB), et les Loups blancs. Ce parti a été constitué dans le but de lutter contre le pouvoir noir et de pré-

server la suprématie blanche. Les deux partis, le Boerestaat et les Loups blancs, ne comptent pas plus de vingt adhérents chacun.

De tous les partis d'extrême droite sud-africains, seul l'AWB est capable d'organiser une espèce d'insurrection armée. On admet couramment que ce mouvement compte 34 000 membres, dont 10 000 pour le Wenkommando et l'Iron Guard. Cependant, si les 500 000 soldats annoncés par la commission des généraux ont une existence effective, on peut craindre alors une véritable guerre civile entre Blancs et Noirs.

Une traduction significative de tout cela dans la réalité est que l'armée sud-africaine a récemment admis que des fermiers blancs s'armaient en ce moment. Des armes sophistiquées sont en effet distribuées par le biais du système des «commandos». L'armée a justifié cette action en expliquant que c'était une mesure de légitime défense de la part des fermiers blancs, après une récente vague d'attaques menées par des militants noirs. La distribution des fusils a été immédiatement suivie par les appels du général Viljoen invi-

tant les Blancs à prendre les armes et à rejoindre les commandos.

Le système des commandos remonte au XVII^e siècle. Originellement, c'étaient des milices locales qui devinrent célèbres lors de la guerre des Boers. Après l'union en 1912, ils devinrent des «soldats de la garde». Aujourd'hui, on estime qu'il y a 140 000 commandos et qu'ils représentent la plus grande partie de ce qui est militaire en Afrique du Sud (il y a une armée de 36 000 soldats.)

L'armée a confirmé qu'il y avait un trafic d'armes du côté du Cap est, mais on sait aujourd'hui que les armes sont distribuées à travers tout le pays. Les fermiers et leurs femmes ont été invités par l'armée à en profiter et ils reçoivent des pistolets R1 et R4, qui sont les armes habituellement utilisées par l'armée sud-africaine. Quelques femmes ont été équipées de fusils Uzis. Mais les nouvelles recrues ont reçu peu ou pas d'armes d'entraînement.

Alors que l'armée explique que l'appel de Viljoen invitant les Blancs à rejoindre les commandos n'a été qu'une coïncidence, il paraît cependant évident qu'il y a toujours des contacts à un

haut niveau entre les dirigeants de l'armée et Viljoen lui-même ; et les tentatives de construction d'une nouvelle «armée boer» sont orchestrées de très haut. L'Afrikaner Volksfront estime pouvoir mobiliser 10 000 hommes grâce au système de commandos. Ce chiffre, si on lui ajoute les 500 000 soldats potentiels annoncés par la commission des généraux, plus les 10 000 des troupes du commando privé de Terreblanche, le Wenkommando, et l'Iron Guard, atteint un total de 520 000 personnes prêtes à se battre pour une guerre raciale, contre le pouvoir noir en Afrique du Sud. Les élections multiraciales sont prévues pour le mois d'avril de l'année prochaine, et un haut-officier de l'AWB a demandé en août 1993 au Wenkommando de se préparer pendant les six à neuf mois à venir à une guerre éventuelle. Nul n'a besoin d'être Einstein pour deviner que l'AWB a l'intention de mener des actions de représailles à l'encontre des Noirs lors des élections.

En effet, si l'extrême droite sud-africaine a, et à de nombreuses reprises depuis plusieurs années, menacé de déclencher une

guerre pour défendre le pouvoir blanc, elle n'a encore jamais mis sa menace à exécution. Mais aujourd'hui, l'atmosphère du pays est différente et les enjeux sont plus importants. Les changements politiques, authentiques, au moment où le pays démantèle l'apartheid, signifient une période de transition difficile pour l'Afrique du Sud, alors que le pays avance vers la démocratie. Les modifications des structures de l'extrême droite, avec la formation de la commission des généraux, de l'Afrikaner Volksfront et du Volksaksiefront, marquent une nouvelle étape dans l'unité entre les fascistes. Peut-être que, pour la première fois, ce n'est pas une menace en l'air.

Une guerre civile entre Noirs et Blancs en Afrique du Sud ne connaîtrait pas, cette fois-ci, de vainqueur, mais seulement des millions de morts. Et ce serait le pire qui pourrait advenir. ■

1 Voir *Réflexes* n°36. Derby-Lewis était un vice-président de Western Goals, mais l'organisation est aujourd'hui dissoute et s'est reformée sous le nom de «Revolutionary Conservative Caucus»



Fondé en 1973 par Terreblanche, l'AWB est à l'origine une organisation culturelle. Compromis dans d'obscures affaires de terrorisme, accusé de possession illégale d'armes et d'explosifs, son leader est condamné en 1983 à deux ans de prison ferme. En mai 1990, l'AWB franchit un pas supplémentaire. L'apartheid étant officiellement abandonné (même si dans les faits, les changements sont minimes), l'AWB se mue d'une organisation culturelle en un parti politique ouvertement raciste, et se dote d'une véritable armée de volontaires.

Forte de 34 000 membres selon le parti (plus vraisemblablement 10 000 à 15 000), la branche armée de l'AWB se répartit en deux groupes. D'un côté les Venkomandos (commandos de la victoire) : habillés de kaki, portant sur leur manche l'insigne de l'AWB, ils suivent en famille

tous les week-ends un entraînement militaire approfondi (courses, tir...) dans des camps privés. Les Venkomandos comprennent en leur sein plus de 2000 femmes et de nombreux jeunes (12-16 ans) initiés au tir dès l'âge de 14 ans. De l'autre côté, l'unité d'élite de l'AWB, l'Ystergarde (Garde de Fer), qui fait figure de véritable armée de métier. Toujours masqués (par peur des représailles), ses membres sont le plus souvent issus de l'armée ou de la police : nombre d'entre eux ont participé à la guerre d'Angola.

Extrêmement entraînée, prête à une action armée et structurée, elle compte de nombreuses compagnies montées, motorisées et équipées de chiens. À défaut de se cacher, l'AWB s'exhibe. Tolérée par les autorités, elle défile chaque année à Pretoria (seule ville d'Afrique du Sud majoritairement blanche).

Tous les 16 décembre, date anniversaire de la bataille de Bloodriver (1888) qui mettait fin aux velléités zoulous, l'AWB, fleuron de la conscience boer, défile fièrement, Ystergarde en tête. Ironie du sort, le 16 décembre (1950) est également la date de création du MK, la branche armée de l'ANC. Exhibition impressionnante, qui nous plonge 50 ans en arrière ; imaginez défilant au pas de l'oie dans vos rues, une armée de 10 000 SS (hommes, femmes et enfants), la haine de l'autre sur le visage, armes au poing, protégés par un service d'ordre qui ferait pâlir d'envie le PNFE.

Face à la trahison du Parti national (PN) de De Klerk, qui s'abaisse à négocier avec les Noirs, Terreblanche promet à ses acolytes un retour pur et dur à l'âge d'or de l'apartheid.

Son programme politique : créer un État-Nation afrikaner englobant le Transvaal, l'Orange Free State, le Nord du Natal, en deux mots les deux tiers de l'Afrique du Sud actuelle, et les terres les plus riches. Dans ce nouvel État, les Noirs, les Métis (colored) n'auraient aucun droit, mais seraient tolérés comme bonne,

boy ou jardinier (tâches ingrates indignes du «peuple élu de Dieu»).

Profondément raciste, l'AWB s'attaque aussi aux english-speaking, entendez les descendants britanniques. Dans son Afrique du Sud, Terreblanche ne tolérerait pas que l'on parle une autre langue que l'afrikaner. Dès lors, les Blancs anglophones qui dans ce pays représentent une culture tout à fait à part, s'ils ne se soumettent pas, seront expulsés voire éliminés (répondant ainsi à une vieille haine latente datant de la guerre des Boers, 1877-1902). ■



Eugène Terreblanche

Banlieues anglaises



L'été 1981 a vu une explosion de révoltes dans les principales villes de Grande-Bretagne, c'était le premier signe que quelque chose clochait dans la politique de Thatcher, vis-à-vis des communautés ouvrières¹. Un par un, les quartiers de Brixton (Londres), Chapeltown (Leeds), Saint Pauls (Bristol), Moss Side (Manchester), Toxteth (Liverpool) s'embrasèrent et la colère des jeunes Noirs s'exprima contre la police et le gouvernement. Les jeunes Blancs furent rapides à se solidariser et à rejoindre dans les émeutes les jeunes Noirs.

Ensuite, ces communautés furent estomaquées quand elles réalisèrent l'énormité de ce qu'elles avaient fait, la force qu'elles avaient déclenchée. Le gouvernement et la police ne tardèrent pas à considérer les émeutiers comme une poignée de personnes, dirigées par des agitateurs extérieurs (comme les trotskistes du groupe Militant²), qui ont réagi à un des étés les plus chauds depuis des années. La réalité est en fait toute différente. Dans la plupart des cas, les émeutes ont commencé à la suite de persécutions policières contre la communauté noire.

Par exemple à Brixton, l'émeute a été causée par une attaque contre un jeune Noir à Railton Road, la soi-disant frontière du quartier, où l'on peut trouver les jeunes Noirs les plus militants mais aussi la marijuana. Tout est parti d'une opération de police Swamp 81 (Inondation 1981) qui était supposée enrayer le crime dans Brixton. En une semaine, la tension avait atteint des niveaux records avec les raids de la police jusque dans des appartements privés et l'arrestation de nombreux Noirs. La situation empira lorsqu'un policier vit un jeune Noir qui avait été poignardé courir vers lui et s'enfuir en le voyant. La police commença une chasse à l'homme et le jeune fut trouvé dans une voiture en route vers

l'hôpital. Ils arrêtaient la voiture et appelèrent une ambulance, mais la foule qui commençait à se rassembler crut que la police mettait en jeu la vie du jeune en arrêtant la voiture : la confrontation commença. Le lendemain, ce fut l'explosion quand la police, qui continuait son opération Swamp 81, rencontra un barrage de pierres et de bouteilles. Il lui fallut deux jours pour reprendre la situation en main.

Le rapport officiel sur l'émeute de Brixton conclut après coup que le chômage, la discrimination raciale, la pauvreté et le ressentiment vis-à-vis de la police ont été les principaux facteurs de l'émeute, couplés avec la presque universelle condamnation de la fameuse SUS³. Brixton était à l'image des autres quartiers. Ces émeutes étaient une réponse à la politique de Thatcher. Il y eu d'autres émeutes en 1985 et ensuite toutes les années suivantes, et elles ne furent pas toutes couvertes par les médias, le gouvernement ayant peur de l'extension de ces révoltes.

En quoi le thatcherisme est-il responsable de cette vague d'émeutes ?

Pour le comprendre, il nous faut repartir dans les années 1970 et examiner la situation avant que Thatcher arrive au pouvoir. Dans les années 1970, l'Angleterre vit une décennie d'agitation sociale où les gouvernements successifs sont incapables de contrôler les syndicats. En 1974, par exemple, la grève des mineurs entraîna la chute du gouvernement conservateur Heath. Elle fut suivie de milliers d'autres grèves animées par des syndicats militants qui utilisaient aussi les lois sociales en leur faveur comme arme. Pendant cette période, les principales industries manufacturières étaient touchées par des grèves, le pays était sur les genoux. Les char-

bonnages, l'automobile, les chemins de fer étaient en grève pour demander des salaires et conditions de travail meilleurs. Pendant cette période, l'économie anglaise était proche de l'effondrement (inflation importante et perte par la Grande-Bretagne de sa place de première puissance commerciale). La vague de grèves culmina en 1978-1979 pendant «l'hiver du mécontentement» quand il y eut tellement d'entreprises en grève que le gouvernement travailliste de Jim Callaghan perdit le contrôle de la situation et fut forcé de convoquer des élections générales. Les travaillistes perdirent et Thatcher prit les rênes du pays.

Margaret Thatcher arrive au pouvoir pour effectuer plusieurs tâches : réformer l'économie en utilisant les recettes monétaristes, casser le pouvoir des syndicats et enfin jouer la carte raciale. C'était un enjeu important à ce moment-là après une décennie d'immigration croissante venant des Antilles et du subcontinent indien. Dans les années 1970, le National Front joua sur les peurs populaires de l'immigration et gagna un soutien électoral croissant. En 1977, à des élections locales à Londres, ils obtiennent plus de 100 000 voix, ce qui, transposé au plan national, leur aurait donné près d'un million de voix et des sièges au Parlement britannique. Le National Front s'efforçait de présenter une image de lui-même respectable à l'électorat, mais l'Anti Nazi League montra la nature fasciste de ce parti et au moment des élections générales de 1979, le NF avait perdu⁴.

Cependant, l'écroulement du National Front ne peut pas être seulement mis au crédit de l'ANL. Thatcher avait déclaré dans une interview à la télévision en 1978 qu'elle comprenait les peurs du peuple d'être «envahi par une culture étrangère». Des électeurs potentiels du NF choisirent de voter pour

Thatcher, voyant qu'elle avait de meilleures chances de gagner les élections et croyant qu'elle allait arrêter l'immigration. Ces promesses furent un facteur important de sa victoire. Il est peu probable qu'elle aurait eu suffisamment de voix pour gagner sans cet apport de la partie la plus raciste de l'électorat.

Dans les cartons de Thatcher, il y avait une déclaration de guerre à la classe ouvrière, comportant un volet contre les syndicats. Pour elle, les militants syndicaux issus de la classe ouvrière avaient rançonné pendant dix ans le pays. Sa politique économique, le monétarisme, était clairement définie comme devant prendre aux pauvres pour donner aux riches. Sa promesse de réduire l'immigration s'attaquait aux communautés immigrées en Grande-Bretagne, qui appartiennent en grande partie à la classe ouvrière. Mais le plus important dans la politique de Thatcher est son programme social. Le thatcherisme, en quelques mots, était une expérimentation sur la société afin de changer les comportements sociaux, les normes sociales à travers une politique économique⁵. Sur ce terrain-là, elle a grandement réussi : les années 1980 virent l'avènement du yuppie et le retour à un individualisme forcené. Pendant dix ans, les attitudes sociales en Grande-Bretagne ont complètement changé, d'une société concernée par le sort des autres, croyant en l'État-providence, on est passé à une société intéressée par l'argent, l'individualisme et «la survie des plus aptes». Ces politiques destinées à changer la société britannique comportaient plusieurs mesures pour casser la classe ouvrière. Pendant ces années 1980, le Grande-Bretagne vit les coupes dans les budgets sociaux se multiplier (en particulier dans ceux destinés aux chômeurs et aux malades). Ces coupes budgétaires s'attaquent au National

Health Service⁶, envié à travers le monde : Thatcher préparait la privatisation du système de santé. La baisse des impôts très importante pour les hauts revenus permit à ceux-ci de s'enrichir, alors qu'elle ne fut que très faible pour les plus pauvres. Le contrôle gouvernemental sur les dépenses des municipalités introduit par de multiples lois obligea les autorités locales à diminuer les financements aux secteurs estimés les moins importants comme les bibliothèques, les services sociaux et les loisirs. L'Éducation fut elle aussi touchée, et le gouvernement voulut contrôler ce que les enfants apprenaient à l'école : les coupes budgétaires visaient à aggraver le système scolaire à deux niveaux. Les écoles publiques pour la classe ouvrière avec moins d'argent et moins d'équipement et les écoles privées pour les riches et les classes moyennes. Les politiques monétaristes créèrent une vague de chômage dans les industries manufacturières, particulièrement dans celles touchées par les privatisations, ce qui affecta les communautés ouvrières.

Ceci n'est qu'un instantané des choses qui changèrent sous Thatcher, mais le plus important est de se rappeler qu'aucun de ces changements ne fut brusque, mais très progressif et sur une longue période. Le gouvernement modifia petit à petit la structure sociale de la société britannique, et ces changements passèrent sans encombre. Cette expérience sociale a eu plusieurs effets. Premièrement, l'aggravation de la société duale entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas. Deuxièmement, la gauche traditionnelle s'écroula. Le Parti travailliste s'avéra être de plus en plus déconnecté de ses relais et soutiens traditionnels dans la classe ouvrière et il devint totalement incapable de gagner des élections. La gauche extraparlamentaire montra qu'elle était incapable de répondre d'une façon constructive et cohérente et se cantonna à des slogans creux. Ce n'est pas une coïncidence si l'on vit dans les années 1980 un intérêt croissant pour l'anarchisme se développer en Grande-Bretagne.

Les réponses à cette politique de Thatcher peuvent être divisées en deux groupes. La première réponse fut en fait de ne rien faire : pour beaucoup de ceux qui furent touchés par le thatcherisme, la lente réduction des droits sociaux a eu un effet anésthésiant qui les laissa désespérés

et incapables de rien faire. La deuxième réponse, qui apparut beaucoup plus tard, fut pour les communautés ouvrières de se battre ensemble ; c'est ce que nous verrons plus loin.

La première période du gouvernement Thatcher dura quatre ans, de 1979 à 1983. Après les émeutes de 1981, il était clair que l'expérience sociale était mauvaise : la population fut touchée par le chômage de longue durée et différentes formes de discriminations. À l'intérieur du gouvernement, plusieurs ministres se sentirent concernés par l'écroulement croissant de la société et Thatcher elle-même dut faire face à une importante opposition à l'intérieur du groupe parlementaire conservateur et dans son parti. Elle n'a sauvé sa carrière politique que grâce à la guerre des Falklands en 1982 qui déclencha une vague de patriotisme sans précédent à travers le pays. Dans la foulée de sa victoire sur l'Argen-



tine, elle gagna facilement les élections de 1983 avec une majorité encore plus confortable et son expérience sociale fut fermement confirmée.

À partir de ce moment-là, les attaques contre la classe ouvrière commencèrent sérieusement. La grève des mineurs de 1984-1985 fut le début de la fin du pouvoir syndical, et Thatcher défia délibérément les mineurs dans un combat qu'ils ne pouvaient gagner. En utilisant une législation antisyndicale draconienne elle écrasa, un par un, les syndicats de chaque grand secteur industriel. Cela fut suivi de coupes sauvages dans tous les secteurs publics : sécurité sociale, éducation, santé, budgets municipaux.

En 1987, lorsqu'elle gagna ses troisièmes élections consécutives, pour beaucoup, le choix était clair : couler ou nager sous le thatcherisme ; mais nombreux

étaient ceux qui n'avaient pas le choix, ils étaient destinés à couler. La plupart essayèrent de s'adapter à la nouvelle société qui émergeait, pensant qu'au moins ils survivraient d'une façon ou d'une autre jusqu'à ce que les choses changent. Mais la colère couvait sous une surface apparemment calme, une colère qui perçait sous forme d'émeutes locales ou de manifestations de protestation. Aucune n'eut beaucoup d'effet sur le gouvernement qui montrait clairement qu'il était peu disposé à écouter la population.

Les choses en étaient là en 1988, quand le gouvernement annonça l'introduction de la Community charge, appelée plus communément Poll Tax. La Poll Tax devait remplacer l'ancien système d'impôts locaux⁷. Un des buts du gouvernement à travers cette réforme était de contrôler les dépenses des autorités locales (particulièrement les municipalités travaillistes). La Poll Tax

qui représentait une vraie menace pour les libertés, et les conseils municipaux avaient de larges pouvoirs pour récolter toute information nécessaire sur un individu. Ces implications étaient énormes et de nombreuses personnes préféraient donc « disparaître » des registres électoraux, et perdre ainsi leur droit de vote. Le registre de la Poll Tax devait être un dispositif majeur de contrôle social car il devait garder la trace de tous les citoyens âgés de plus de 18 ans. L'injustice de la Poll Tax devient évidente si l'on compare deux quartiers du sud de Londres : dans le premier quartier, Lambeth, quartier de forte immigration, au taux de chômage élevé, et aux problèmes sociaux importants, dirigé par un conseil municipal travailliste, la Poll Tax était de 615 livres par personne⁸ alors qu'à Wandsworth, un quartier de classes moyennes dirigé par le parti conservateur, elle était de 140 livres⁹. En plus, les conservateurs avaient clairement annoncé que les conseils municipaux les plus dépensiers, ou ceux qui mettaient une Poll Tax trop forte, se verraient imposer une limite de dépenses¹⁰, ce qui les forçait à couper dans les services sociaux pour rester dans les limites budgétaires gouvernementales. Les premiers conseils municipaux qui furent ainsi limités étaient tous travaillistes.

Aujourd'hui, il semble incroyable que les conservateurs aient réellement cru qu'ils pourraient imposer cette taxe sans opposition. Un bref regard sur le passé aurait montré la stupidité de cette idée. La dernière fois que le gouvernement britannique a tenté d'introduire la Poll Tax en 1381, cela a entraîné une révolte dans tout le pays et le Roi a dû abandonner sa réforme. Plus récemment, un pays comme la Papouasie-Nouvelle Guinée qui avait imposé la Poll Tax, a aussi abandonné, incapable qu'il était de collecter l'impôt. En 1981, quand Thatcher parla pour la première fois de changer le système d'imposition, l'idée de la Poll Tax avait été évoquée puis écartée car jugée inapplicable. Mais la détermination de Thatcher de contrôler les municipalités travaillistes était telle qu'elle persévéra dans son idée. Pendant ce temps, la colère populaire contre cette taxe commençait à s'exprimer concrètement. En Écosse, où la Poll Tax fut introduite un an avant l'Angleterre et le Pays de Galles, les gens commencèrent à

former des groupes anti-Poll Tax¹¹. À peu près 95% de ces premiers groupes avaient été mis en place par des militants anarchistes. Le mouvement anarchiste fut le premier mouvement actif politiquement à avoir une analyse claire des implications de cette taxe et à proposer des solutions pour une opposition efficace. Dès le début, la base de l'opposition fut constituée des communautés ouvrières qui ne voulaient pas payer la Poll Tax, entre autres parce qu'elles ne pouvaient pas la payer. Le slogan «On ne peut pas payer, on ne paye pas» devint le principal mot d'ordre de la résistance à la Poll Tax. Plus tard, les classes moyennes qui elles pouvaient payer cet impôt mais ne le voulaient pas créèrent le slogan «On peut payer, mais on ne le fera pas». L'organisation des APTs¹² était très décentralisée. En pratique, quasiment tous les quartiers avaient une association locale, parfois chaque rue, car les gens ne faisaient pas confiance aux organisations politiques traditionnelles. Dans le cas du Parti travailliste, son opposition à la taxe se résumait ainsi : «Si vous votez pour nous aux prochaines élections et si nous arrivons au pouvoir, nous abolirons la Poll Tax». Les communautés ouvrières qui avaient depuis des années été trompées par le thatchérisme n'étaient plus prêtes à faire confiance à aucun politicien. La gauche extraparlamentaire voulut utiliser la lutte contre la Poll Tax comme une opportunité pour

recruter pour leurs organisations mais le stratagème fut vite découvert¹³. La principale force des APTs était d'informer la population de chaque quartier sur la taxe, son montant, ce qu'elle signifiait, comment s'organiser. Savoir que toute une rue refusait de payer était un formidable encouragement pour ceux qui n'étaient pas sûrs de s'en sortir s'ils ne payaient pas l'impôt. Des milliers de tracts ont été tirés, donnant toute l'information nécessaire, avec un poster autocollant à mettre à sa fenêtre afin que le voisinage connaisse la position de chacun sur cet impôt. Dans certains quartiers, toutes les maisons avaient ce poster. La campagne s'étendit rapidement, à partir de l'Écosse, et bénéficia d'une bonne couverture de presse (la plupart des journaux étaient opposés à cette taxe). En Angleterre et au Pays de Galles, les activistes anti-Poll Tax voyant ce qui se passait en Écosse, eurent le temps de se préparer à l'introduction de cet impôt dans le reste du pays. Les militants anarchistes engagés dans les associations locales anti-Poll Tax ont passé beaucoup de temps à voyager entre l'Angleterre et l'Écosse, échangeant informations, tracts et stratégies. Beaucoup d'idées du mouvement anti-Poll Tax étaient ingénieuses. En Écosse par exemple, la première tactique était d'inciter la population à remplir incorrectement les feuilles d'impôts et à poser le plus de questions possible afin de bloquer le système.

Cela marcha bien pendant un temps, jusqu'à ce que les militants réalisent que remplir le formulaire équivalait à donner aux autorités les noms et adresses pour recenser la population. En Angleterre, cette erreur fut évitée grâce aux Écossais, et à la place les gens perdaient leur formulaire.

Début 1987 en Écosse, la plupart des associations locales anti-Poll Tax commencèrent à se regrouper en unions régionales, les APTUs, permettant aux groupes de se coordonner, de partager informations et idées, de bénéficier de la puissance

du nombre. Le même niveau d'organisation se mit en place en Angleterre et au Pays de Galles, avec les unions locales et plus tard avec l'All Britain Poll Tax Federation¹⁴. Quand cette fédération fut formée, un problème majeur se posa : le groupe Militant, un groupe trotskiste qui avait discrètement infiltré ses membres dans des centaines d'associations locales anti-Poll Tax puis dans les unions régionales pour prendre le contrôle de la campagne, réussit à prendre 17 des 20 sièges du comité exécutif de la fédération lors de son premier congrès. La colère fut énorme ; beaucoup ont senti que Militant détournait la campagne vers ses buts politiques, ce qui se confirma plus tard. La stratégie de nombreuses associations locales fut d'ignorer la fédération et de continuer à travailler comme avant. En 1989, la Poll Tax était instaurée et tout le monde en Angleterre devait se faire enregistrer. En pratique, l'opposition était chaque jour plus grande, la plupart des gens qui ne s'inquiétaient pas avant, paniquèrent quand arrivèrent les premières feuilles d'impôts. Au plus fort de la campagne, il y avait des milliers d'associations locales à travers le pays, que de nombreuses personnes rejoignirent à ce moment-là. Beaucoup d'associations locales durent s'éclater en plusieurs groupes pour pouvoir continuer à travailler efficacement et maintenir une organisation décentralisée.

Depuis le début, la nature de la campagne était destinée à entreprendre la loi, et à utiliser la désobéissance civile. Les gens étaient déterminés à ne pas être enregistrés et à ne pas payer, ce qui est illégal. Ainsi, des millions de personnes enfreignirent la loi spontanément dans cette rébellion contre la Poll Tax. La fédération décida d'organiser une manifestation massive dans Londres pour que la population montre son désaccord. La date de la manifestation fut fixée au 31 mars 1990, le jour précédant l'introduction de la Poll Tax en Angleterre et au Pays de Galles. La semaine avant la manifestation, il y eut des milliers de petites manifestations à travers le pays où les gens protestaient devant les mairies la nuit de l'introduction de la taxe. Ces manifestations étaient significatives, car beaucoup d'entre elles prenaient place dans des quartiers contrôlés par le parti conservateur, et l'ampleur de la colère était évidente pour tous,

excepté le gouvernement. La Fédération estimait, en se trompant lourdement, à 50 000 le nombre de gens qui allaient participer à la manifestation nationale. En fait, il y eut près de 250 000 personnes venues de tout le pays. La manifestation partit d'un parc tranquille du sud de Londres, puis quand la moitié du cortège passa devant Downing street, le siège du premier ministre, quelques personnes décidèrent de s'asseoir dans la rue en protestation. La police répondit par la matraque, dégageant la rue en tirant les manifestants et en les repoussant derrière les barrières de protection. Des projectiles se mirent à voler vers la police et en quelques minutes la manifestation se transforma en émeute¹⁵. L'émeute se diffusa rapidement dans le centre de Londres : il y eut des batailles rangées avec la police et de nombreux magasins furent dévastés et pillés par colère. La plupart des cibles étaient sélectives : seuls les magasins vendant par exemple des fourrures ou des voitures de luxe furent attaqués. Car les années Thatcher avaient été les années de l'étalage de la richesse, narguant ceux qui n'avaient rien. Ce jour-là fut celui de la revanche. Dans le même genre, les gens s'attaquèrent aux vitrines des compagnies aériennes israéliennes et sud-africaines. De nombreuses personnes furent blessées par la police, certaines sérieusement. L'émeute continua pendant douze heures jusqu'à 3 ou 4 heures du matin. Le lendemain, la police annonça qu'elle avait arrêté plus de 300 personnes. Ce chiffre s'accrût plus tard après l'opération massive d'arrestations déclenchée par la police dans tout le pays. Le gouvernement bien entendu, et le parti travailliste ont été prompts à condamner les émeutiers, ils ont parlé d'une foule manipulée par une poignée de militants extrémistes. Le parti Militant qui contrôlait la fédération et les organisateurs de la manifestation indiquèrent qu'ils allaient enquêter sur les désordres et donner les noms des responsables à la police. Cette chasse aux sorcières fut largement condamnée par la majorité des associations locales, et le groupe Militant annula son plan.

Dans la semaine suivant cette émeute, des militants des associations locales qui avaient été arrêtés se rencontrèrent pour discuter des suites à donner. Il fut décidé de former un groupe



de soutien à tous les emprisonnés. Ce groupe Trafalgar Square Defendant's Campaign (TSDC) devint le principal centre d'activités des douze mois suivants pour les militants anti-Poll Tax. Des dizaines de milliers de francs furent réunis pour aider les prévenus et une recherche massive des preuves et des témoignages pour les disculper commença.

Pendant ce temps, des rassemblements pour brûler les feuilles d'impôts étaient organisés presque partout. De nombreuses personnes qui recevaient leurs feuilles d'impôts venaient les brûler publiquement devant les mairies. Ces activités de terrain continuèrent pendant plusieurs mois. S'ajoutèrent ensuite les manifestations devant les tribunaux qui voulaient poursuivre les premières personnes qui refusaient de payer la Poll Tax. Les tactiques de ces tribunaux étaient variées : dans certains cas, les manifestations étaient si importantes qu'elles obligeaient les tribunaux à annuler la séance. Ailleurs, les inculpés utilisaient un Mackenzie Friend¹⁶ afin de ralentir le tribunal et s'assurer qu'ils posaient les bonnes questions et donnaient les bonnes réponses aux juges. Souvent, c'était suffisant pour que la procédure s'arrête là. Dans certains cas, les conseils municipaux firent des erreurs techniques dans l'envoi des feuilles d'impôt et ils furent forcés de renvoyer plusieurs dizaines de milliers de feuilles d'impôts.

La fédération anti-Poll Tax décida d'organiser une nouvelle manifestation le 20 octobre 1990 à Londres. Celle-ci attira beaucoup moins de personnes, mais ce jour fut important pour deux raisons.

Premièrement parce que TSDC décida d'organiser ses propres manifestations, d'abord le matin devant l'un des principaux tribunaux où passaient la plupart des arrêtés du 31 mars, puis l'après-midi devant la prison de Brixton pour montrer sa solidarité envers les prisonniers de la Poll Tax. La seconde chose importante est que la manifestation devant la prison de Brixton se transforma en une nouvelle émeute. Il était clair pour les membres de TSDC qui fournissaient l'appui légal pendant la manifestation, que la police voulait sa revanche sur Trafalgar Square. À peu près 120 personnes furent arrêtées après qu'un piquet pacifique devant la prison fut brutalement attaqué

par la police anti-émeute¹⁷.

À ce moment-là, plus de 600 personnes avaient été arrêtées à la suite des différentes manifestations contre la Poll Tax et la plupart envoyées en prison. Il faudrait ajouter les personnes emprisonnées pour non-paiement de l'impôt. TSDC instaura un groupe de soutien aux prisonniers, qui prenait en charge chaque incarcéré, s'assurant qu'il avait une radio, des journaux, des lettres, de l'argent chaque mois. Ces associations locales anti-Poll Tax s'occupèrent de plus en plus d'aider les gens traduits en justice pour non-paiement. Il était évident à ce moment-là que la Poll Tax était inapplicable. L'esprit de cette révolte s'était étendu dans le pays, et à son maximum on a estimé à plus de 17 millions les gens qui n'avaient pas payé la taxe. Dans plusieurs quartiers, le taux de non-paiement était de plus de 95%. Ces quartiers étaient les quartiers les plus pauvres et les quartiers ouvriers. Un mois après l'émeute de la prison de Brixton, Margaret Thatcher fut forcée de démissionner à cause d'une bataille inattendue à l'intérieur du parti conservateur. Mais la vraie raison de la fronde dans le parti était la Poll Tax. De nombreux députés conservateurs se rebellaient de plus en plus à l'intérieur du parti sur cette question, car leurs administrés étaient touchés et ils avaient peur de perdre leur siège aux prochaines élections générales. Thatcher devait partir car c'était la seule solution pour se débarrasser de cette taxe. Six mois plus tard, le nouveau premier ministre, John Major, annonça l'abolition de la Poll Tax. Cette annonce fut faite quelques jours avant la troisième manifestation générale contre la Poll Tax, date qui coïncidait avec le premier anniversaire de l'émeute de Trafalgar Square. TSDC qui organisait cette manifestation décida de la transformer en parade de victoire. Mais ce n'était pas totalement fini, la Poll Tax ne devait être abolie qu'en 1993, ce qui signifiait qu'il y aurait encore deux ans de poursuites contre ceux qui ne payaient pas cet impôt. En plus, il restait encore quelques sérieux procès contre les émeutiers de Trafalgar Square¹⁸.

L'organisation Class War s'est beaucoup engagée dans le combat contre la Poll Tax, devenant au fur et à mesure l'un des groupes les plus actifs, fournissant une aide politique et pratique aux associations locales et

Statewatching the new Europe : a handbook on the European state

sous la direction de Tony Bunyan

C'est le premier manuel qui rassemble les différents problèmes qu'engendre le «nouvel État européen». Il décrit les nouvelles structures qui remplacent les groupes ad hoc sur l'immigration. Ces groupes se réunissent en secret et ont décidé des politiques communes pour toute la CEE. Ni les parlements nationaux, ni le Parlement européen, ni a fortiori les citoyens n'ont leur mot à dire.

• L'État européen

1- Trevi, Europol et le nouvel État européen

2- «L'Europe secrète»

• Polices et services de sécurité

3- Les dispositifs de police (pays par pays)

4- Les services de sécurité (pays par pays)

• Contrôle interne

5- Le problème nord-irlandais

6- Le Prevention of Terrorism Act et la nouvelle Europe

7- L'expérience de la République irlandaise

• Immigration, racisme et fascisme

8- La nouvelle Europe : immigration et asile

9- Conventions européennes et immigration

10- À l'intérieur de l'Europe raciste

Vous pouvez vous procurer ce livre en écrivant directement à Searchlight à :

**Statewatch Po Box 1516
London N16 0EW
Royaume Uni
tel 081-802-1882**

31

Paiement en francs, eurocheque, mandat international, chèque dans une banque française ou par carte bancaire.

Nous distribuons aussi ce livre contre 60 F frais d'envoi et d'emballage compris.

REFLEX 14 rue de Nanteuil 75015 Paris.

à TSDC. Après l'abolition de la taxe, Class War est restée impliquée et a mené des campagnes dans les communautés ouvrières sur ce même genre de thèmes. En effet, sur près de 17 millions de personnes, beaucoup avaient atteint le niveau où ne rien payer du tout devient envisageable. Pourquoi payer un loyer,

l'impôt sur le revenu, l'électricité ? Une partie de la population se rend compte du pouvoir du non-paiement.

Malheureusement, une année après l'abolition de la Poll Tax, le soutien des associations locales décrût, les gens se sentant concernés par d'autres problèmes. Beaucoup pensaient que

c'en était fini de la taxe, ce qui n'était pas vrai. La solidarité existant au moment de l'émeute de Trafalgar Square se dissipa. Mon sentiment personnel est que beaucoup de gens se sont soulevés pour marquer un point, puis ils ont eu le sentiment qu'ils avaient fait ce qu'ils pouvaient. L'élan était fini, chacun retourna à ses problèmes quotidiens.

Class War réussit cependant à construire sur l'énergie révélée par le combat contre la Poll Tax. Ses militants sont toujours énormément actifs dans les communautés ouvrières. Depuis, la situation ne s'est pas améliorée ; ces dernières années, il y a eu des centaines d'émeutes dans les cités, la plupart jamais mentionnées dans les journaux. Il y a toujours un grand mécontentement contre la société de classe de Major, la classe ouvrière est toujours pauvre et toujours opprimée par la classe dirigeante. Le combat continue, mais à un niveau beaucoup plus local. L'influence de Class War grandit au fur et à mesure que la division entre riches et pauvres s'agrandit dans la société britannique. Le nombre de personnes ayant perdu leurs illusions sur les politiciens s'est accru énormément. Certain se retrouvent

dans Class War parce qu'il ne veut pas contrôler la classe ouvrière comme les partis trotskistes.

La plupart des gens qui se sont investis dans la lutte contre la Poll Tax, ont gardé des liens entre eux après, par exemple ceux qui s'étaient impliqués dans TSDC. Une fois les procès terminés, ils ont décidé de former un groupe pour observer le comportement de la police dans les manifestations. Des militants de TSDC continuent le travail de soutien aux prisonniers. Pour beaucoup ce fut le moment de créer de nouveaux liens et d'avoir de nouvelles expériences et après la Poll Tax, personne ne voulait abandonner ce qu'ils y avaient gagné. ■

Louise Bernstein

1 Le terme de communautés ouvrières est la traduction du terme anglais «Working class communities» qui recouvre l'idée de quartiers ouvriers, de population ouvrière et de milieux ouvriers.

2 Militant est un groupe trotskiste présent à l'intérieur du parti travailliste.

3 La loi SUS était une vieille loi qui permettait à la police d'arrêter

n'importe qui soupçonné d'avoir commis un crime. En pratique, la police utilisait cette loi pour persécuter la communauté noire et en particulier les jeunes. Elle fut abolie au début des années 1980.

4 Pour plus de détails sur le National Front dans les années 1970, voir l'Europe en Chemise brune, Réflex, 1992.

5 One of us par Hugo Young, Londres, 1990, est la plus complète biographie de Thatcher au pouvoir ; ce livre contient des analyses détaillées de ses politiques, de leurs mises en pratique et des buts à long terme de Thatcher.

6 L'équivalent de l'Assistance publique.

7 L'ancien système d'impôts locaux était basé sur la valeur de la propriété. Il était variable pour chaque ville et les familles pauvres en étaient généralement exemptées. Ceux qui vivaient dans les maisons les plus chères payaient plus que ceux qui vivaient dans des habitations bon marché. Ce système n'était pas sans imperfections et certains s'en plaignaient, mais il était généralement considéré comme juste et gardait cette idée «d'État-providence» où les plus riches devaient contribuer à aider ceux qui l'étaient moins.

8 À peu près 6000 frs à l'époque.

9 Autour de 1400 frs de l'époque.

10 Appelée capping.

11 Anti Poll Tax groups en abrégé APTs.

12 Collectifs locaux anti-Poll Tax.

13 Voir plus loin la stratégie du groupe Militant.

14 Littéralement la Fédération anti-Poll Tax de toute la Grande-Bretagne.

15 Ce qui suit est un résumé de ce qui s'est passé ce jour-là. Pour plus de détails, on peut se reporter à la presse de l'époque et à Poll Tax Rebellion de Danny Burns publié par Attack et AK Press.

16 Un Mackenzie Friend est quelqu'un qui n'est pas avocat mais qui peut donner des conseils à un inculpé au tribunal. Mais il ne peut pas représenter son ami. Il peut être très utile pour quelqu'un qui ne peut pas se payer un avocat et souvent il est plus expert que juriste.

17 Pour plus de détails voir Danny Burns, Poll Tax Rebellion.

18 Ces derniers procès se sont presque tous terminés par des acquittements. TSDC avait plus de temps pour préparer la défense des inculpés que pour les premiers cas (dans les premiers procès, certains inculpés n'avaient pas pu obtenir son aide légale). En plus, le souvenir des dégâts de l'émeute était encore frais dans la tête des juges et des jurés, ce qui joua en défaveur des premiers inculpés.



Ouvrage à commander à
REFLEX
14, rue de Nanteuil 75015 Paris
Prix : 69 francs + 20 francs de port
Chèque à l'ordre de REFLEX

L'Europe en chemise brune

Néo-fascistes, néo-nazis, et national-populismes en Europe de l'Ouest depuis 1945.

Il est généralement admis que l'histoire ne se répète pas. Qu'elle bégaye seulement. Il se trouve que depuis plusieurs années elle bégaye atrocement.

La résurgence, dans toute l'Europe, d'une extrême droite active et revancharde a de quoi faire frissonner ceux qui ont connu le nazisme ou le régime de Pétain/Laval dans les deux zones de la France de la «Révolution nationale». Les témoins du franquisme ou du salazarisme, ceux qui ont connu le régime des colonels grecs, ne peuvent rester insensibles devant le retour en force des vieux démons et des crapules fascistes.[...]

En 1932, les onze millions d'Allemands qui glissaient dans l'urne un bulletin nazi ne votaient pas pour Auschwitz.

En 1993, les millions de Français qui votent Front national ne peuvent ignorer où peut conduire une politique d'exclusion, et leur prise de position est aggravante.

Nous sommes à nouveau en 1932 mais il est encore temps de modifier le cours de l'histoire...

Maurice Rajsfus, initiateur de l'appel des 250.

SEARCHLIGHT

THE INTERNATIONAL ANTI-FASCIST MONTHLY

Si vous voulez lire tous les mois *Searchlight* en VO vous pouvez :

- vous abonner : individus (24€), organisations (32€) à envoyer par mandat international ou Eurochèque à Searchlight 37B New Cavendish Street London WIM 8JR Grande-Bretagne (Chèque à l'ordre de Searchlight).
- acheter chaque mois *Searchlight* à Publico 145, rue Amelot 75011 Paris Métro République (20frs le numéro).
- ou commander les numéros à Réflex 14 rue de Nanteuil 75015 Paris. (20frs le numéro, frais d'envoi inclus).

LA TAUPE qui venait du Nord

L'histoire de Tim Hepple est une histoire banale. Un jeune homme bien éduqué, mais en décalage avec son propre style de vie et la société, recherchant quelque chose où il pourrait s'engager et qui trouve sa voie dans le camp nazi. Un jeune homme avec des vues élitistes sur le monde et qui croit que, d'une manière ou d'une autre, la violence a des effets curatifs sur les gens et sur les maladies de la société.

Au bout de cinq ans, Hepple, qui était devenu de plus en plus actif dans des organisations néonazies, commence à être désillusionné. Il y a à peu près trois ans, il approche *Searchlight* et offre de travailler comme taupé à l'intérieur de l'extrême droite britannique. Son offre est acceptée et jusqu'au printemps, il fournit à *Searchlight* une grande quantité d'informations importantes de l'intérieur du British National Party et d'autres groupements néonazis.

En avril, il apparaît publiquement dans un programme national sur le groupe nazi ultra-violent Combat 18. Devant des millions de téléspectateurs, il révèle comment Combat 18 cible les antifascistes, les personnalités juives et n'importe quelle personne détestée par les nazis en utilisant la violence, l'incendie ou les menaces de mort. De son expérience, il a tiré un livre commenté par Gerry Gable et publié par *Searchlight*, où il raconte comment il s'est retrouvé chez les nazis, son activité, donnant par là-même une vision remarquable de ce qui se passe dans la tête d'un jeune nazi. C'est la première fois qu'on publiait un compte-rendu de la vie à l'intérieur du British National Party depuis *The Other Face of Terror*, par Ray Hill et Andrew Bell, qui (il y a cinq ans) avait

décrit les premières années du BNP, de 1980 à 1983.

Ray Hill était un homme mature qui avait passé la moitié de sa vie chez les nazis, et qui avait pris le temps de réfléchir à ses erreurs politiques avant de décider de travailler contre les nazis, ce qu'il a fait avec succès pendant des années. Hepple est un homme beaucoup plus jeune, qui est encore par de nombreux côtés assez immature, et les raisons de sa défection ne sont pas aussi tranchées que celles de Hill. La brochure est le récit de Hepple mais elle donne aussi un éclairage sur les problèmes que peut entraîner le travail de quelqu'un comme Hepple pour *Searchlight*. En dépit des réserves de *Searchlight* par rapport à son comportement politique ou dans la vie, nous ne pouvons nier qu'il ait fait preuve d'un grand courage sans jamais demander de compensation financière.

Hepple est né en 1967 et a été élevé par un couple de maîtres d'école. Il est sur le point de retourner à l'Université pour finir ses études en musique classique. C'est un musicien doté d'un talent considérable, qui a gagné de nombreuses récompenses, et concourt tout le long de son éducation. Il n'est pas le type de jeune que l'on s'attend à trouver parmi les plus violents des hooligans dans les matchs de football du sud de Londres, et c'est pourtant parmi eux que Hepple eut sa première expérience politique.

À l'école, il passa du sentiment général que la gauche est inutile, que les conservateurs sont faibles, à la recherche d'une organisation élitiste. D'abord, il s'engagea dans les rangs du National Front mais rapidement, alors qu'il étudiait en Écosse, il préféra le British National Party.

En Écosse, racisme, sectarisme protestant (soutien à l'Ulster) et hooliganisme vont ensemble. Des loyalistes et des membres du BNP, y compris des gens qui combattent aujourd'hui comme mercenaires en Yougoslavie, et des activistes de droite extrême venant de la branche jeune du Parti conservateur sont à des centaines de milles de la violence pendant les matchs de football entre clubs catholiques et protestants écossais. Mais c'est sur ce dernier terrain que

Hepple se retrouva engagé dans les activités du BNP. Il quitta l'Écosse pour commencer des études à l'université de Sheffield et fut le fer de lance du travail nazi contre la gauche sur le campus aussi bien qu'en ville, militant avec des fascistes et néonazis locaux qui avaient une longue liste d'affaires criminelles liées à leurs activités politiques. Hepple nous raconta l'épisode du rassemblement du BNP dans l'ancienne cité de York, dans le nord de l'Angleterre. C'est à York

At War with Society

Tim Hepple et *Searchlight*, *Searchlight Publications*
36 p. 4\$.

Hepple, qui a travaillé pendant trois ans pour *Searchlight* à l'intérieur de l'extrême droite britannique jusqu'au printemps, a écrit un intéressant récit de ses activités pendant cette période. C'est un voyage dans les différents groupes, du National Front à l'Eglise du Créateur (COTC), après avoir été nazi au début de son engagement politique. Hepple a commencé à se poser des questions et a décidé d'offrir ses services à *Searchlight*.

L'intérêt de cette brochure est double : premièrement, Hepple était un étudiant doué et plus intelligent que la plupart de ses camarades, et deuxièmement, même s'il a renoncé aux préjugés racistes, il reste opposé à la gauche et croit encore dans la violence et l'élitisme, ce qui n'est pas si loin des fondements du nazisme. La brochure n'en est pas pour autant faussée, mais elle donne au contraire un aperçu des raisons qui poussent quelqu'un à devenir fasciste, et montre comment agit le poison nazi. Hepple a été si bien endoctriné par ses anciens camarades qu'il emploie souvent le même vocabulaire. Intercallés dans le récit de Hepple, on trouve des commentaires de *Searchlight* qui éclairent certains événements et personnes mentionnés, comprenant un long développement sur la crise de nerfs partielle causée par la question de savoir si être une taupé pour *Searchlight* est une chose à continuer ou pas. Ceci s'appuie sur le portrait d'un jeune homme subissant une profonde évolution personnelle et prenant des risques importants.

Le livre est centré sur la période où Hepple était au British National Party et contient une anecdote hilarante sur son leader John Tyndall. Tyndall avait été persuadé par un des cadres du parti d'investir dans la PAO afin de soutenir des publications de meilleure qualité. Tyndall, décidé, rentre chez lui avec des disquettes et un mode d'emploi, mais il passe plusieurs heures à essayer de comprendre le fonctionnement. Il téléphone à son camarade qui lui explique que s'il a acheté les bonnes disquettes pour son ordinateur, il se peut qu'il ne compte qu'en fait, Tyndall n'a pas d'ordinateur et qu'il essaie depuis des heures de faire marcher ses disquettes sans ordinateur, espérant qu'elles fonctionnent par magie ! Ceci explique peut-être pourquoi l'extrême droite britannique est si mal en point !

Malheureusement, cette brochure ne peut être entièrement comprise que par des lecteurs qui sont familiers de l'extrême droite britannique : il y a beaucoup de références à des personnes et à des événements, et ceux-ci ne sont pas toujours suffisamment expliqués, car Hepple semble persuadé que le lecteur les connaît. Un lecteur régulier de *Searchlight* peut suivre l'ensemble de cette histoire. D'autre part, contrairement à l'histoire de Ray Hill *The Other Face of the Terror*, il n'y a que peu d'informations sur les liens avec les personnes et régions. Cependant, pour ceux qui connaissent un peu l'histoire de l'extrême droite britannique, c'est une excellente lecture, pleine d'informations détaillées et de photos.

qu'eut lieu un des pires pogroms contre les Juifs en Angleterre, au XIIème siècle. Le BNP a choisi exprès cet endroit pour organiser son rassemblement. A un moment, le drapeau du BNP fut hissé et les autres drapeaux locaux furent agités. C'est exactement ce qu'Hitler et Himmler avaient fait à leur rassemblement de Nuremberg dans l'Allemagne d'avant-guerre, utilisant le drapeau du parti, le Blut Fahne, teint avec le sang des martyres nazis du putsch avorté de 1923. Ceci montre clairement comment on peut rattacher le BNP à l'histoire sanglante du nazisme.

Le récit de Hepple révèle aussi que les différents niveaux d'engagement dans le parti nazi entraînaient de nombreuses pressions, des conflits politiques parfois violents. Il montra aussi la couardise des nombreuses grandes gueules de certains partis quand ils sont en face de leurs chefs comme par exemple le leader du BNP, John Tyndall : de nombreux coups de poignards dans le dos quand le chef n'est pas là, mais en face de lui, bien peu ont le courage de défendre leur point de vue.

C'est lorsque Hepple travailla au siège du BNP à Welling dans le sud-est de Londres qu'il donna certains de ses meilleurs éclairages sur les activités criminelles des nazis. A ce moment là, il a été capable de surveiller le courrier et les coups de téléphone, de noter les noms des personnes qui donnaient les plus larges contributions financières au BNP pour la campagne des élections législatives de 1992 ; il suivit les activités en Angleterre du nazi américain Harold Covington, et il donna les premiers avertissement sur la mise en place de Combat 18. Il a aussi raconté comment des gangs de nazis, de jeunes et plus âgés de l'est et du sud-est de Londres allaient à la «chasse», et comment les cadres du parti méprisaient la main d'oeuvre skinhead mais la préparaient à être les gardes du corps des officiels du parti ou des candidats. Hepple compléta la connaissance qu'avait Searchlight du Ku Klux Klan en Grande-Bretagne et du groupuscule extrémiste British Movement.

Ce qui a fait le plus de dégâts dans le parti, ce sont les phrases enregistrées par Hepple des cadres du BNP exprimant comment ils voient le monde et les gens. Richard Edmonds, qui dirige le siège du BNP, vient récemment d'être engagé pour

être le représentant du Nouvel Ordre européen, un groupe international de nazis dirigé par l'ancien général SS Léon Degrelle, par ailleurs recherché pour crimes de guerre. Edmonds est obsédé par sa haine des Juifs. Sa propre femme décrit les activistes comme des losers antisémites forcenés. Ces mots que Hepple cita n'ont pas eu bonne presse à l'intérieur du parti.

Cette brochure montre les problèmes quotidiens qu'entraîne une opération comme celle-ci, et dans le cas d'Hepple, son association avec des éléments du mouvement «anarcho-écologiste» entraîna sa découverte. L'apparition publique d'Hepple dans l'émission documentaire World in Action le 19 avril confirma ce que le BNP savait, car des cadres de Combat 18

avaient eu un tuyau provenant du milieu anarchiste indiquant que Hepple avait, au moins une fois, travaillé pour Searchlight. Les activités de rue d'Hepple dans les premiers jours de Combat 18 et sa volonté d'apparaître à l'écran pour parler de son expérience ont causé d'importants torts au groupe, non seulement au yeux du public mais aussi aux yeux de leurs militants qui ont eu le sentiment, malgré leurs déclarations à propos de nouvelles mesures de sécurité, que Searchlight s'était montré plus malin qu'eux. Une des conséquences de l'apparition publique de Hepple les plus désastreuses pour le BNP fut la suivante : la crédibilité de John Tyndall fut ruinée. Depuis des mois, il racontait aux membres du parti que Hepple n'avait

accès ni au siège du BNP, ni aux listes des adhérents et des souscripteurs, ni à aucun autre papier important. Il avait même publié des communiqués sur ce sujet dans les publications du BNP. Avec la publication de *At War With Society*, les protestations de Tyndall ont montré ce qu'elles étaient : des mensonges. Les répercussions de la brochure d'Hepple ne sont pas finies. Une massive chasse aux sorcières a commencé dans l'extrême droite pour trouver les autres taupes, mais en vain ; cela n'a pas empêché les fuites d'être toujours plus nombreuses. Les nazis sont affolés, comme des rats hystériques coincés dans une pièce. Ce que Searchlight aimerait, c'est que le mouvement antifasciste en profite pour purger de ses rangs les infiltrés et autres fantaisistes. ■

BREVES ... BREVES ... BREVES ... BREVES ... BREVES

◆ Le rassemblement et la marche à la mémoire de Rudolf Hess au mois d'août ont vu une fois de plus la présence de John «Veux-tu acheter un luger ?» Peacock, l'organisateur du BNP dans les Midlands, dont la télévision britannique découvrit qu'il était un trafiquant d'armes.

◆ Peacock' dirige la section britannique du Odal Ring ou Ring UK comme on l'appelle aussi parfois. Le fait que Richard Edmonds² soit le représentant patenté du réseau international le plus vieux, le plus financé et le mieux organisé, le Nouvel Ordre européen, le place en meilleure position que Peacock, qui s'était donné beaucoup de peine pour faire du réseau Odal Ring un succès. Si John Tyndall³ peut remercier Peacock pour avoir été invité en France par des néo-nazis⁴, Edmonds a cependant courtoisément des personnalités nazies comme Manfred Roeder ou Florie Rost van Tonnigen afin d'assurer sa nouvelle position dans le réseau international nazi.

◆ Searchlight se demande si le trésor de guerre du général SS Léon Degrelle aurait été utilisé pour financer les tentatives d'exportation du Nouvel Ordre européen au crépuscule de sa vie, (Degrelle a aujourd'hui plus de quatre vingts ans). Peut être le BNP a-t-il trouvé cet argent, qui gonflerait ses propres coffres. Depuis que le BNP a rencontré le Nouvel Ordre européen ces dernières

années, certains membres du BNP, comme certains membres d'International Third Position ont apparemment reçu de l'aide pour mettre en place des entreprises de sécurité à Londres, et à Dundee en Ecosse. Dans le cas de l'entreprise écossaise, on trouve l'appui financier d'un mystérieux Belge.

◆ Si les informations qui circulent dans les médias sont vraies, alors Aloïs Brunner, alias George Fischer, l'adjoint de Adolf Eichmann est mort, ce qui fait de Degrelle le criminel de guerre vivant le plus recherché. Paradoxalement, Degrelle apprécie beaucoup plus la vie politique actuelle en Espagne aujourd'hui que la période franquiste où sa présence donnait une mauvaise image du pays : Franco s'inquiétait visiblement des possibles tentatives des groupes nazis internationaux pour prendre le pouvoir à sa mort. Maintenant, même s'il y a un gouvernement socialiste à Madrid, les nazis peuvent agir ouvertement et sont en position d'aider leurs alliés à l'étranger.

◆ La découverte tardive par la presse britannique de l'appartenance au parti conservateur du fasciste Mark Cotterill a causé une tempête. Des journaux comme *The Guardian* ont donné du crédit aux informations que Searchlight avait livrées l'année dernière avec l'aide d'antifascistes du sud-ouest de l'Angleterre.

Mieux vaut tard que jamais ! Le député conservateur Rupert Allason, qui écrit des livres sur les services secrets sous le nom de Nigel West, avait déjà causé des problèmes dans le parti à cause de son refus de soutenir le gouvernement dans le vote crucial de la ratification du traité de Maastricht. Maintenant, il doit faire face à un fasciste dans la branche locale de son parti. Indiquant que Cotterill n'a rejoint le parti que cette année ou très tard l'année dernière, nous avons compris qu'il fut autorisé à joindre une section du parti dans une autre région, quelques semaines après avoir quitté son poste d'organisateur de l'Ouest de l'Angleterre pour le National Front. Cotterill est en partie responsable de la mise en place du Revolutionary Conservative Caucus, qui compte dans ses membres d'anciennes personnalités fascistes : Steve Brady et Tom Acton qui tentèrent de rencontrer Le Pen après le dîner infâmant de Le Pen avec Western Goals il y a deux ans. Cotterill dirige un journal *British Patriot* dont le nom fut déjà utilisé par le British Movement pour une de ses haineuses publications. Le numéro de juillet comporte un article sur la purification ethnique en Ulster. ■

- 1 Dirigeant du BNP.
- 2 Vice-président du BNP.
- 3 Leader du BNP.
- 4 Voir article sur le PNFE.

N comme national, B comme bolchevik

Le terme «national-bolchévisme» renvoie à deux concepts politiques bien précis. «National» fait bien sûr référence au nationalisme, c'est-à-dire à la survalorisation des caractères nationaux, de l'indépendance nationale, de l'unité de la nation, éventuellement en intégrant des caractères raciaux, etc. «Bolchévisme» renvoie à deux niveaux différents ; le premier, entendu strictement, fait référence à la fraction majoritaire (bolchevik) du parti ouvrier social-démocrate de Russie, animée à partir de 1903 par Lénine et peu à peu organisée par lui à mesure que son influence et sa position à la tête de la fraction s'affermisssait. Ainsi, selon une première lecture, le bolchévisme renvoie au léninisme, c'est-à-dire à une interprétation possible de l'œuvre de K. Marx et aux conclusions organisationnelles que l'idéologue en tira et qu'il exposa en particulier dans «Que faire ?»¹ : nécessité d'un parti structuré et discipliné représentant l'avant-garde du prolétariat et conduisant celui-ci à la révolution ! Mais plus généralement, le bolchévisme fait référence au système politique et économique mis en place à partir de la prise de pouvoir des bolcheviks en octobre 1917, grâce à l'élimination progressive du système des conseils ouvriers qui leur était fondamentalement opposé².

A priori, ces deux termes n'ont pas grand-chose en commun, si ce n'est d'être tous les deux issus des idéologies bourgeoises du XIX^e siècle. Pourtant, l'évolution politique européenne va conduire à faire du national-bolchévisme un mouvement dominant. Ainsi en Allemagne, le national-bolchévisme désigne le mouvement animé par les frères Strasser, et qui représente l'aile gauche du NSDAP. Gregor Strasser, pharmacien de formation, adhère dès l'après-guerre au DAP puis NSDAP. Ses premières années de militant vont profondément ancrer en lui les thèmes qu'il développera par la suite : inégalité sociale, misère extrême de l'après-guerre, humiliation de l'Allemagne, fièvre révolutionnaire... À proprement parler, G.Strasser n'a rien de «bolchevik», n'étant pas foncièrement politiquement révolutionnaire. Il est élu député en mai 1924 sur la liste Völkisch qui unit les nazis aux mouvements racistes d'Allemagne du nord et par la suite, il accordera le maximum d'importance à ce travail parlementaire, devenant

leader du groupe nazi au Reichstag et ce, jusqu'à sa démission du NSDAP. Cette appellation de «bolchevik» lui provient de sa préoccupation profonde pour les questions sociales. Foncièrement hostile à la bourgeoisie, juive ou pas, l'une de ses obsessions fut le soutien aux propositions du PS et du PC de confisquer les biens des anciennes familles régnantes déposées en 1919. Cela se traduisit lors de sa tentative de «putsch» au sein du parti en novembre 1925, lorsqu'il fait adopter un nouveau programme du parti prévoyant la nationalisation de la grosse industrie et des grandes propriétés et la création d'une chambre des corporations pour remplacer le Reichstag. Désavoué par Hitler, il tenta d'obtenir des applications concrètes de ce programme par la voie parlementaire avec le chancelier Schleicher. Ainsi en un certain sens, Strasser est plus bourgeois qu'Hitler. Mais sa fascination pour le PC (à l'instar de Goebbels, secrétaire pendant quelques mois de G.Strasser) est évidente, notamment pour la capacité de celui-ci à se faire obéir des masses. Ainsi pour Otto Rühle, «le bolchévisme a directement travaillé pour le fascisme. Dieter, corriger, contrôler chaque pas des masses, prévenir et saboter toute velléité d'indépendance



[...]. La victoire du fascisme n'a pu être si facile que parce que des dirigeants des partis et les syndicats ouvriers avaient tellement dressé, émasculé et corrompu le matériel humain qu'il est devenu la proie constante de l'assujettissement, auquel il avait été éduqué pendant des décennies.»

D'autre part, cet intérêt de Strasser pour le PC et l'URSS provient de l'attitude du P. C qui, à cette époque, soutient à fond la notion «d'Allemagne, nation opprimée» et a une ligne politique authentiquement nationale-bolchevik (cf ci-après). C'est ainsi que l'un des chevaux de bataille de Strasser fut la création d'une «Ligue des nations opprimées», sorte de protonationalisme européen et ce, avec l'alliance de l'URSS. Néanmoins, G.Strasser n'en a jamais pour autant renié le nationalisme racial du NSDAP, simplement il n'en faisait pas le pivot de sa réflexion.

Otto Strasser aura des positions sans doute encore plus socialisantes, très marqué qu'il était par le programme fasciste de 1919. Ainsi, il apporta son soutien total à la grande grève des métallurgistes saxons organisée par les syndicats et la gauche. Exclu par Hitler, il tenta de fonder une organisation strictement nationale-bolchevik en 1930 : l'Union des Socialistes nationaux-révolutionnaire ou Front noir. Mais il est clair que ce créneau était déjà occupé par le KPD.

Car, si l'on veut bien essayer de dépasser cette étiquette purement historique, on aboutit à une notion moins restrictive que cela. Ainsi, le stalinisme peut être clairement assimilé à un national-bolchévisme. Cela n'est pas étonnant en soi. En principe, le marxisme fournit une théorie complète du fait national³ et de son dépassement, théorie que l'on peut résumer ainsi : le capitalisme, qui a brisé les privilèges et particularismes locaux, a unifié la nation pour que s'y établisse, selon ses lois, la division du travail et pour que s'y échangent librement les produits. La croissance des forces productives conduit à supprimer les barrières nationales mais le capitalisme s'avère peu capable de mettre en place une véritable division internationale du travail. Ainsi, alors que le monde connaît une internationalisation croissante des processus économiques, il ne peut pas dépasser le cadre de la nation, lieu de l'organisation sociale. La seule force capable de briser la nation est donc le prolétariat car, c'est

bien connu, les « prolétaires n'ont pas de patrie ». Pour défendre ses intérêts, le prolétariat doit s'organiser à l'échelon national en partis communistes eux-mêmes structurés en Internationale. Or Lénine a essayé de résoudre le problème de base de tout cela : la classe ouvrière n'est pas spontanément politique. La solution pour lui résidait dans le parti mais le sentiment national pouvait être un outil tout aussi performant. Ainsi, la question nationale n'est pas, contrairement aux apparences, une difficulté du marxisme (donc du léninisme) ou un adversaire qu'il devrait affronter, mais une force toujours mobilisable parce qu'il s'est primitivement alimenté en elle. Ainsi, dès 1921, le congrès de Bakou organisé par la III^{ème} Internationale s'adressait aux peuples colonisés et rassemblait toutes les bourgeoisies nationales chargées de transmettre la bonne parole révolutionnaire. De fait, Staline n'eut aucun mal à cultiver le sentiment national russe pour son plus grand bénéfice, ce qui vint naturellement se combiner avec le bolchévisme qui, selon P. Mattick¹, est « une dictature, une doctrine nationaliste, un système autoritaire avec une structure sociale capitaliste. » La « Grande Guerre patriotique » représente un summum de cette organisation.

De fait, les relations avec le régime national-socialiste n'ont jamais été franchement mauvaises. Du côté russe, Staline considérait Hitler comme un vrai dictateur. Comme le dit W.G. Krivitsky⁵ : « Avant la conclusion du pacte germano-russe, l'idée prévalait que Hitler et Staline étaient des ennemis mortels : ce n'était qu'un mythe. » En fait, le régime stalinien avait très tôt aidé l'Allemagne : protestations contre le traité de Versailles qui se traduisirent par le traité de Rapallo, soutien à l'Allemagne en tant que « pays opprimé », thème développé au sein du parti communiste allemand de la « guerre de libération nationale » par Laufenberg et Wolfheim (nationaux-bolcheviks types !), collaboration prônée avec les ligues nationalistes, travail commun entre la Reichswehr et l'Armée rouge, etc.

36

Dans tous les cas, Staline voyait dans cette collaboration une bonne chose pour la Russie donc pour son pouvoir. En janvier 1934, parlant devant le XVII^e congrès du PC, il déclara : « Certes, nous sommes loin d'être enthousiasmés par le régime fasciste allemand [Staline était bien trop chauvin pour cela] mais le fascisme n'est pas ici en cause pour la bonne raison qu'en Italie, par exemple, le fascisme n'a pas empêché l'Union soviétique d'établir les meilleures relations avec ce pays. » En outre, la Nuit des Longs Couteaux et l'élimination des éléments révolutionnaires du NSDAP fut pour beaucoup dans « l'estime » que Staline portait à Hitler.

Pour avoir le point de vue national-socialiste, il nous suffit de relire H. Rauschning⁶ pour en avoir une idée : « Certains des chefs du parti, comme Goebbels, avaient reconnu dès les premières années de la lutte pour le pouvoir une étroite parenté entre le national-socialisme et le bolchévisme ; ils en avaient fait état en s'en félici-

tant, dans des déclarations publiques ; ils avaient plus tard maintenu leur opinion et l'avaient plus ou moins discrètement propagée... [En effet, un philostalinisme trop poussé pouvait faire passer celui qui l'éprouvait pour un partisan des frères Strasser donc pour un adversaire de Hitler, tel Koch, Gauleiter de Königsberg.] Hitler, lui, restait sceptique, mais ses raisons n'étaient pas d'ordre idéologiques : c'étaient des considérations d'ordre pratique ». Hitler, lors d'un entretien, déclara d'ailleurs à Rauschning : « Il existe entre nous et les bolchévistes plus de points communs que de divergences et tout d'abord le véritable esprit révolutionnaire. C'est pourquoi j'ai donné l'ordre d'accepter immédiatement dans le parti tous les ex-communistes. Les petits bourgeois sociaux-démocrates ne pourront jamais devenir de véritables nationaux-socialistes : les communistes toujours ! » Cette



reconnaissance se traduisit par l'élimination dans les listes Otto⁷ (c'est-à-dire les listes publiées en 1940 et 1942 des ouvrages interdits en France) des auteurs libertaires, ultra-gauches ou trotskystes opposés au stalinisme et foncièrement révolutionnaires : Kœstler, Kaminsky⁸, Krivitsky, Victor Serge, Paşaî Istrati⁹, L.Trotsky, A.Ciliga¹⁰, etc.

Au contraire, l'ouvrage de Lénine *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*, écrit contre les gauches allemandes et hollandaises, continua d'être autorisé bien après la prise de pouvoir de 1933. Finalement, le principal obstacle à une entente entre les deux régimes était l'obsession raciale d'Hitler. A fortiori, la principale différence qui fonde la spécificité du national-socialisme allemand par rapport au national-bolchévisme russe est bien sûr l'antisémitisme¹¹. Celui pratiqué par Staline n'était en effet qu'une reprise de l'antisémitisme traditionnel russe,

utilisé par le pouvoir pour faire oublier les difficultés quotidiennes à la population (malgré ce qu'affirme B.Souvarine¹². Selon lui, « le national-bolchévisme stalinien en arrive à s'apparenter avec le national-socialisme hitlérien et découvrira même un « problème juif » exigeant aussi une « solution définitive ». ») Le procès d'après-guerre du complot des « blouses blanches » en est un exemple.

Dans ce schéma, qu'en est-il des différents partis « communistes » occidentaux ? Il est certain qu'ils ne peuvent être qualifiés de nationaux-bolcheviks. Cependant, on peut dégager certains faits. Tout d'abord, les partis communistes se sont en général constitués lors des contre-coups de la révolution d'octobre¹³. Leur période d'autonomie ne dépassa pas deux ou trois ans et ils furent rapidement « bolchévisés » (1923-1924 en France) c'est-à-dire qu'ils subirent un processus d'assujettissement aux objectifs russes. De fait, l'internationalisme à la

sauce stalinienne sera compris comme une défense forcenée de la «patrie du socialisme». Cependant, pour les militants communistes, l'internationalisme restait une valeur fondamentale, ce qui a largement permis de limiter le courant nationaliste de ces partis. Par contre, cette défense de l'URSS les a conduit à des alliances qui étaient tout aussi abjectes que celles pratiquées par le national-bolchévisme russe. Ainsi en Italie, à partir de juin 1936, on peut lire certaines phrases dans la revue du PCI L'État ouvrier qui ont dû en faire sursauter plus d'un à l'époque : «La réconciliation du peuple italien est la condition pour sauver notre pays de la catastrophe», «nous tendons la main aux fascistes, nos frères de travail et de souffrances parce que nous voulons combattre ensemble pour la bonne et sainte bataille du pain, du travail et de la paix», «il n'est pas vrai que chaque fasciste soit un réactionnaire, un ennemi du peuple». Cette ligne politique culmine avec un texte signé par Togliatti¹¹ : «Pour le salut de l'Italie, réconciliation du peuple italien !» Le dirigeant du PCI, assassin de nombreux militants révolutionnaires en Espagne, tente d'y démontrer le patriotisme communiste et la nécessité de s'entendre avec le fascisme : «L'indépendance nationale, ce grand idéal que nous ont transmis nos Ancêtres, les grands révolutionnaires qui ont bâti l'unité nationale de notre pays, nous en sommes fiers... Peuple italien ! Fascistes de la vieille garde ! Jeunes fascistes ! Les communistes adoptent le programme fasciste de 1919 !» Cette référence au programme de 1919 était bien sûr ridicule car cela faisait longtemps qu'il était tombé aux oubliettes... Avec ce texte, et au nom de la politique zigzagante de Staline, les analyses de Gramsci étaient joyeusement jetées aux orties. Mais le PCI ne fut pas le seul à pratiquer ce type d'appel. En avril 1936, Thorez lançait une supplique dans le même goût : «Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu croix de feu parce que tu veux, comme nous, éviter que le pays ne glisse vers la ruine et la catastrophe». En juin 1956, le PC espagnol fit la même chose, saluant ainsi un régime qu'il avait largement contribué à installer.

Dans ces trois cas, la fibre nationaliste fut largement utilisée, ainsi que le thème de l'union antisystème. La passion du PCF pour les jacobins (depuis les années 1940, la chaire d'Histoire de la Révolution française à la Sorbonne a toujours été occupée par un communiste) ne s'est jamais démentie et est tout à fait symptomatique. Mais le temps passe et efface bien des choses... Depuis la mort de Staline, et à plus forte raison depuis 1989, depuis que le mythe de l'URSS prolétarienne s'est effondré, nombreux sont ceux parmi les nationalistes à voir dans le stalinisme une application concrète de leurs idéaux et ce, à des degrés divers. Les plus clairs sur ce point sont les groupes nationalistes révolutionnaires ou néo-nazis. Ainsi les Italiens de la revue *Orion*¹² : «Le 5 mars 1953 mourrait J. Staline. Des dizaines de millions de travailleurs de tous les pays appri-

rent la nouvelle avec douleur[...] Quarante années après, Staline nous évoque la figure limpide de la révolution intégrale du XX^e siècle, véritablement anticapitaliste, fièrement hostile aux pseudo-valeurs individualistes, libérales et occidentales[...] luttant pour la construction d'une société fondée sur des valeurs éthiques : le sacrifice à la patrie et à l'intérêt communautaire [tout à fait ce que pensait la nomenklatura, n'est-ce pas ?], le respect de la famille, la discipline, l'ordre, le sérieux dans le choix de la vie [...]. Il nous plaît de nous souvenir du dernier Staline, chaque jour plus antisioniste.» (La revue *Orion* se garde bien de dire antisémite. Comme d'habitude, antisioniste est le nom de code pour cela.) Même son de cloche chez Marc Frederickson, ex-dirigeant de la FANE et membre des FNE¹⁶ : «Le communisme, c'est d'abord une erreur économique. Mais j'ai pour les communistes d'URSS une grande admiration. Ils ont le sens de l'élite. Le parti est censé représenter l'élite de la nation. La sélection correspond à la noblesse de l'Ancien Régime. Et aux SS d'hier.[...] Je crois que le mieux, à l'heure actuelle, c'est encore le communisme tel qu'il est pratiqué en URSS, parce que les dirigeants soviétiques sont des nationalistes qui refusent le mélange des races et limitent

l'influence des Juifs.» L-I-M-P-I-D-E ! Même un groupe comme le GUD admet un certain nombre de choses¹⁷ : «Nous pouvons constater que le communisme a prôné le patriotisme, le dénuement, un comportement social rigoureux, le respect d'une certaine hiérarchie. Il était abject dans l'opposition mais acceptable au pouvoir.» Cependant, conscient que cette reconnaissance va faire hurler dans les chaumières nationalistes traditionnelles, l'auteur de l'article précise toutefois que le «bilan est globalement négatif» entre autres, selon lui, à cause du «culte des masses» ! Il est vrai qu'à Assas, l'élitisme et l'aristocratie sont les valeurs les mieux partagées, entre gens de bonne compagnie, bien entendu...

Le dernier à être fasciné par le stalinisme et à y voir la réalisation de la plupart de ses obsessions est Jean Thiriart. Ancien SS, héraut de la grande Europe de Dublin à Vladivostock, il est sans doute celui qui manifeste la plus grande cohérence idéologique par rapport à tout ceci. Cela lui permet de «cartonner» ses petits camarades qui, tout en bavant devant l'URSS, n'en comprennent pas le sens profond¹⁸ : «Il faut maudire les imbéciles, les primaires de l'extrême droite qui ont accouché de la théorie de l'Europe aux cent bannières.»



polices municipales : aux armes !

Après l'augmentation des effectifs de la police nationale (PN), voilà que se multiplient un peu partout des polices municipales. Toutefois, si les seconds font tout pour se faire connaître et reconnaître, il ne sont d'après la loi que de simples employés de mairie avec des pouvoirs de police relativement limités (Art L 131-15 du Code des Communes).

Même si le texte qui régleme les activités des polices municipales est assez flou, il est clair qu'en tant qu'adjoints de police judiciaire, il n'ont qu'une compétence limitée aux domaines qui dépendent du maire et de ses adjoints (qui sont eux, de par leur fonction, élevés au rang d'officiers de police judiciaire), à savoir :

- les questions de police générale, comme la surveillance des foires, la sécurité à la sortie des écoles et les mesures contre la divagation des animaux,
- la rédaction des procès verbaux relatifs à certaines infractions au Code de la Route,
- la propreté et l'hygiène publique.

De plus, leur autorité est limitée au seul territoire de la commune (entre 7h00 et 20h00).

Pour ce qui concerne d'éventuelles interpellations, elles ne peuvent avoir lieu qu'en cas de flagrant délit et pour des actes punis d'une peine d'emprisonnement (Art 73 du Code de Procédure Pénale).

Par contre, si les moyens juridiques sont restreints, il n'en est pas de même du matériel mis à leur disposition ; on citera pour mémoire les voitures de patrouille avec rampes lumineuses, les sirènes deux tons, les brigades cynophiles, les systèmes de radio communication dernier cri. Bref, tout est fait pour faire ressortir les lettres magiques devant lesquelles l'insécurité s'enfuit ventre à terre, P.O.L.I.C.E.

Certaines polices municipales sont tellement pénétrées de leur mission de défenseur de la veuve et de l'orphelin qu'elle poussent la conscience professionnelle jusqu'à s'habiller de la même manière que leurs collègues de la police nationale. Au point qu'il est parfois difficile de les distinguer.

Un cran au dessus dans le mimétisme : les

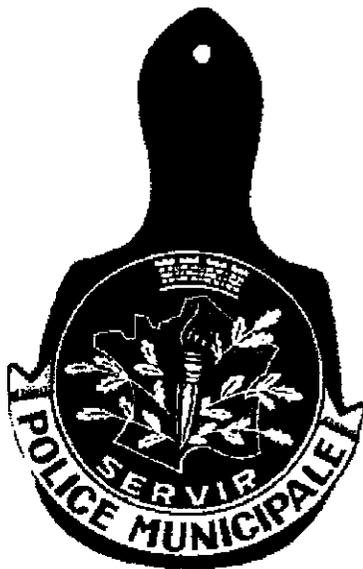
armes, autorisées depuis le décret 73-364 du 12 mars 1973. Elles équipent de plus en plus de polices municipales surtout dans le sud-est et la Région parisienne (Hyères, Cannes, Nice, Levallois-Perret, Asnières/Seine...) ; cela va des armes non légales genre Gorn-Cogne, au 9mm Parabellum (armes de 1ère catégorie, qui regroupent les armes et munitions de guerre) en passant par les 357 Magnum. Ils sont 9 361 à alimenter le discours sécuritaire de maires pas uniquement de droite. Et si leur équipement laisse rêveur, il n'en est pas de même de leur connaissance du Code de Procédure Pénale. Mis à part les anciens policiers ou gendarmes qui

rempilent, les policiers municipaux sont peu ou pas formés. Il existe bien un centre de formation dénommé École nationale de police municipale à Orange (84), mais apparemment, les 10 810 francs (admirez la précision du chiffre) par agent que demande cet organisme semblent refroidir les candidats. Alors, restent les cours du CNFPT (Centre National de Formation de la Fonction Publique Territoriale) qui sont sensés assurer «une formation théorique et gratuite des policiers municipaux. Mais les structures de cet organisme ne permettent pas qu'un enseignement pratique soit dispensé.»¹ En pratique, on envoie un agent en formation, à charge pour lui de former ses collègues par la suite. Quand on sait que ces mêmes agents peuvent être porteurs d'une arme, on peut se poser des questions.

D'autre part, au vu des sommes, parfois vertigineuses, engagées par les municipalités, on peut se demander à quoi sert donc une police municipale. Pour se convaincre de leur utilité toute relative, prenons le cas du Vésinet, 16 500 habitants, 45 fonctionnaires de la police nationale, 7 gendarmes, 30 policiers municipaux, soit un policier pour 201 habitants. Comme le Vésinet est une commune très bourgeoise — c'est un euphémisme — on peut douter que les 175 111,96 F du budget de fonctionnement 1993 et les 3 212 417 F² des salaires des gardiens de police municipaux soient vraiment en adéquation avec les besoins de sécurité.

Le but est bien ailleurs : souvent, les polices municipales sont un peu comme les vigiles que l'on voit traîner un peu partout devant les administrations, les banques, dans les parkings, etc. Ça ne sert pas forcément à grand-chose, mais ça rassure les électeurs. D'ailleurs, elles l'avouent elles-mêmes, leur rôle «est de défendre la crédibilité des maires qui [les] emploient.»³

Parallèlement se sont développées des polices municipales, qui, si elles ne négligent pas le rôle d'hommes-sandwichs des



Levallois

Il y a des villes de la banlieue parisienne où il fait bon vivre ! Se promener tranquillement en toute sécurité le long des rues piétonnes, nettoyées toutes les deux heures. Faire du shopping sans craindre d'être dévalisé, déshabillé, torturé alors que l'on rentre tranquillement vers l'immeuble «neuf» qui nous sert alors d'humble logis. Et alors rentré chez soi, on est sûr d'être tranquille, derrière sa porte triple blindage, de n'entendre aucun bruit suspect venant de la rue et de s'endormir facilement, bercé par les sirènes, langoureuses et rassurantes, des véhicules de police.

Il y a des villes parisiennes où il fait bon vivre ! Se promener tranquillement en toute sécurité le long des rues piétonnes, nettoyées toutes les deux heures. Faire du shopping sans craindre d'être dévalisé, déshabillé, torturé alors que l'on rentre tranquillement vers l'immeuble «neuf» qui nous sert alors d'humble logis. Et alors rentré chez soi, on est sûr d'être tranquille, derrière sa porte triple blindage, de n'entendre aucun bruit suspect venant de la rue et de s'endormir facilement, bercé par les sirènes, langoureuses et rassurantes, des véhicules de police.



Tel sera votre sort si vous avez la chance, l'unique chance de vivre à Levallois-Perret. Située aux portes de Paris, cette ville des Hauts-de-Seine est un véritable petit paradis...

Son maire, le député RPR Balkany, est le principal instigateur du changement radical qui s'opère depuis cinq ans environ. Cet homme d'une cinquantaine d'année, très proche de Charles Pasqua, a beaucoup d'imagination et présente la particularité de savoir l'utiliser contre ceux qu'il veut chasser : les pauvres. Ainsi, il fait détruire tous les immeubles ayant plus de dix ans et fait reconstruire à la place des immeubles neufs, histoire tout d'abord de les empêcher de se loger (Vive les prix !).



40

Puis, vu qu'on ne peut pas les empêcher de rentrer dans la ville et qu'il faut bien se résoudre à les voir déambuler sur les trottoirs, le remède est simple : il faut fliquer ! Pour cela, une devise est de mise à la mairie de Levallois, «Pour obtenir de grands résultats, il faut de grands moyens». Ainsi, tout est mis en œuvre pour que Levallois ressemble le plus possible à l'heureuse société dont nous rêvons tous, brillamment dessinée par George Orwell dans son livre, 1984. Big Brother is watching you ! Tel est bien le cas aujourd'hui à Levallois où plus de 60 caméras (120 prévues), renseignent la police municipale armée, qui ensuite peut rapidement prévenir de





son véhicule d'intervention (voir photo 1), la police nationale seule habilitée à intervenir. C'est alors la pleine confiance qui s'instaure entre la police et les habitants de la ville dans un climat de solidarité, d'entraide...

Qu'il est beau de voir une ville la nuit où chaque citoyen se transforme en indicateur de police près à lui téléphoner dès qu'il entend un bruit suspect. Qu'il est bon de pouvoir laisser ses enfants encore en bas âge seuls au parc sous la protection oh ! com-

bien efficace des municipaux (voir photo 2). Qu'il est agréable de savoir que bientôt les 85 rues de la ville seront minutieusement quadrillées, surveillées, gardées...

Et pourtant, tant de confiance envers sa police n'est-ce pas trop présomptueux ? Est-elle réellement à la hauteur des dangers qu'encourent les habitants ?

La réponse nous est donnée par le maire lui-même, qui, ne croyant pas en la totale sécurité des caméras et de leurs intervenants physiques sur le terrain, les policiers municipaux, s'est fait construire son appartement au-dessus du commissariat de police de la



police nationale (voir photo 3, les deux derniers étages) ! Et pourtant, l'immeuble flambant neuf de la police municipale (photos 4 et 5), semble tout aussi confortable, si ce n'est plus.

De toutes manières, vouloir habiter au-dessus des policiers nationaux dans une ville où toutes les rues sont sous haute surveillance, relève de la paranoïa aiguë. Bien qu'il faille noter que, depuis avril 1993, date à laquelle la Commission nationale Informatique et Libertés (!) a demandé à la mairie de Levallois de

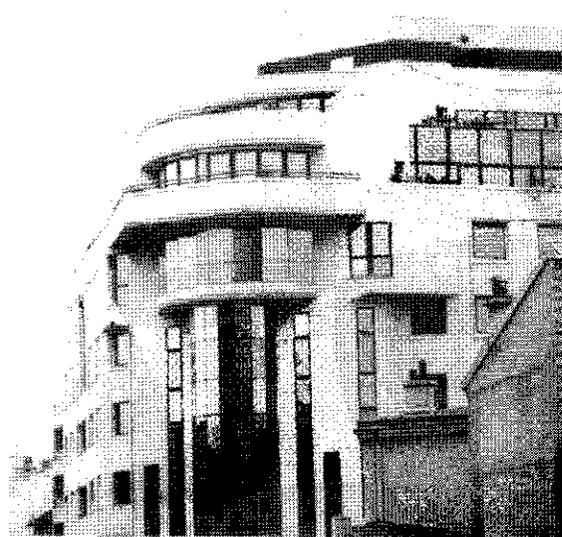
41



manière à éviter toute visualisation des entrées d'immeubles et, a fortiori, de l'intérieur des appartements», on est plus totalement sûr d'être en toute sécurité chez soi.

On comprend alors pourquoi il ne restait plus à ce paranoïaque maniaque de la sécurité que les deux derniers étages du commissariat.

Moralité : Habitants de cette triste ville, tremblez, les pauvres peuvent encore venir troubler votre petit bonheur sous surveillance !



maires, aimeraient que leurs pouvoirs soient étendus. Autrement dit, certains maires comme celui de Cannes, Michel Mouillot, voudraient voir leur rôle d'officier de police judiciaire revalorisé en matière de sécurité publique. Bref, ils se verraient bien avec une étoile de shérif accrochée au revers de leur veston¹. D'ailleurs, même si la loi ne lui en donne pas (encore) le droit², M. Mouillot est «très souvent [...] en écoute radio de [sa] police municipale dans [sa] voiture ou même chez [lui].», et déclare : «je ne me retranche pas derrière le directeur de ma police en lui laissant porter le poids des responsabilités, au contraire, je me place en première ligne lorsque c'est nécessaire, j'assume mes responsabilités de maire et d'OPJ.»³ Mais les nostalgiques du Far-West ne se cantonnent pas à la côte méditerranéenne. Ainsi, à Asnières-sur-Seine, le maire, M. Bokanowski, a fait installer un poste de police municipale «en plein secteur "chaud" du Quartier des Fleurs, les dealers ne se méfient pas. Ils ne savent pas encore que 31 policiers municipaux vont bientôt occuper le quartier et leur donner la chasse.»⁴ L'utilisation d'un vocabulaire guerrier n'est pas fortuit. Les policiers,

municipaux dans le cas présent (mais on peut étendre l'analyse à l'institution policière dans son ensemble), se pensent comme les irréductibles Gaulois encerclés par les légions «barbares». Il s'agit de rétablir l'ordre dans des zones dites de non-droit. Le schéma d'enfermement et de démonisation des individus qui se trouvent face à eux entraîne une vision des problèmes complètement coupée des réalités. Ainsi, la précarité qui crée l'insécurité (ne pas savoir de quoi demain sera fait, ne plus savoir comment on s'insère socialement dans une communauté qui vous nie, etc.), se trouve renforcée par des considérations policières qui assimilent des communautés précarisées (surtout si elles sont immigrées) aux classes dangereuses. De plus, dans le cas d'Asnières, le fait de construire un poste de police dans une cité où il n'y a pas d'autres services publics montre bien la nature des relations que le maire veut mettre en place : c'est la guerre⁵. Le 16 octobre 1992, après la mort d'un adolescent pendant sa garde à vue dans les locaux de la police nationale, le poste d'Asnières est incendié. Suite à cet événement, M. Bokanowski arme sa police municipale. Là encore, on ne fait pas dans la

demi-mesure : Riot-Gun (fusils à pompe, calibre 12) et pistolet 9mm. On peut noter que l'arme choisie n'est pas banale : il s'agit du Glock 17, qui est en dotation réglementaire dans l'armée autrichienne. Or sur ce pistolet «on a beau chercher, il n'y a aucun levier de désarmement ou de sécurité.»⁶

La société de contrôle qui se met en place ne cherche plus comme au siècle dernier à regrouper les déviants dans des lieux d'enfermements (prisons, asiles psychiatriques), mais plutôt à gérer leurs déplacements dans le temps. Ainsi, à Los Angeles comme à Asnières, si les événements ont marqué les mémoires à des degrés différents, on peut constater que dans les deux cas, ce sont leurs quartiers que les gens ont brûlés. Si l'on envoie la cavalerie dans les cas les plus graves, il y d'autres moyens, plus discrets. L'implantation de caméras de surveillance à Levallois-Perret en est un exemple. Le maire de Levallois, Patrick Balkani, se défend de vouloir espionner ses concitoyens puisque «les images recueillies sont numérisées, cryptées et transmises par câbles aux écrans de contrôle de la police municipale. Elles ne sont pas enregistrées. Aucun fichier n'est constitué.»⁷ Même le CNIL⁸, qui a été consulté par quelques citoyens inquiets (j'ai les noms !), n'a rien trouvé à redire. Puisqu'on vous le dit : tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes !

GLOCK



42

Le GLOCK est donc la nouvelle arme qui équipera la police municipale. En quoi se choisit-il révélateur des intentions des municipalités en ce qui concerne le traitement réservés désormais aux auteurs de troubles en tout genre ? Laissons la parole aux spécialistes*.

Il s'agit donc du GLOCK 17 standard, classé arme de première catégorie (armes de guerre) qui équipe depuis 1983 l'armée autrichienne. D'un calibre 9mm parabellum et d'un prix de 2100 frs, l'arme en question se caractérise surtout par son système de sécurité qui se résume à un petit levier au milieu de la détente : tant qu'il n'est pas effacé, ce levier interdit le départ du coup. Voilà qui rassure... «Il y a un avantage considérable à cette détente si différente des autres : l'arme est toujours prête à faire feu. Il suffit de la sortir de l'étui et de l'aligner sur la cible pour que, bang t'es mort (sic), le coup parte.[...] Le GLOCK présente deux caractéristiques qu'il faut absolument et impérativement maîtriser

par la formation des hommes qui la portent. La première, c'est que le coup peut partir avant que le tireur n'ait pris la décision d'ouvrir le feu, ce qui provoque des «bavures» lamentables en action de police, et des explications non moins lamentables. La seconde, c'est que si le malfrat qu'on «serre» au corps à corps parvient à extraire l'arme de l'étui du policier, il aura la plus grande facilité à en coller deux dans les tripes du défenseur de la loi. [...] Sur le GLOCK, on a beau chercher, il n'y a aucun levier de désarmement ou de sécurité. [...] J'aurais quand même une hésitation à en équiper une police municipale sans faire subir à ses membres un entraînement poussé et sans l'équiper d'un étui conçu pour éviter l'arrachage d'arme.»

Que même des allumés de la détente osent émettre des réserves sur le choix de cette arme en dit long sur les conséquences du tout nouvel armement de la police municipale. ■

* *Action Guns* n°156

1 *L'officiel de la sécurité*, janvier 1993, p. 39

2 op. cit., p. 38

3 *Les Dossiers du Canard, ATTENTION SECURITE !*, n°19, avril 1986, p. 71

4 bis M. Mouillot a d'ailleurs fondé une association : SOS POLICE MUNICIPALE, regroupant des maires du littoral méditerranéen, qui a proposé une loi sur les polices municipales modifiant le projet Quilès de janvier 1993. Cette proposition de loi permettrait entre autres aux policiers municipaux de jouir de prérogatives semblables à celles des policiers nationaux, notamment en matière d'interpellation et de contrôle d'identité.

4 A priori, «le maire en tant qu'OPJ peut :

- rechercher et constater les infractions
- recevoir les plaintes et dénonciations, etc.

Mais un maire qui voudrait, de plus, exercer serait immédiatement dessaisi par le Procureur de la République.» Cité dans *L'officiel de la sécurité*, janvier 1993, p. 69

5 *L'officiel de la sécurité*, septembre 1993, p. 51

6 *L'officiel de la sécurité*, janvier 1993, p. 40

7 «Une police municipale en état de guerre - ASNIERES» op. cit., p. 40

8 *Action Guns*, n°156, juin 1993

9 *Le Médiateur public*, n°3, juillet-août 1993, p. 16

10 Commission Nationale Informatique et Liberté. Elle n'a aucun pouvoir d'injonction et n'intervient qu'à titre consultatif. Dans le cas de Levallois, étant donné le vide juridique, elle a été consultée par défaut.

Nous ne mangeons pas d'antispécistes pour ne pas tuer d'animaux

La défense des animaux est un sujet à la mode ; et comme personne n'échappe à la mode, le petit monde de l'ultraradicalité a lui aussi sa mouvance en faveur de nos frères les animaux : l'antispécisme. Mais, radicalité oblige, l'antispécisme va plus loin que la simple dénonciation des mauvais traitements infligés aux animaux, et, sous couvert de bonnes intentions, invente une nouvelle forme de séctarisme, créant une communauté d'où les «viandistes» sont exclus et considérés comme la cause de tous les maux de la planète. Pour en finir une fois pour toute avec ce genre de délire mystique, voici une petite mise au point.

La plupart des gens soit s'en foutent, soit l'ignorent : et il faut bien admettre que l'importance de l'antispécisme en France n'en fait pas un sujet capital. Cependant, la virulence de certains antispécistes et les comportements qui en découlent, certains d'entre eux allant jusqu'à attribuer aux «viandistes» des qualificatifs généralement réservés à l'extrême droite, et, plus grave, à faire des rapprochements plus que douteux entre le génocide juif et l'élevage en batterie, rendent nécessaire une petite mise au point. Un certain nombre de gens se sont impliqués dans les luttes contre «l'oppression» des animaux (élevage en batterie, vivisection, mauvais traitements divers...). Pour ne pas cautionner ce contre quoi ils luttent, ils refusent de manger de la viande. Leur végétarisme a donc une base idéologique. À côté de cela, se sont développées des pratiques plus radicales, regroupées sous le terme d'«antispécisme», et qui prétendent assurer l'égalité des droits entre l'homme et le reste du règne animal (et

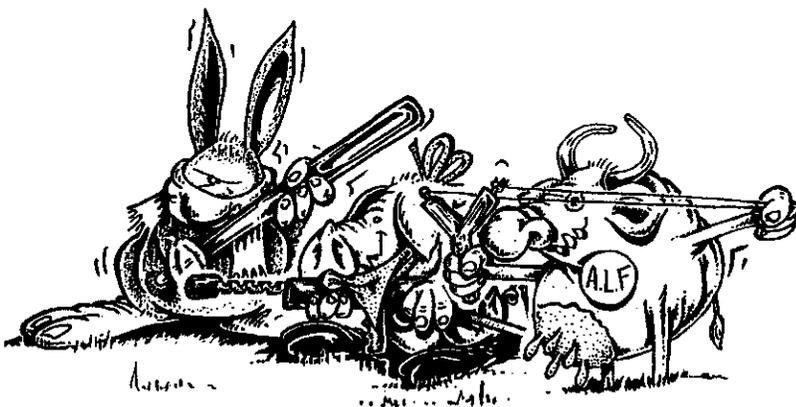
même parfois végétal), c'est-à-dire plus précisément d'étendre la notion de droit à l'ensemble du monde vivant. Ces revendications s'appuient le plus souvent soit sur l'idée que la souffrance est la chose au monde la mieux partagée, soit carrément sur un rejet de l'action de l'homme, représentation de tous les vices terrestres. On peut retrouver tout ou partie des éléments qui composent le syncrétisme antispéciste dans une certaine frange de la presse radicale (*Apache, Zarmazone*). En général, il s'agit pour ces groupes, ou journaux d'affirmer une radicalité nouvelle, d'avoir un nouvel objet révolutionnaire : peut-être déçus par les hommes, ils se tournent vers les animaux. Mais, cependant, l'antispécisme est chez eux une lutte parmi d'autres, et ne leur sert pas de base idéologique... Une façon comme une autre de montrer qu'aucune lutte ne les laisse indifférents. Cependant, c'est dans ces groupes que l'antispécisme est le plus agressif (radicalité oblige !) mais en même temps le moins développé au niveau du discours

(les textes que nous avons pu lire sur le sujet dans leurs journaux étaient plutôt légers) ce qui finalement est plutôt rassurant en regard des brochures exclusivement antispécistes.

Notre propos n'est pas ici de discuter du bien fondé des positions antispécistes quant aux problèmes soulevés par la condition animale ; et c'est moins l'analyse que les postulats de la réflexion antispéciste qui rendent leur discours délirant.

Quels sont donc les fondements de la pensée antispéciste ?

Tout d'abord, de l'ensemble des textes qui propagent la lettre du crédo antispéciste se dégage une peur obsessionnelle de la mort. Non pas de sa propre mort, de celle d'un proche, mais une véritable angoisse métaphysique face à la réalité que les antispécistes s'attachent à rendre morbide. À chaque pas que nous faisons, à chaque geste nous sommes susceptibles de prendre la vie. Ainsi, le but, avoué ou inavoué, de tout antispéciste est de supprimer de la surface de la terre toute idée de souffrance, de mise à mort, volontaire ou non, sans préoccupation d'espèce. Ainsi à titre d'exemple, il est conseillé «pour que les insectes ne viennent plus se coller à la peinture fraîche, [d'] incorporer quelques quelques gouttes d'huile camphrée au pot de peinture (glycérophtalique ou à l'huile)»¹. De même pour «les plantes, ces êtres vivants... [on] pourrait ne manger que des plantes tombées de l'arbre, comme les fruits, ou de grosses plantes, dans le souci d'en tuer le moins possible»², voire même de se nourrir exclusivement d'aliments de synthèse minérale. De l'homme au protoplasme, une vie est une vie, et il n'est «pas fait de différences quant aux vies d'un humain et d'un animal»³. L'antispécisme voit dans le respect de la vie sous toute ses formes les garanties



A la recherche d'un nouvel objet révolutionnaire ?

puisqu'on en parle...

«Jadis, au temps de l'âge d'or, les hommes avaient vécu dans une innocence primitive et végétarienne, sur les hauts plateaux asiatiques. Mais le péché originel survint, avec le premier meurtre d'un animal ; depuis, la soif de sang s'est emparée du genre humain, multipliant les assassinats et les guerres, et dans leur sillage, les conquêtes, les exils et les errances. Le Christ, un Christ indien ou aryen, aurait tenté de sauver les hommes en leur indiquant le chemin vers l'innocence végétarienne primitive, qu'il leur signifiait au repas de la Cène par la transformation du sang en vin et de la chair en pain ; ensuite, «il donna sa vie en expiation du sang répandu par les hommes carnivores depuis le commencement du monde». Mais une Église enjuivée aurait perverti le sens de ce message, en sorte que le genre humain aurait continué à dégénérer, pollué par la chair animale d'une part, par les poisons du sang juif de l'autre.»

Cet extrait du livre de Léon Poliakov, *Le Mythe Aryen*, est une synthèse des idées de Wagner, telles qu'il les exprima dans *Die Nibelungen*, *Das Judentum in der Musik*, *Religion und Kunst*, *Christentum und Heroismus*... Une façon de montrer (mais est-ce vraiment nécessaire ?) que végétarisme et fascisme peuvent faire bon ménage et que la solution simpliste des antispécistes, quand bien même ses intentions seraient acceptables, n'est en rien une barrière à l'intolérance et à la haine.

d'une vie meilleure où l'ensemble des problèmes humains et non humains seraient résolus. Les antispécistes se détachent ainsi de toute responsabilité vis à vis des conflits, massacres («Je ne peux rien faire pour beaucoup de problèmes humains⁴), famines («nous, nous ne sommes pas mouillés dans cette affaire⁵») puisque la disparition de la violence (y compris des rapports de prédation qu'entretiennent les espèces entre elles) ne passera que par le changement de nos habitudes alimentaires. Cette déresponsabilisation s'appuie également sur un principe simple, qui consiste à se désolidariser de toute personne étrangère à sa sphère de pensée, c'est-à-dire ici, pour les antispécistes, de se désolidariser de ceux qui mangent de la viande.

Ainsi l'AIDA⁶, par exemple, clame haut et fort son désintérêt absolu de la politique, étant entendu que celle-ci concerne la gestion des rapports des viandistes entre eux, qui, par leur comportement carnivore, ruinent de toute façon tout projet d'une société meilleure. Elle refuse donc de faire «la moindre différence arbitraire entre les humains exploités d'animaux» ; en conséquence, elle n'accorde aucune importance au particularisme gauchiste, libéral, réactionnaire ou nazifiant des uns ou des autres, tant que ces derniers n'affichent pas leur opinion politique(!) et qu'ils travaillent pour la libération concrète et physique des animaux⁷. A-t-elle alors une sympathie quelconque pour l'idéologie wagnérienne (voir encadré)?

Notons à leur décharge que les *Cahiers Antispéciste Lyonnais* (CAL) sont sur ce point en désaccord avec l'AIDA, ce qui ne

les empêchent pas de les soutenir : de plus, pour ce qui est de la considération du végétarisme comme solution politique aux problèmes sociaux, le discours est bien le même. L'affiche des CAL «Ceux qui s'opposèrent à l'esclavage au XIX^e siècle... Sont ceux qui cessent de manger de la viande aujourd'hui» est sur ce point un exemple édifiant. Et moi qui croyais que ceux qui se battaient hier contre l'esclavage étaient ceux qui se battaient contre l'esclavage aujourd'hui...

Paix, amour, liberté, légumes

Mais revenons-en à l'idéal antispéciste. Cette vision du monde où chacun vivrait dans une parfaite harmonie avec son environnement n'est pas sans rappeler la vision édenique de l'Au-delà qu'offrent les religions. Et ce n'est pas le seul point commun qu'entretiennent religion et antispécisme. Les deux procèdent en fait de la même façon.

Dans un premier temps, les antispécistes remettent en cause un système de valeurs qu'il juge anthropocentriste, puis mettent en avant des assertions qui souvent procèdent de la confusion entre l'abstraction et l'absence de sens. Ils présentent les concepts de Nature, d'Humanité, d'Intelligence comme des vues de l'esprit (ce qu'elles sont effectivement) et en déduisent qu'elles ne reposent sur aucune réalité palpable, et que par conséquent, pour les antispécistes, le passage à l'abstraction qui jusqu'à présent était la condition sine

qua nonne de la formalisation d'une pensée cohérente, ne représente plus rien. La plus que douteuse LFCV (ligue française contre la vivisection) a elle repris sans complexe l'ensemble du lexique religieux : «animal mon frère», «la vie nous paraît d'essence spirituelle... Pour nous en limite il n'y a rien à démontrer, ni à expérimenter. Démontre-t-on l'amour, la beauté, la paix ?», «notre arrogante auto-destruction est en marche» (jugement dernier)... Un discours métaphysique foireux qui ne recule devant aucun ridicule : «l'Alpha avait scellé les Grandes énergies et la Connaissance, l'Oméga les libère...L'esprit doit les maîtriser». Ben voyons !

L'exemple est extrême, mais c'est sur des bases semblables que l'ensemble de l'antispécisme repose : une fraternité entre les choses vivantes, l'appel à l'Amour... L'antispécisme se doit donc de détruire certaines certitudes, ceci afin d'assurer son propre discours sur des bases arbitraires, mais qui font appel à des valeurs «inaliénables» et sympathiques, tel que l'amour, la paix.

À partir de là, tout est permis, tous les outils de la pensée étant discrédités, et plus rien ne venant séparer l'homme de l'animal, «instinct» et «intelligence» se trouvent ravalés aux rangs de «lieux communs, que l'on retrouve partout et à toutes les sauces, et qui signifient surtout la volonté générale de considérer les animaux comme aussi peu existant que possible»... Or, qui nous dit «que la fourmi ne s'arrête pas quelques instants pour goûter le soleil, qu'elle n'agit pas aussi pour elle seule ?⁸ On s'aperçoit aussi qu'il y a des hommes qui sont sans doute «moins intelligents», «moins évolués» que certains autres animaux. Mais attention, ceux-là, en tant qu'hommes, ont droit au label «Homme» et ne sont donc ni mangés, ni vivisectés (sic) !⁹. Dans ce cadre s'intègre le Projet Grands Singes anthropoïdes, présentés dans les *Cahiers antispécistes lyonnais* de septembre 1993, qui partant du fait que les humains débiles profonds ont des capacités égales voire inférieures à celles des gorilles et autres orang-outangs, propose une nouvelle déclaration des droits, non de l'homme, mais de la «communauté des égaux», qui regroupe l'homme et un certain nombre de singes. Cette déclaration propose avec le plus grand sérieux, par exemple, que les singes vivent en liberté parmi nous, qu'il puissent

«que les gens qui mangent de la chair d'animaux mangent aussi de la chair d'humains»

bénéficier d'une aide judiciaire en cas de litige avec un humain (ou un autre singe). Sans commentaire.

Cependant, et les antispécistes restent discrets sur ce point, l'homme reste la seule animal à prendre conscience de la cause de tous les maux de la planète : le non respect de la vie d'autrui. Il se doit donc de

montrer l'exemple à ses semblables (entendez les autres animaux). Il pourra donc judicieusement enseigner aux animaux domestiques (chiens, chats...) les vertus du végétalisme¹⁰.

Pour l'antispécisme, s'il ne faut rien atteindre du Ciel, il faut tout de même que s'opère le «délégé» salvateur qui «relève malheureusement autant de l'exploit que de l'aléatoire»¹¹. Mais toutefois le salut reste possible pour l'infortuné qui verra sa route éclairée pas les propos des antispécistes.

Je crois voir dans votre regard incrédule que ce rapprochement entre pratiques sectaires et antispécisme vous paraît exagéré. Hélas, il n'en est rien. et si toute religion a ses fanatiques, les préceptes même de l'antispécisme sont autant d'appels à l'intolérance. Il existe déjà des fêtes interdites aux «viandistes» ; et quel est la position des antispécistes par rapport aux propositions de l'une des leurs, qui préférerait «qu'il y ait une ou des lois qui interdiraient de manger de la viande et qui puniraient ceux qui en mangent», «que les gens qui mangent de la chair d'animaux mangent aussi de la chair d'humains», «que la viande soit plus chère»¹² ?

Même sur des questions politiques, comme le racisme, le sexisme et les discriminations en général, les antispécistes réagissent par rapport à des considérations manichéennes, comme n'importe quelle religion. Ainsi passent-ils «du Tiers Monde aux Papous, ce qui n'est pas pareil mais dans la tête de beaucoup de gens, Tiers Monde = sous développés = peuples primitif = Papous.» et avouent pourtant «je ne sais pas en fait si les Papous mangent de la viande et font de sagaies»¹³, l'essentiel étant de culpabiliser le lecteur (méchant va !). De la même manière, celui qui mange de la viande sera vu comme le suppôt de Satan qui sera condamné à mourir du cancer, d'artériosclérose et autres joyusetés¹⁴ (on s'attend d'un moment à l'autre à être changé en statut de sel). S'ensuit un discours messianique, où le pêcheur est appelé à saisir sa chance d'accéder au paradis terrestre en adoptant un régime végétalien. L'antispécisme procède de toute évidence d'une déception vis-à-vis des luttes politiques, parce ce qu'elles ne sont vues que selon des critères éthiques donc prépolitiques¹⁵. À l'heure où l'antifascisme se doit d'éviter toute forme de diabolisation de l'extrême droite, l'antispécisme fonce dans le mur : non content d'adopter une démarche intellectuelle commune au domaine religieux, elle fait appel aux mêmes valeurs (amour, morale, bien, mal). L'association Boule de Neige (collectif lyonnais pour la libération de l'animal), d'ailleurs, ne s'en cache pas : «Boule de Neige n'est pas loin de faire le rapport avec le nouveau Catéchisme, prescrivant "l'amour pour les bêtes, mais pas plus que pour un être humain"»¹⁶ Quel soulagement pour n'importe quel militant politique que de savoir enfin où est le Bien, où est le Mal, quel est le remède miracle qui fera qu'enfin chacun vivra libre, heureux, dans l'opulence, la joie et l'allégresse ! Alors, avis aux amateurs, le

septième ciel se trouve dans la lutte antispéciste, «car pour vouloir penser clairement, pour vouloir désirer un monde meilleur (...) cesser de manger de la viande c'est vraiment la moindre des choses.»¹⁷ Minima Moralia ! ■

1 Brochure *NOUS NE MANGEONS PAS DE VIANDE POUR NE PAS TUER D'ANIMAUX*, mai 1989 - novembre 1992, p. 9

2 *ibid*, p. 50

3 *ibid*, p. 4

4 *ibid*, p. 15

5 *ibid*, p. 10

6 association Action Information pour les Droits des Animaux (ex-AEDA).

7 lettre de l'AIDA adressée aux *Cahiers antispécistes lyonnais*.

8 *ibid*, p. 35

9 *ibid*, p. 35

10 *ibid*, p. 29 à 31

11 *ibid*, p. 6

12 *ibid*, p.16

13 *ibid*, p. 11. À noter pour information que les Papous sont très friands de cochon.

14 *ibid*, article «santé», p. 23 et suivantes

15 «J'ai passé du temps dans ma vie à lutter avec eux contre le racisme et le sexisme contre l'oppression des humains (...). Je voudrais encore aujourd'hui pouvoir me sentir motivé pour le faire. Mais je n'y arrive pas. Car cette chose si petite m'obsède, je n'arrive pas à détourner mon attention: comment peuvent ils manifester contre un meurtre quand il tuent si facilement tous les jours (...) comment peut-on vouloir que l'homme cesse d'être un loup pour l'homme et en reste un pour le lapin.», *ibid*, p. 51

16 *CAL* de septembre 1993

17 *idem*

Poulet congelé

(drame)

«J'ai trouvé récemment dans une benne un poulet congelé.

Il était tout petit, de la taille un peu d'un chat, je l'ai d'ailleurs bien vu ressembler très précisément à notre chat à qui on aurait arraché la fourrure [...]. J'ai eu comme réaction, l'envie de le réchauffer, de le serrer contre moi. M'est venu l'idée de le mettre dans une couverture pour protéger sa peau mise à nue de ses plumes, ou de lui passer quelque chose de gras sur le corps, pour atténuer le contraste entre l'air et cette surface très sensible.

Je l'ai pensé comme encore vivant [...]. Ses pattes coupées à ras demandaient un pansement. Il était comme malade ou accidenté.

J'ai aussi eu l'idée de l'enterrer, de le prendre et de lui chercher un coin tranquille [...].

J'ai voulu le prendre pour ne pas le gaspiller [...] pour le donner à quelqu'un qui en aurait fait tué (par exemple acheté) un autre pour le manger [...].

Je me suis assez surprise à le voir comme un cadavre recroquevillé, ayant été tout mutilé. J'ai vu un animal qui avait été vivant, qui était mort, qui avait été tué.

Je l'ai finalement pris.

J'ai pensé ensuite que j'aurais pu le voir, et que presque tout le monde l'aurait vu comme une nourriture [...].

J'ai cherché quoi en faire [...]. Aucune solution n'était de toute façon maintenant acceptable, maintenant qu'il était mort.

On choisit de le donner «à manger» ; le problème était de choisir à qui [...].

On pouvait le donner à quelqu'un mangeant de la viande, mais c'était assez difficile de se faire comprendre, et ça me faisait chier d'avoir ainsi à respecter/cautionner un mangeur de viande.

[...] Je pouvais le manger, nous aurions pu le manger, certains d'entre nous, pour s'éviter d'avoir à manger autre chose, des plantes [...] à manger autre chose, des plantes [...]

Nous l'avons gardé environ deux mois au congélateur, le temps d'en parler entre nous. J'étais assez mal à l'aise de l'avoir, comme ça, chez nous, un peu comme si j'avais un mort sur la conscience, un cadavre dans un placard accessible...

Nous l'avons finalement porté dans un terrain vague pas très loin de chez nous, que nous connaissions pour être habité par des chats, nous l'avons posé pour que ces chats s'en nourrissent, le déchiquettent sans que nous les voyons faire.

Il n'y avait pas de possibilité de bonne solution, ce poulet était mort.

Tout ça est bien sordide.»

Extrait de la brochure *Nous ne mangeons pas de viande pour ne pas tuer d'animaux*, mai 1989 - novembre 1992

notes de lecture

● La revue *Hérodote* a consacré son numéro 68 du premier trimestre 1993 à «la question allemande» : parmi les nombreux articles, on peut noter celui d'Étienne Sur : «À propos de l'extrême droite en Allemagne : de la conception ethnique de la nation allemande» qui à partir de l'analyse régionale du nombre d'attentats d'extrême droite (recensés par l'Office Fédéral de Protection de la Constitution), analyse la xénophobie et le racisme en Allemagne et montre que leurs victimes sont bien sûr les étrangers mais aussi les Aussiedler (population d'Europe de l'Est de souche allemande). Cette observation fait dire qu'il ne suffit pas d'être de sang allemand pour trouver sa place dans la société allemande. Michel Korinman dans «La longue marche des organisations de réfugiés allemands de 1945» retrace l'histoire des réfugiés allemands en RFA depuis 1945, leurs organisations, leur poids politique, avant de de présenter la polémique entre ces organisations et le gouvernement à propos de l'acceptation de la ligne Oder-Neisse. Jean François Tournadre, «Extrême droite, nationalisme et problèmes d'identité dans l'ex-RDA», germaniste à l'université de Paris III, analyse le caractère particulier du développement de l'extrême droite en ex-RDA : les mouvements sont moins structurés dans la partie orientale, ce qui les rend plus difficiles à infiltrer et à contrôler, les agressions seraient plus «spontanées», l'intervention de la police est plus tardive... Mais la xénophobie à l'Est serait moins idéologique. L'accumulation des déceptions et des ressentiments nés de l'unification raviverait le thème identitaire (de la spécificité de la RDA), ou exacerberait le nationalisme allemand xénophobe.

Le mystérieux Docteur Docteur Martin

Pierre Péan (Fayard, 145 f)
Il s'agit d'une passionnante biographie des complotiers les plus obstinés de la Troisième, Quatrième et Cinquième République : Henri Martin, qui avait la «France (royaliste et chrétienne) cheville au corps». D'abord adhérent à quatorze ans du mouvement royaliste l'Action française, il anime ensuite la Cagoule où il s'occupe principalement du renseignement politique. Cet obsédé du fichage politique rallie un temps la

Pour en finir avec le Front national

Le Front national serait, selon A. Bihl «le révélateur et le catalyseur de quelques-unes des fractures [...] majeures de la société française». C'est pourquoi, «penser le FN, c'est [...] dépasser le stade d'une dénonciation qui relève de l'exorcisme. C'est comprendre que le nécessaire combat politique contre lui nous confronte à une tâche d'une tout autre ampleur : refonder un mouvement social émancipateur, capable de faire face aux différentes crises structurelles qui secouent la société française ; réinventer une alternative politique globale qui soit à la hauteur des défis majeurs, écologique, socio-économique, institutionnel, symbolique de notre époque.»

Vaste programme ! Pour atteindre cet objectif, l'auteur décompose son livre en trois parties. La première est consacrée à l'étude de la base sociale du FN. L'auteur démontre l'existence de deux électors lepénistes. D'un côté, on retrouve des membres des classes moyennes traditionnelles (commerçants, artisans, agriculteurs) ; de l'autre, des salariés provenant du prolétariat (ouvriers, personnel de service et employés) et de l'encadrement (cadres moyens et employés). Mais ces classes moyennes sont surreprésentées, au contraire des classes salariées. Politiquement, cela traduit une radicalisation à droite de ces classes moyennes, en continuité avec leurs positions politiques, alors que les classes salariées proviennent de la droite mais aussi de la gauche, ce qui occasionne, pour certaines, une rupture avec leur univers politique. En effet, «C'est [...] une part significative de l'ensemble des classes moyennes traditionnelles que le FN est parvenu à mobiliser derrière lui, en profitant du vide créé par la rupture de leur ancienne alliance hégémonique avec la classe dominante.» Mais la montée du FN est aussi liée à la crise du mouvement ouvrier, surtout due à la remise en cause du mode d'exploitation fordiste, mais aussi à l'évolution

de la «gauche» durant la décennie écoulée ; c'est pourquoi les idéaux traditionnellement rattachés à la «gauche» (solidarité, égalité, justice sociale) se sont vus totalement discrédités.

Dans la deuxième partie, l'auteur analyse le ciment idéologique et s'intéresse en premier lieu à la crise de l'État-nation. La mise en place de nouvelles formes d'exploitation de la force de travail —instauration de la société duale—, n'a pas uniquement des conséquences au niveau national, mais aussi au niveau international : elle met à mal les rapports internationaux qui présidaient jusqu'alors. En effet, pendant la période fordienne (les Trente Glorieuses), l'État avait une fonction de planification de l'accumulation, c'est-à-dire qu'il tentait d'assurer la cohérence et l'autosuffisance de l'appareil productif. «Cette planification reposait sur la concertation entre l'État et les principaux monopoles industriels et bancaires d'une part, sur l'institutionnalisation du dialogue social d'autre part.» Ce processus impose le passage d'une économie mondiale internationale à une économie mondiale transnationale : d'une part, la concertation entre État et monopoles n'est plus possible dès lors qu'une part croissante de l'appareil productif national est entre les mains de groupes étrangers sur lesquels l'État n'a que peu de moyen de pression, et que, en se multinationalisant, les monopoles nationaux abandonnent toute stratégie purement nationale. D'autre part, avec la transnationalisation du capital, des fractions de la classe dominante [...] ont de moins en moins d'intérêts proprement nationaux, ce qui rend parfaitement inutile à leurs yeux la recherche d'un compromis avec les autres classes nationales autour d'un développement autocentré.» Les conséquences politiques et sociales sont loin d'être négligeables. D'un côté, l'État est de plus en plus libéral envers le capital, aidant au renforcement de l'exploitation de la force de travail (précarisation, remise en

cause d'acquis sociaux) ; de l'autre, il devient de plus en plus autoritaire à l'égard des victimes de l'exploitation et de l'exclusion, renforçant un arsenal de plus en plus répressif. En deuxième lieu, A. Bihl s'intéresse à la crise culturelle, ou crise du sens, qui secoue en particulier la société française, mais aussi l'ensemble des sociétés contemporaines. «Par crise du sens, j'entends l'incapacité, propre aux sociétés contemporaines, d'élaborer et de proposer à leurs membres un système de références (idées, normes, valeurs) qui leur permettrait de donner un sens stable et cohérent à leur existence : de construire leur identité, de communiquer avec les autres, de participer à la production du monde, en le rendant subjectivement vivable et habitable.» En effet, «en soumettant l'ensemble des rapports sociaux à une série d'abstractions (l'argent, le droit et la loi, l'État, la communication de masse, la rationalité instrumentale), ces fétichismes ont progressivement installé les sujets sociaux (individus, groupes, classes, nations) dans une dépossession permanente de leurs actes, en faisant apparaître la société comme une machinerie dépourvue de sens.» Ainsi, le «chacun pour soi», le «système D» prennent le pas sur les dimensions collectives. Pour renforcer son audience et rendre durable son influence en s'appuyant sur cette crise de sens renforcée par la crise économique, le Front national a entrepris un travail idéologique fondé sur quatre thèmes : le ressentiment, l'insécurité, la décadence et le néo-racisme (racisme différencialiste théorisé par A. de Besnoit). En fait, la force du FN tient essentiellement à sa capacité à construire «un imaginaire politique : faire rêver son auditoire, lui faire croire qu'avec lui tout (re)devient possible, que les lendemains chanteront de nouveau.»

Dans la troisième partie de son ouvrage, A. Bihl nous propose les perspectives politiques pour en finir avec le FN. D'emblée, l'auteur écarte l'hypothèse d'une réponse fasciste —rappelant les années 1930— à la crise actuelle. Plusieurs raisons militent en ce sens :

● «la classe dominante n'a, pour

l'instant, nul besoin d'instaurer une forme quelconque de régime d'exception.» Le mouvement ouvrier est dans un tel état de faiblesse, qu'elle n'a pas de crainte de ce côté.

• «la crise du vieux bloc hégémonique [...] a rapidement trouvé sa solution dans l'esquisse d'un nouveau bloc hégémonique dont le PS [...] s'est fait le chef d'orchestre [...]»

• Le processus de transnationalisation a engendré l'éclatement de l'ancien bloc hégémonique, «en provoquant du même coup la radicalisation et l'autonomisation politiques d'une partie des classes moyennes.» En outre, A. Bihl remarque qu'on ne peut calquer les organisations fascistes sévissant dans les années 1930 en Allemagne et en Italie². Si la crise ne devient pas catastrophique, contraignant les bourgeoisies à recourir à un régime d'exception, le FN se cantonnera dans le rôle d'un «pouvoir de fait»³, mais dont l'influence est loin d'être négligeable, bien au contraire.

A. Bihl tente d'analyser les raisons qui sont, jusqu'à présent, la cause de l'échec de la lutte contre le FN et en particulier la faiblesse des opposants (les organisations politiques de droite comme de gauche ont repris plusieurs thèmes prônés par l'extrême droite : racisme, insécurité, etc. Mais il y a aussi la méconnaissance du phénomène frontiste, les luttes qui se sont souvent limitées à la défense du système politique institutionnel en place et la faiblesse d'un rempart éthique fondé sur des principes intangibles.)

Pour lutter contre le FN, l'auteur avance quelques pistes. Tout d'abord, il faut faire face à la crise du mouvement ouvrier, et ce, d'un côté, par des actions défensives, comme «la dénonciation du programme économique et social du FN» mais aussi par la lutte contre l'exclusion économique et sociale. C'est ainsi qu'il faut tenter de redévelopper la convivialité et la solidarité de classe en brisant les barrières raciales, sexistes, etc. Ensuite, par des propositions offensives : réduction du temps de travail, sur le thème «travailler tous, travailler moins, travailler autrement» ; relancer les luttes pour un Revenu social garanti. En outre, le mouvement ouvrier doit faire en sorte de «casser le front de la réaction, c'est-à-dire empê-

cher l'ensemble des classes moyennes traditionnelles de faire corps derrière le FN.»

Selon l'auteur, il importe de répondre aussi à la crise de la démocratie que nous connaissons — la démocratie devenant de plus en plus autoritaire — et ce, en poussant jusqu'au bout les principes démocratiques : par exemple, en instaurant le référendum d'initiative populaire, en déprofessionnalisant la vie politique, en introduisant la proportionnelle, en redynamisant l'action municipale et locale, en introduisant la démocratie dans l'entreprise, les médias, etc. mais aussi en développant les contre-pouvoirs en vue d'impulser des alternatives. Cela suppose de mettre le FN hors jeu démocratique.

Pour faire face à «la crise du sens», l'auteur propose de «créer les conditions qui permettent à chacun selon sa situation et ses choix, de se construire une image cohérente du monde, des autres et de lui-même, de manière à rendre l'existence subjectivement vivable et même désirable [...] il s'agirait de réaffirmer l'utopie d'une humanité réconciliée avec la nature et avec elle-même, sans pour autant ni fétichiser la nature ni prôner on ne sait quelle uniformité totalitaire.»

En ce qui concerne la crise de l'État-nation, nous avons publié dans le dossier citoyenneté (voir *REFLEXES* n°38) l'ensemble de ce sous-chapitre, il n'est donc pas utile d'y revenir.

Force est donc de constater que l'ouvrage d'A. Bihl est un outil précieux pour qui veut lutter contre la montée du FN en particulier, et contre les idéologies autoritaires et sécuritaires en général. Il est intéressant que l'auteur articule connaissances, luttes défensives et perspectives. Mais c'est à propos de ce dernier aspect que nous formulerons quelques critiques. Nous avons montré dans le dossier citoyenneté (*REFLEXES* n°38) que certains fondements de la philosophie politique d'A. Bihl reposaient sur une conception évolutionniste de l'Histoire (par exemple, sa volonté de «parachever l'État démocratique») qui relève d'options dans lesquelles nous ne pouvons nous retrouver. L'idée de rupture, d'alternative révolutionnaire que nous défendons, suppose de rompre avec tout le carcan de l'organisation institutionnelle

du pouvoir politique (gouvernement, parlement, etc.) ; ainsi, on ne peut avoir comme objectif, par exemple, de vouloir parachever l'État démocratique comme le propose l'auteur. L'expérience des luttes de l'immigration est à ce sujet suffisamment éloquente, tant par leurs échecs que par les effets qu'ont engendrés ces stratégies au sein des mouvements. On ne révolutionne pas une société correspondant à une étape donnée. Au contraire, il importe d'instaurer délibérément des ruptures, et ce en fonction de finalités non pas déterminées par un «absolu» historique, mais bien selon des utopies élaborées par des individus agissants, en vue d'autres organisations sociales qu'ils tentent d'inventer dans les mouvements politiques, sociaux, culturels auxquels ils participent ; en créant des espaces politiques, sociaux et culturels (autrement dit des pôles, cf. «Pour une citoyenneté active», dossier citoyenneté *REFLEXES* n°38), lieux de confrontations, d'échanges, d'apports réciproques et de convivialité.

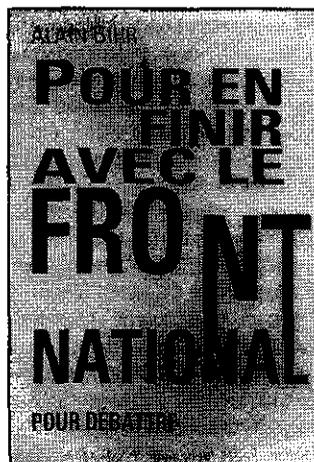
JC

Pour en finir avec le Front national, Alain Bihl, Éditions Syros, 1992. 110 Frs.

1 L'auteur reprend ici le concept d'hégémonie développé par Gramsci. Il consacre une longue analyse aux évolutions des alliances de classes qu'impose la gestion du pouvoir par les classes dominantes.

2 voir aussi *REFLEXES* n°36, l'article «Le Front national : fascisme ou réaction ?»

3 organisation politique faisant pression dans le champ politique et/ou idéologique, mais ne pouvant accéder au contrôle de l'État si la situation donnée perdure (cf. Burdeau).



Révolution nationale du maréchal Pétain avant d'être interné en 1942, pour avoir comploté contre Laval et les autres ultras de la collaboration. En prison il se lie avec des hommes de gauche comme Roger Stéphane, André Blumel (l'ancien chef de cabinet de Léon Blum) ou du centre comme Édouard Herriot. Il termine la Seconde Guerre mondiale comme opposant à De Gaulle et agent des Américains. La Libération et la Quatrième République le voient ferrailer contre le Parti communiste français. Pendant la guerre d'Algérie il prend évidemment le parti des ultras puis de l'OAS et passe son temps à comploter contre De Gaulle. Il s'éteint la même année que le général honni.

Le Front national, l'argent et l'establishment

Hennion Blandine

Paris, La Découverte, 1993, 140 f.

Blandine Hennion avait une bonne idée : enquêter sur les relations entre le Front national et les entreprises. Sur ce sujet d'enquête, de nombreux journalistes et inspecteurs du fisc se sont cassés les dents. Malheureusement, Blandine Hennion n'a pas soulevé de très gros lièvres, mis à part le groupe Accor qui a rué dans les brancards et l'a traînée en procès (elle vient de le perdre avec son éditeur). Son éditeur La Découverte a préféré retirer le livre et supprimer les passages litigieux. Mis à part ce scoop le livre reprend d'anciennes pistes sans les approfondir suffisamment. C'est un honnête rappel des différents pourvoyeurs du FN mais malheureusement cela ne va pas plus loin.

Extrême droite et xénophobie en Allemagne

47

En réaction à la vague de violence d'extrême droite et de xénophobie en Allemagne depuis la réunification, sont parus ces derniers mois de nombreux ouvrages qui essaient de donner des explications et des réponses politiques à l'un ou l'autre des aspects de ce phénomène sinistre qui a secoué la vie politique de l'Allemagne.

En effet, il s'agit aussi d'une question de conjoncture : l'actualité du sujet et les difficultés de l'État allemand et du grand public à trouver des réponses convenables à ce qui s'est passé ces derniers temps, promet des ventes importantes aux éditeurs.

Druck von rechts — Pousée de la droite

Claus Leggewie, professeur de science politique à l'université de Giessen (Hesse) et auteur de plusieurs ouvrages sur l'extrême droite et notamment sur les Republikaner, vient de publier un essai intitulé *Druck von rechts. Wohin treibt die Bundesrepublik ?* (La pression de la droite. Où va la République fédérale ?)

Cet essai ne servira pas à approfondir des connaissances déjà avancées sur l'extrême droite allemande de ces dernières années. Il donne plutôt une synthèse qui tente de prendre en compte tous les aspects du sujet et notamment la droitisation du paysage politique allemand depuis la réunification, loin au-delà de l'extrême droite. Le consentement du SPD, parti social-démocrate, qui a rendu possible la suppression de facto du droit d'asile garanti jusqu'ici par l'article 16 de la constitution, est pour l'instant l'exemple le plus frappant de cette droitisation.

Leggewie retrace d'abord les événements de Rostock, vus surtout sous l'angle de la responsabilité de la police pour les erreurs commises lors des attaques contre des foyers de demandeurs d'asile et de travailleurs immigrés à Rostock-Lichtenhagen en août 1992.

Le chapitre sur les jeunes et l'extrême droite (pp. 40-68) est trop court pour donner plus qu'une synthèse assez sommaire. Leggewie reprend d'ailleurs le débat auquel il avait déjà participé avec un article dans l'hebdomadaire intellectuel *Die Zeit* : la responsabilité de la génération des soixante-huitards dans l'orientation vers l'extrême droite de jeunes dont ils ont souvent été les éducateurs. Il reproche aux soixante-huitards un manque de "courage à l'éducation". Ce reproche est pourtant redoutable : les adeptes de "l'anti-éducation" ont toujours été minoritaires parmi les soixante-huitards. C'est plutôt une éducation émancipatrice, écologique et responsabilisante qui a été favorisée par les gens de cette génération dans leur rôle de parents, d'instituteurs, de professeurs, etc. d'ailleurs avec des résultats considérables. Les jeunes que vise Leggewie, par contre, ont échappé à cette éducation émancipatrice en raison soit de leur exclusion sociale, soit d'une orientation restreinte de leur entourage social vers les valeurs de la consommation.

S'y ajoutent des chapitres sur les crises de la droite établie autour du chancelier Kohl et de l'opposition social-démocrate (pp. 69-87) et sur l'extrême droite parlementaire, surtout sur les Republikaner de

Franz Schönhuber. Le chapitre sur le renouvellement de l'idéologie de la droite est lui aussi digne d'intérêt : il contient les commentaires de Leggewie sur le débat qu'avait déclenché un article du dramaturge Botho Strauss dans l'hebdomadaire *Der Spiegel* au début de l'année. Leggewie met le lecteur en garde contre une surestimation, mais aussi contre une négligence arrogante de ces tendances.

Dans un petit article à la fin du livre, Horst Meier résume les débats sur les réponses de l'État et de sa justice face à l'extrême droite. Sa position est d'ailleurs partagée par la plupart des experts de gauche dans ce domaine : les sanctions d'un État sécuritaire ne peuvent ni ne doivent remplacer les changements de culture politique qui seraient nécessaires pour combattre l'extrême droite.

Celui qui aimerait lire un résumé des divers aspects du processus de droitisation entamé par l'Allemagne depuis la réunification trouvera dans ce petit livre une bonne synthèse qui n'hésite pas à prendre des positions claires — mais souvent discutables. ■

Claus LEGGEWIE, *Druck von rechts. Wohin treibt die Bundesrepublik*, avec un article de Horst Meier, Munich, éditions CHBeck (Beck'sche Reihe n°1017) 1993, 168 pages, 16,80 DM. ISBN 3-406-37407-7.

Skinheads

Klaus Farin et Eberhard Seidel-Pielen, journalistes de gauche et auteurs de plusieurs ouvrages sur les mouvements violents de jeunes, ont publié deux nouveaux livres cette année sur les diverses tendances de skinheads.

Ces deux livres constituent une présentation réussie d'éléments intéressants pour le débat sur les raisons de la violence des jeunes xénophobes et extrémistes de droite en Allemagne. En effet, ce débat était plutôt pauvre, notamment en ce qui concerne la responsabilité de la génération des soixante-huitards dans l'éducation «ratée» de ces jeunes-là. Les livres de Farin et Seidel-Pielen pourront aider à rapprocher le débat des réalités sociales.

Dans leur livre intitulé *Skinheads*, ils essaient de peindre ces mouvements d'une façon beaucoup plus précise et complexe que la plupart des médias ne l'ont fait ces derniers temps dans leurs reportages qui donnaient une image martiale et hyper-brutale de ces jeunes. Farin et Seidel-Pielen montrent que ces skinheads-là ne

sont en fait qu'une minorité parmi de nombreuses tendances moins violentes ou même parfaitement paisibles, sans pour autant nier que les groupes de skins violents appelés «nazi-skins» par la presse internationale existent.

Les auteurs commencent leur livre par un résumé des mouvements de skins depuis les années 1960 à l'époque où les premiers groupes apparurent en Grande-Bretagne. Ce chapitre donne des informations intéressantes, même si une certaine nostalgie peut irriter le lecteur. Suivent des reportages et des commentaires sur les différentes tendances et groupes skins et sur leur forme d'expression. Ainsi, ils présentent d'une façon très instructive les groupes de musique skin, mais aussi les tendances de skins résolument antiracistes comme par exemple le mouvement des SHARP (Skinheads against racial prejudice) qui compte un nombre important d'adhérents en Allemagne.

Des interviews reflètent l'ampleur du mouvement skin et ses diverses attitudes. Farin et Seidel-Pielen soulignent à plusieurs reprises la proximité existant entre les mouvements punks et skins pendant une période (vers la fin des années 1970) et le caractère totalement apolitique d'une partie importante des adeptes de la «mode skin».

Les auteurs arrivent ainsi à relativiser l'image sombre que beaucoup de reportages ont donnée des skins. Ils ne négligent pourtant pas les tendances violentes. Les interviews de skins ayant participé à des actions violentes, qui ont des convictions xénophobes ou qui ont même été adhérents d'un groupe néo-nazi ou habité le squat néonazi qu'il y avait à une époque à Berlin-Est ne cachent rien et sont en plus très instructives. Pour trouver des réponses appropriées à ce que font les skins, ces informations sont bien utiles.

Certes, il est important d'arrêter de considérer tous les skins comme l'incarnation du mal et de la haine. Mais, bien que les auteurs soient profondément ancrés à gauche, ils n'arrivent pas toujours à s'abstenir d'une certaine complicité avec leurs «objets de recherche» quand ils tentent de faire comprendre leur culture et leurs attitudes. C'est peut-être pour eux une nécessité afin de garder l'accès à la scène des skins, leur «terrain de recherche». Une distance critique de la part des lecteurs est donc à conseiller. En outre, cette critique ne met pas en cause la qualité remarquable de ce livre qui constitue une source particulièrement riche en

informations et une contribution importante à un débat public qui ne s'appuie pas toujours sur des informations bien précises.

Le deuxième nouveau livre de ces deux auteurs, intitulé *Ohne Gewalt läuft nichts ! Jugend und Gewalt in Deutschland* (Sans violence, rien ne marche ! La jeunesse et la violence en Allemagne) paru chez Bund, maison d'édition proche de la fédération des syndicats allemands, donne moins d'analyse, mais beaucoup plus «d'information directe», sous forme d'interviews qui sont en partie très intéressantes. Le lecteur qui a déjà lu l'autre livre s'ennuiera pourtant lors de la lecture de certaines des interviews dont les partenaires jouent un rôle important dans l'autre livre.

En accord avec le programme de l'édition plutôt orienté vers des activités concrètes, Farin et Seidel-Pielen discutent à la fin de ce livre sur les possibilités de réagir contre la xénophobie et les jeunes violents, notamment dans le milieu scolaire (pp. 191 et passim). Certaines des interviews sont particulièrement remarquables, comme par exemple celle de Rüdiger Bredthauer, sociologue travaillant dans la police de Hambourg, qui donne une image précise des différents types de violence des jeunes et du contexte politique de leurs actions.

Ces deux livres de Farin et Seidel-Pielen sont donc intéressants et méritent un grand nombre de lecteurs.

Hartmut Aden

Klaus Farin et Eberhard Seidel-Pielen

Skinheads, Munich (édition CH Beck, Beck'sche Reihe n°1003) 1993, 225 pages, 17,80 DM (ISBN 3-406-37393-3)

Ohne Gewalt läuft nichts ! Jugend und Gewalt in Deutschland, Düsseldorf, (édition Bund) 1993, 304 pages, 24,90 DM (ISBN 3-7663-2430-6)

Lexique de l'extrême droite

Rainer Fromm a publié ce recueil qui livre des informations très utiles. Dans une quarantaine d'articles, l'auteur donne un résumé des plus importants parmi les groupes et groupuscules d'extrême droite en Allemagne. En combinaison avec le registre des personnalités et des publications d'extrême droite, il s'agit là d'une source exhaustive et très utile. ■

Hartmut Aden

Rainer Fromm, *Am rechten Rand. Lexikon des Rechtsradikalismus*, Édition Schüren (Marburg/Berlin) 1993, 233 pages, 28,- DM, ISBN 3-89472-080-8 ■

Le masque du FN tombe au Québec

minute dernière minute dernière

Profitant de la tenue du Congrès Métropolis 1993 réunissant les grandes métropoles du monde à Montréal du 21 au 24 septembre dernier, le Front national a tenté une percée outre-Atlantique. Grâce au Conseil régional d'Île-de-France, deux membres du FN, Jean-Yves Le Gallou et Patrick Delmas, ont participé à ce congrès international en tant que membres de la délégation multipartite de ce Conseil, qui regroupait vingt-sept délégués dans un congrès en réunissant 800. Les deux élus du FN ont également été rejoints au Québec par Jacques Dore, chargé de mission aux Affaires étrangères du FN et conseiller de Bretagne.

Dès l'annonce de la tenue d'une rencontre publique du FN au Québec à la fin juillet, plusieurs organismes ont réagi. Une coalition contre la présence du Front national et la montée de l'extrême droite s'est constituée pour s'opposer aux plans du FN. L'Association des hôteliers de Montréal a même invité ses membres à la prudence en les invitant à reconsidérer l'impact qu'aurait la location d'une salle au FN pour la tenue d'une rencontre. Malgré les garanties de M. Roger Alacoque, ex-hôtelier de Lyon et représentant du FN au Québec, que «50 malabars assureront la sécurité et qu'ils sont prêts à tout pour moi», l'Hôtel Maritime de Montréal a annulé sa réservation avec le FN à la fin juillet.

À la suite des déclarations du représentant du FN au Québec voulant que le Ku Klux Klan soit un allié occasionnel du FN et le leader du KKK, un «bon garçon», la véritable nature de cette assemblée est devenue évidente pour tous. Le FN voulait regrouper les membres xénophobes, ultranationalistes et racistes du Mouvement pour une Immigration Restreinte et Francophone (MIREF), Jeunes Nations, SOS Génocide, le KKK sous sa bannière unifiée. Des représentants du Heritage Front, un groupe suprématiste blanc canadien, allaient également faire partie de la rencontre. Bref, le Front national allait permettre aux racistes et aux néo-nazis de se rencontrer et de former une alliance pour faire progresser leur programme politique au pays.

C'est plutôt une bannière unifiée contre le racisme, l'antisémitisme, le sexisme et l'homophobie qui s'est constituée, avec plus de 38 organisations-membres, recevant l'appui de 39 organismes provenant des milieux syndicaux, antiracistes, politiques, de femmes, de gays et de lesbiennes, d'immigrants et de communautaires. En fait, la plus grande coalition antiraciste des trente dernières années au Québec !

Une arrivée houleuse

Dès l'arrivée des délégués FN, une trentaine de manifestants antiracistes les ont «chaleureusement» dénoncés à l'aéroport de Montréal. Par la suite, Le Gallou s'est dit amusé de la réaction ! Le maire de

Montréal a ensuite annoncé son intention de refuser l'accès au cocktail officiel de la ville aux délégués du FN. Le lendemain, 250 personnes manifestaient à l'ouverture du Congrès Métropolis en dénonçant la présence du FN. Mais, le lendemain, la récréation était terminée pour le FN.

Le 22 septembre 1993, le Front national organise une conférence de presse pour énoncer ses thèses politiques et répondre à la campagne de «diabolisation» dont il se dit victime. Encadré par une vingtaine de militants néo-nazis du KKK et du Heritage Front, le Front national tente de présenter sa plate-forme politique. L'arrivée de manifestants antiracistes provoque une certaine nervosité chez le service d'ordre des chemises brunes, assemblé pour assurer la sécurité du FN sous la «gouverne» du leader du Ku Klux Klan, Michel Larocque. Alors que les médias ne cessent de questionner Le Gallou et Dore sur les liens qu'entretiennent le FN et le KKK, et après plusieurs tentatives pour éluder la question, Dore tient à se distancer du KKK. Alors, le cirque du FN s'emballe.

Le leader du KKK dénonce l'hypocrisie du Front national en soulignant qu'il a reçu le mandat d'assurer le service d'ordre, que lui et ses «amis» sont membres du CFRE et qu'il n'admet pas que les skinheads néo-nazis soient maintenant rejetés publiquement. «Nous avons les mêmes idées, vous nous utilisez, vous n'êtes qu'un bourgeois, Monsieur Le Gallou !» s'exclame le leader du KKK au Québec, alors que les représentants du FN prennent la fuite en voiture sous le feu nourri de questions des représentants des médias.

Remis de ses émotions, le leader du KKK en profite pour aller menacer les antiracistes, réunis à l'extérieur, en affirmant : «Faites attention, si vous revenez ce soir, on est armé !». Et tout cela sur les ondes d'une chaîne de télévision nationale !!! Michel Larocque avait même sorti son complet-cravate pour l'occasion, le même qu'il porte lorsqu'il doit se rendre devant les tribunaux pour répondre à des accusations...

Mais, malgré les apparences de Larocque, les membres du KKK arboraient «fièrement» leurs chemises brunes pour ce qui devait être un véritable «gala» mais qui s'est transformé en farce monumentale pour le FN au Québec.

La mobilisation populaire annule la rencontre du FN

En soirée, plus de 1000 personnes ont formé la plus grande manifestation antifasciste depuis des décennies à Montréal et ont marché vers la salle où devait se tenir la rencontre du Front national. Dès que cette information a été transmise aux néo-nazis réunis dans la salle et aux environs, Monsieur Le Gallou a préféré demeurer dans sa chambre d'hôtel. Le leader du Heritage Front, Wolfgang Droege, et ses trois sbires de Toronto ont rapidement quitté la ville. Les principaux leaders des groupes racistes du Québec ont également fui dans leurs voitures et le KKK n'a réussi à retenir qu'une quinzaine de skinheads sur place pour attendre le message de la population montréalaise, en leur promettant qu'ils seraient protégés par la force anti-émeute de la police de Montréal. La réunion était annulée !

À l'arrivée de la manifestation, les fascistes ont bien tenté de faire quelques saluts hitlériens, mais ils ont dû partir rapidement sous le flot ininterrompu des manifestants. Ces «défenseurs de la race blanche» ont rapidement pris la fuite en offrant leur postérieur pour cible, dévoilant ainsi leur vrai visage. Malgré quelques gestes de provocation de la part du KKK, la seule arrestation opérée sur les lieux par les forces de l'ordre fut celle d'un sympathisant du FN accusé d'agression armée contre un policier.

Dès le lendemain, les élus du FN ont pris le premier vol pour Paris, en ne prévoyant pas de remettre les pieds au Québec de sitôt, selon les dires de leur dirigeant au Québec. Ce même dirigeant, Roger Alacoque, a même soumis sa lettre de démission pour l'embarras causé et l'échec de la sortie du FN. Cette démission a été rejetée par le Front national ! Le 28 septembre, le FN a fait volte-face et accepté la démission de son responsable canadien...

Les plans du FN ont donc été carrément annihilés par la mobilisation populaire. Nous devons nous inspirer de cette réussite pour bâtir un mouvement antiraciste encore plus fort dans les prochains mois. ■

Centre canadien sur le racisme et les préjugés

interview de

J



J est allemand, rappeur et militant antifasciste. Il y a trois ans, il a quitté son pays pour vivre ailleurs en Europe, horrifié qu'il était par la montée du néonazisme en Allemagne. Après avoir signé chez une major, il investit l'ensemble de son cachet dans *Germany Alert*, une newsletter hebdomadaire sur les événements en Allemagne et sur l'extrême droite.

Reflexes a eu récemment la possibilité de l'interroger sur son travail et sur ses convictions.

Reflexes : Peux-tu nous en dire plus sur toi ?

J : Je suis musicien, je joue de plusieurs instruments depuis l'âge de 12 ans. Je vivais à Berlin-Est où j'ai grandi. Au moment de l'unification, quand les nazis, le fascisme, la Grande Allemagne, quand toutes ces conséquences de l'unification ont commencé à prendre de l'importance, j'ai quitté Berlin et décidé de vivre à l'étranger. J'ai commencé à enregistrer un album, et bien sûr, dans cet album j'ai commencé à parler de ce qui se passait en Allemagne. Mais la situation empirait et avant que l'album soit fini nous avons commencé à faire *Germany Alert* parce qu'il n'y avait rien : tout ce que nous entendions raconter sur l'Allemagne par des amis, par des connaissances, nous ne pouvions pas le lire dans les journaux ni le voir à la télévision ; je voulais donc le mettre dans mes chansons. Mais ce n'était pas assez, alors nous avons démarré *Germany Alert* qui est devenu très important.

50

Qu'ont pensé tes amis, ta famille de ta décision de quitter l'Allemagne ?

Ils ont pensé que c'était une bonne idée. Pour ce que je faisais, pour la musique que je voulais faire, pour ce que je voulais dire. Ils pensaient que c'était bon que j'apprenne de nouvelles choses. C'est ce que je voulais mais avec ce qui se passait en Allemagne cela devenait impossible. Au lieu de s'ouvrir au monde, d'apprendre à connaître des cultures et des gens différents, tout devait soudainement être allemand. Allemand, allemand, allemand. C'est ce qui s'est passé, j'étais donc assez content de quitter cette atmosphère.

Qu'est-ce qui t'a décidé à t'engager dans le combat antifasciste ?

Tout simplement parce que j'étais personnellement concerné par ce que je voyais et j'étais choqué par le fait que personne n'en

parlé. Je suis sûr que certains en parlaient entre eux, mais la population en général n'en savait rien car elle ne voyait rien dans les médias, presse ou télévision. À partir de là, j'ai pensé que les journalistes ne savaient pas ce qui se passait ou qu'ils ne voulaient pas en parler. Nous avons donc démarré *Germany Alert* pour les journalistes, les associations humanitaires. Nous avons formé un groupe de journalistes, de reporters, d'enquêteurs qui fournissent *Germany Alert* en informations. Notre lettre d'information est envoyée à des journalistes et des militants d'organisations humanitaires à travers le monde, et ainsi ces personnes peuvent écrire sur ce qui se passe en Allemagne.

Quel est l'impact de *Germany Alert* ?

Je pense que c'est un succès. Le début a été un peu étrange car nous n'envoyions notre lettre d'information qu'à très peu de personnes, cinq en fait, comme le Congrès juif mondial ou la Fondation Anne Frank à Amsterdam, pour voir comment les gens réagissaient. Le style de nos articles était alarmant, du genre «Ils sont nazis !». L'accueil a été mitigé dans un premier temps : par exemple, le président de la Fondation Anne Frank nous appela pour nous dire «Qu'est-ce que c'est ? À la Fondation nous avons le plus gros centre d'information sur l'Allemagne. Qu'est-ce qui se passe ? Nous ne savons rien des informations que vous publiez, donc cela ne peut pas être vrai.» Nous avons quand même continué à lui envoyer notre lettre et trois ou quatre semaines plus tard, il nous envoya un fax nous disant «Si vous plaît, continuez à nous envoyer la newsletter, c'est maintenant la chose la plus importante que nous ayons sur l'Allemagne. Nous avons vérifié et tout est vrai». Il s'excusa et nous nous sommes dit, OK c'est bon, nous pouvons maintenant vraiment la lancer.

Combien de temps a-t-il fallu pour que

vos lecteurs commencent à dire que *Germany Alert* était une bonne source d'information ?

Cela a été très long. Pour les premiers destinataires de notre lettre, cela a pris quelques semaines après qu'ils eurent vérifié les informations puis plus de personnes la recevaient, meilleures étaient les réactions. Par ailleurs, des stations de télévision, la BBC, nous téléphonaient pour obtenir le contact avec des personnes dont vous parlez. Ils voulaient faire des reportages sur les attaques, sur les nouvelles lois sur l'asile... et la même chose se reproduisait aux États-Unis avec ABC (un des trois principaux réseaux de télévision). Il y avait de nombreux encouragements, les gens voulaient ces informations.

Avez-vous eu de mauvaises réactions ?

Nous avons reçu des menaces de mort par téléphone et un de nos bureaux a été attaqué l'année dernière. Mais il était évident que dès le début qu'il y aurait des réactions venant des nazis, des organisations fascistes.

Quels scoops *Germany Alert* a-t-il publiés ?

Plusieurs informations que nous avons sorties ont été ensuite publiées dans les journaux, et nous avons publié des informations que les grands journaux ne publiaient pas, comme l'expulsion des Tziganes d'Allemagne. Cela commença l'année dernière en novembre. L'Allemagne a payé à la Roumanie une grande somme d'argent pour que celle-ci devienne en fait «un vaste camp de concentration» de l'Allemagne. Ils y déportent toujours des Tziganes ; ces expulsions avaient en effet déjà commencé dans la période précédant la modification de la loi sur l'asile. Ils viennent chercher les Tziganes dans leurs foyers, les enfants dans leurs écoles avant de les mettre dans des trains ou des avions en direction de la Roumanie, de la Serbie, des pays en tout cas où ils ne sont pas en totale sécurité. Nous avons recueilli récemment un témoignage sur les conditions de ces expulsions. Ils prennent la famille entière, ils leur enlèvent leurs vêtements, toutes leurs affaires, leur argent est confisqué par les Allemands et on les renvoie sans rien. Bien sûr, quand ils arrivent

à destination, nous avons beaucoup moins d'information, mais nous savons plusieurs choses : ils sont mis dans des camps, les familles sont divisées... Ils ne sont pas envoyés dans un pays où rien ne peut leur arriver. Il est très clair, et les Allemands le savent, bien sûr, qu'ils sont envoyés en enfer.

On peut faire un parallèle avec ce qui est arrivé aux Juifs il y a cinquante ans.

Bien sûr, c'est l'équivalent actuel de ce qui s'est passé dans les années 1930 et 1940, le massacre d'un peuple entier et de sa culture. Et ils le savent. Et c'était une des choses dont on a parlé au début, mais les gens ne veulent toujours pas l'écrire même si c'est quelque chose de prouvé. Nous avons aussi publié d'autres informations exclusives comme le montant des sommes dépensées par le gouvernement allemand pour déstabiliser la Pologne, la République tchèque et la Russie : ils créent des centres culturels et versent des millions de marks aux organisations qui réclament des territoires de la Pologne, de la Russie et de la République tchèque. Ils le font de manière intelligente, ils mettent en place de soi-disants centres culturels et obtiennent que les gens les acceptent. Ils achètent des terres dans ces territoires mais en utilisant des intermédiaires ; mais comme il existe encore dans ces pays-là des lois qui interdisent aux Allemands d'y acheter de la terre, ils passent par des citoyens polonais par exemple. Tout cela est financé par le gouvernement allemand. Nous l'avons trouvé dans le budget du gouvernement et nous avons publié le plus que nous pouvions. Ce phénomène n'appartient pas au passé, il s'accroît de plus en plus chaque année, et son but devient de plus en plus clair : ils agrandissent l'Allemagne.

Que pensez-vous de l'attitude du gouvernement vis-à-vis de l'extrême droite en Allemagne ?

Je pense que par certains côtés, ils sont une partie de l'extrême droite. À cause de tous les liens financiers et personnels existant entre des membres du gouvernement et toutes ces organisations, partis d'extrême droite, eux-mêmes liés aux groupes skinheads. Les skinheads nazis n'ont peut-être rien dans la tête, mais ils sont néanmoins liés à des organisations qui en fait sont liées, voire financées par le gouvernement. Je pense que cet ensemble est très très bien organisé. Contrairement à ce que raconte le gouvernement allemand, ce ne sont pas des groupuscules. Ce sont des groupes nombreux et très bien organisés. Tout est fait pour tromper le reste du monde, le gouvernement dit qu'ils sont peu nombreux, qu'il les combat, qu'il fait quelque chose contre la violence, etc. mais en fait, il fait tout le contraire. Le gouvernement ne fait rien, ou quand il fait quelque chose, comme une arrestation par exemple, ce n'est que pour les médias...

C'est vrai. Quand on voit par exemple les attaques de Rostock ou de Mülln, comme

c'était une affaire énorme, ils ont été obligés de faire quelque chose comme manifester avec une chandelle, ou prendre une petite décision mais c'est tout. Comment vois-tu le futur de l'Allemagne ?

Tout dépend de la réaction du reste du monde. Je pense que tout dépend de la situation économique actuelle, parce que c'est à mon avis à cause de cela que les Allemands réagiront enfin, si on s'attaque à leur argent, à leur économie, mais si rien ne se passe de ce côté-là je ne pense pas que cela va s'améliorer, la situation ne va faire qu'empirer...

Je pense que le facteur économique a déjà une influence importante à l'heure actuelle ; de nombreuses entreprises étrangères arrêtent d'investir en Allemagne. Mais cela n'a pas d'effet immédiat, les attaques continuent à croître. Et peut-être arriverons-nous au stade où les Allemands diront « On s'en fout, on n'a pas besoin de votre argent, on dirige notre pays comme on veut. »

Je ne sais pas s'il le peuvent. Ils vendent leurs marchandises dans le monde entier et ils redoutent qu'il y ait un boycott contre les voitures allemandes par exemple... Quant aux skinheads dans les rues, ils attaquaient peut-être encore mais au moins il y aurait quelque chose de fait contre eux.

Donc tu penses que les gens devraient organiser un boycott de l'économie de l'Allemagne.

Exactement. C'est ce qui devrait être fait, car c'est une des rares choses que les gens comprennent, car cela s'attaque à leur argent. C'est triste, mais ce genre de choses peut aider.

D'une manière générale, comment vois-tu ce qui se passe dans le reste de l'Europe ? Particulièrement dans les pays où l'extrême droite grandit de plus en plus ?

Eh bien, je pense que l'Allemagne est la clef de tout : si les choses se calment en Allemagne, cela leur rendra la vie plus dure dans le reste de l'Europe. Je pense que l'Allemagne sert d'exemple, montre aux autres néo-nazis d'Europe que c'est possible, qu'ils peuvent avoir une place, être acceptés... Tout est lié à l'Allemagne qui est le centre de l'ensemble de ce qui se passe en Europe. Et bien sûr, dans un contexte de crise économique, c'est plus facile pour les fascistes et les nazis de convaincre des gens qui ne les auraient pas même écoutés auparavant, avec des raisonnements stupides du genre de : s'ils n'ont pas de travail c'est à cause des étrangers qui leur piquent leurs boulots.

Penses-tu rentrer un jour vivre en Allemagne ? Que penses-tu faire plus tard ?

Eh bien, je ne pense pas que je retournerais vivre là-bas, en tout cas pas dans un futur proche et pas dans la situation actuelle. Comme je le disais, je fais de la musique et je veux faire une tournée et de nombreuses choses comme voyager et en profiter pour parler aux gens de la situation actuelle. Car je peux aller à l'émission *Good Morning America* (une des émissions d'information et de variétés les plus suivies le matin aux États-Unis) et y dire ce qui se passe ici. Je pense que c'est très important d'utiliser ce genre de show pour parler aux jeunes. Je ne pourrais pas faire cela si je ne faisais pas de la musique. Je ne pourrais pas le faire même si je le voulais. Mais ce que je veux vraiment faire, c'est de la musique, faire ce que je fais, des disques et des tournées, et utiliser cela pour parler de ce qui se passe en Allemagne, en Europe et dans le monde. Je pense que ce travail est aussi efficace, car si tu es un militant antifasciste, tu fais ton travail, mais tu n'as pas le même écho que si par exemple Michael Jackson déclare... (rires)

Le mot de la fin ?

Hier nous avons discuté avec le président du conseil national des Tziganes en Allemagne, qui nous a appris beaucoup sur la déportation des Gitans, c'est horrible. Ils prennent des familles entières, on leur enlève leurs vêtements, on leur prend tout ce qu'ils ont. Ils prennent tout afin que les Tziganes ne puissent plus revenir et c'est incroyable pour moi que cela se passe au cœur de l'Europe et que personne n'en sache rien ou n'en veuille rien savoir. Cela me tue.

Le premier album de J We are The Majority est disponible chez Polydor

It is happening again

- Kohl budgets FF 600 million for extreme right.
- Germans register nose shapes of foreigners.
- Nazis : destabilization in Alsace.
- Government orders more than 100,000 books destroyed.
- Dangers for France in the new Germany.

One year sent via post each month, FF 288

GERMANY ALERT

P. O. Box 59168, 1040KD Amsterdam, Holland

**CET ÉTÉ, PLUS DE
40 INCENDIES
ET PRÈS DE
40 AGRESSIONS
À CARACTÈRE RACISTE
ONT ÉTÉ OFFICIELLEMENT
DÉCLARÉES EN ALLEMAGNE.**



blessés dont un enfant • 2 mai, Dresde, un demandeur d'asile éthiopien attaqué et blessé par des néo-nazis • 6 mai, Rostock, plusieurs dizaines de néo-nazis ont attaqué à coups de pierres et de fumigènes un foyer de femmes et un centre de jeunes • 8 mai, Brême, incendie criminel d'un foyer d'immigrés, 2 blessés légers • 10 mai, Schwerin, des inconnus ont poignardé un étranger de 23 ans et ont grièvement blessé son compatriote de 33 ans • 10 mai, Schwerin, profanation de 81 pierres tombales de victimes du fascisme • 17 mai, Sundern (Dortmund), 2 demandeurs d'asile albanais grièvement blessés dans une agression • 24 mai, Leersstetten (Bavière), un jeune homme roué de coups par des néo-nazis (il souffre de multiples contusions) • 26 mai, Sigmaringen, trois coups de feu ont été tirés sur un foyer de demandeurs d'asile, un blessé léger • 27 mai, Gera, un Mozambicain passé à tabac par trois jeunes • 29 mai, Solingen, incendie criminel, 5 morts • 29 mai, Kassel, des coups de feu tirés contre un foyer de demandeurs d'asile • 2 juin, Magdebourg, incendie criminel devant l'appartement d'une jeune femme russe, pas de blessé • 5 juin, Constance d'un restaurant turc, un demi-million de mark de dégâts • 6 juin, Bad Olderloe, tentative d'incendie criminel contre un appartement occupé par des Turcs, pas de blessés • 6 juin, Constance, début d'incendie, pas de blessés • 7 juin, Bonn, deux incendies criminels contre des maisons habitées par des Turcs, un blessé • 7 juin, Bergisch-Gladbach, tentative d'incendie • 8 juin, Wülfrath (Düsseldorf), incendie criminel, plusieurs blessés • 8 juin, Francfort, tentatives d'incendie, pas de blessés • 8 juin, Hambourg, incendie criminel, pas de blessé • 8 juin, Oberhausen-Rheinhausen (Karlsruhe), tentative d'incendie criminel, un blessé léger • 9 juin, Fribourg, incendie criminel d'un foyer de demandeurs d'asile, pas de blessés, 100 000 mark de dégâts • 9 juin, Wachtendonk, tentative d'incendie d'un foyer de demandeurs d'asile, pas de blessé • 9 juin, Pfungstadt, une bombe lancée sur la voiture d'un entrepreneur qui construit des foyers d'immigrés • 10 juin, Singen (Constance), incendie criminel d'un foyer de demandeurs d'asile, pas de blessé • 10 juin, Dresde, incendie criminel d'un foyer d'immigrés, un mort, 4 blessés • 12 juin, Bergisch-Gladbach, incendie criminel d'une maison habitée par trois familles turques, 2 blessés légers • 12 juin, Darmstadt,

criminel, pas de blessé • 14 juin, Huerth (Cologne), incendie criminel, pas de blessé • 15 juin, Waldshut, Tiengen, incendie criminel d'une maison occupée par des Italiens, 2 blessés 800 000 mark de dégâts • 15 juin, Wegberg, incendie criminel d'une maison habitée par des Marocains, pas de blessé • 15 juin, Bonn, plusieurs incendies criminels, pas de blessé • 15 juin, Oberhausen-Rheinhausen, une jeune fille turque de 16 ans rouée de coups et menacée • 16 juin, Essen, tentative d'incendie criminel d'un immeuble habité par des Turcs, pas de blessé • 16 juin, Hanovre, une patrouille d'auto-défense turque déjoue une attaque raciste • 17 juin, Arnsberg (Dortmund), un cocktail molotov lancé contre un foyer d'étrangers • 17 juin, Duermen, un Kurde battu par des inconnus devant un foyer de demandeurs d'asile • 19 juin, Regensburg, une femme agressée et blessée au visage parce qu'elle était trop brune • 19 juin, Kiel, incendie criminel d'un foyer de demandeurs d'asile, 2 blessés • 19 juin, Francfort, incendie criminel d'un foyer de demandeurs d'asile en construction, gros dégâts matériels, incendie criminel d'habitations où vivaient un Afghan et sa famille, pas de blessé • 22 juin, Postdam, un Turc propriétaire d'un snack passé à tabac par des jeunes • 23 juin, Hanovre, 2 bombes incendiaires lancées contre un restaurant turc, début d'incendie, pas de blessé • 23 juin, Wismar, une réfugiée de 35 ans blessée au bras par un pistolet à air comprimé • 24 juin, Coblenze, incendie criminel d'une maison occupée par des Turcs, 3 blessés légers, dégâts de 70 000 mark • 29 juin, Mönchengladbach, incendie criminel de la maison d'une famille de Marocains, un blessé grave • 29 juin, Berlin, un touriste japonais agressé et passé à tabac par des extrémistes de droite • 30 juin, Mühlhausen, un réfugié roumain poignardé • 3 juillet, Gütersloh, tentative d'incendie criminel d'une maison habitée par des Turcs, pas de blessé • 9 juillet, Schwedt, plusieurs Polonais agressés • 10 juillet, Göttingen, tentative d'incendie d'un foyer d'immigrés, pas de blessé • 11 juillet, Bavière-Sud, incendie criminel d'un immeuble partiellement occupé par des étrangers, un blessé grave • 11 juillet, Roth (Nuremberg), incendie criminel du service des étrangers de la sous-préfecture • 12 juillet, Ilsenbourg, un jeune homme de 19 ans est agressé par plusieurs néo-nazis, hospitalisé avec